

@

Jean RODES

**LA CHINE
NATIONALISTE
(1912-1930)**

à partir de :

LA CHINE NATIONALISTE (1912-1930)

par Jean RODES (1867-1947)

Les questions du temps présent, Librairie Félix Alcan, Paris, 1931, 193 pages.

Hervé Bouillac a proposé en septembre 2014 un mémoire sur la vie et l'œuvre de Jean Rodes, disponible [sur le site de l'université Toulouse-Le Mirail](#).

Édition en format texte par
Pierre Palpant

www.chineancienne.fr
avril 2022

TABLE DES MATIÈRES

Préface.

Première partie. — La Chine après la Révolution.

CHAPITRE PREMIER : Dictature et chute de Yuan Chi Kai. — Tentative de restauration monarchique. — Prédominance et rivalités des généraux. — Guerres intestines.

CHAPITRE II : Dans la Chine du Sud. — Les vicissitudes de Canton. — Le gouvernement des Six Piliers. — Sun Yat Sen et le Kuomintang. — L'œuvre des conseillers russes. — Xénophobie et révolution.

CHAPITRE III : L'attitude des Puissances. — Les ambitions japonaises. — La Chine et la guerre européenne. — Les revendications chinoises. — Le mouvement anti-étranger. — Hostilité contre l'Angleterre. — Perte du prestige européen.

Deuxième partie. — La Chine nationaliste.

CHAPITRE PREMIER : Le mouvement nationaliste et l'état féodal de la Chine. — La campagne anti-Nord. — Ses tendances rouges. — Le massacre de Nankin. — Le revirement du généralissime. — Le gouvernement révolutionnaire de Hankéou. — Le gouvernement de Nankin et ses abus de pouvoir. — Démission de Chang Kaï Chek.

CHAPITRE II : Hankéou, capitale éphémère du communisme chinois. — Un congrès de la III^e Internationale. — La propagande dans les milieux universitaires. — Les armées communistes. Les Tang pous.

CHAPITRE III : Les Chefs du Nord et l'Ankuochun. — Deux Chines ? — La politique anti-communiste de Tchang Tso Lin. — Son nationalisme. — Son adhésion aux San Min. — Psychologie de la politique chinoise. — Secrets antagonismes.

CHAPITRE IV : L'éclipse passagère de Nankin. — Le clan du Kouangsi à Hankéou. — Retour de Chang Kaï Chek. — Rupture diplomatique du Sud avec Moscou. — Reprise de l'expédition contre le Nord. — Défaite des Nordistes et mort de Tchang Tso Lin. — Les Sudistes à Pékin. — Nankin, capitale.

Troisième partie. — Le gouvernement de Nankin.

CHAPITRE PREMIER : Les divisions du parti kuomintang. — Session du Comité central exécutif à Nankin. — Rivalités et dissensions. — Accommodements. — Réorganisation gouvernementale. — Triomphe du clan Soong-Chang Kaï Chek.

CHAPITRE II : Les féodaux ne veulent pas renoncer à leurs fiefs. — Désaccord du gouvernement de Nankin et du clan du Kouangsi. — Ses premières manifestations. — Reprise des guerres féodales.— Attitude de Feng Yu Hsiang. — Comédie jouée par Feng Yu Hsiang et Yen Hsi Chan. — Leur alliance avec les kuomintang dissidents contre Chang Kai Chek. — Autre guerre féodale. — Premiers revers de Nankin. — Victoire de Chang Kai Chek, avec le concours du maître de la Mandchourie, Tchang Hsueh Liang.

CHAPITRE III : Le gouvernement de Nankin et les Puissances. — L'opinion étrangère, à Pékin. — L'initiative américaine détermine une politique générale d'abandons. — Les nouveaux traités de commerce. — L'autonomie douanière et le « likin ». — La question de l'extraterritorialité et de la justice. — Contraste des exigences chinoises et de l'état réel de la Chine.

Conclusion.

@

PRÉFACE

@

^{p.I} Voici de nombreuses années que je suis les manifestations de ce que l'on peut appeler : la dé cristallisation chinoise, c'est-à-dire l'émiettement et la destruction de la plus vieille société du monde. La guerre russo-japonaise, par ses résultats inattendus et par la leçon que donna ainsi l'empire du Soleil Levant, fut le point de départ d'un mouvement qui aboutit au réformisme officiel de 1905 et des années suivantes. J'avais assisté, comme correspondant de guerre, à cet important conflit. J'étais ensuite retourné à plusieurs reprises en Chine, pour des missions d'études, et je venais d'accomplir le sixième voyage de ce genre, quand éclata la Grande guerre. J'avais ainsi pu étudier sur place, à Pékin et dans les provinces, le mouvement constitutionnel, puis la Révolution, enfin la chute de l'empire et la dictature de Yuan Chi Kai.

J'ai publié, en une demi-douzaine de volumes, la somme de mes observations durant cette assez longue période. J'avoue que ces ouvrages étaient ^{p.II} empreints de scepticisme. Tout l'étalage des nouvelles réglementations m'avait semblé ne correspondre à aucune réalité. Je n'entrevois que pour un avenir très lointain, la possibilité d'établir, en Chine, un régime vraiment moderne, se rapprochant de celui des nations occidentales. C'était du reste l'opinion de tous les étrangers vivant parmi les Chinois et les événements, qui se sont déroulés depuis la disparition de Yuan Chi Kai, leur ont donné raison. On sait, en effet, quel spectacle a offert la Chine depuis lors : extraordinaire extension du brigandage, guerres intestines de grands féodaux, apparition du communisme dévastateur, etc.

Bien que ce pays se soit trouvé ainsi dans un incontestable état de régression, ses représentants aux conférences de Versailles et de Washington ont réussi à faire admettre le principe de son évolution et à obtenir des promesses dont les réserves, très justifiées, ont été, depuis lors, sapées par une tenace propagande.

Les Chinois — du moins ceux qui forment la façade modernisée de l'immense agglomération encore moyenâgeuse : diplomates, journalistes, étudiants — ont d'ailleurs adroitement utilisé les circonstances et l'état d'esprit créé partout par la guerre européenne. Ils ont tiré, on le conçoit aisément, le plus grand parti des quatorze points du président Wilson proclamant, pour tous les peuples, ^{p.III} le droit de disposer librement d'eux-mêmes, etc... Le triomphe de la Chine nationaliste qui, aux yeux de tous, représentait des tendances modernes, par opposition au traditionalisme du Nord, a grandement contribué à répandre, sur les transformations de ce pays, les opinions les plus optimistes. Avec des formules frappantes et faciles, comme : les traités inégaux, les peuples opprimés, la lutte contre l'impérialisme et le militarisme, on est parvenu à établir, dans les milieux politiques mondiaux, ignorants des réalités chinoises, une atmosphère favorable aux revendications les plus difficilement recevables.

Si l'on ajoute à cela la vive sympathie de tous les lettrés pour l'antique civilisation de la Chine, pour sa vieille littérature souvent si pénétrante ; son art génial et délicat, on arrive à comprendre qu'un tel courant ait pu se produire et que les chancelleries, elles-mêmes, aient pu en être influencées, malgré toute la méfiance que doit leur inspirer une connaissance approfondie du sujet.

Quant à moi, n'étant pas retourné dans ce pays depuis plus de douze ans, j'avais un vif désir d'aller constater sur place les changements intervenus, bien décidé à noter très scrupuleusement les progrès accomplis et à renoncer à mon précédent scepticisme, si la mentalité des dirigeants et des fonctionnaires s'était modifiée autrement qu'en ^{p.IV} paroles, de telle sorte qu'elle offrît désormais, aux étrangers, pour leurs personnes et pour leurs biens, la sécurité que les Chinois, trouvent, pour eux-mêmes, dans nos pays occidentaux.

La lutte se poursuivait, à ce moment-là, entre le Sud et le Nord : les armées nationalistes paraissaient devoir être victorieuses. Il s'agissait donc aussi de se rendre compte des chances qu'il y avait de voir l'unité, la paix et l'ordre se rétablir, sous l'égide d'un pouvoir assez fort pour

faire respecter ses décisions dans tout le pays et pour pouvoir tenir ainsi, lui-même, ses engagements.

Le gouvernement de Nankin, dans le désir bien naturel de se libérer de toute entrave, ne perd pas une occasion d'affirmer que ces conditions, dont les puissances étrangères font dépendre une révision éventuelle des traités, sont d'ores et déjà remplies. Il poursuit ainsi ses buts nationaux avec un esprit de suite et un sens de la stratégie diplomatique remarquables, que les hommes d'État célestes ont du reste pratiqués de tous temps. Il importait donc de vérifier très exactement l'état présent de la Chine, de savoir en un mot si la situation actuelle permet, à l'égard des anciennes garanties et dans la moindre mesure, une renonciation que les Chinois veulent immédiate et totale.

Les chancelleries sont certes mises au fait par leurs agents, mais la politique des Puissances est ^{p.v} souvent déterminée par des considérations étrangères à l'intérêt réel de leurs nationaux résidant dans ce pays. L'opinion publique ayant néanmoins une part d'influence, qui n'est pas négligeable, sur cette orientation diplomatique, il est essentiel que des informateurs indépendants et mus par l'unique souci de la vérité, la renseignent. C'est à quoi je me suis efforcé dans cet ouvrage qui se relie à tous les travaux que j'ai déjà publiés sur cette même question et qui est le résultat de mes deux derniers voyages d'études, en 1927 et 1928.

@

PREMIÈRE PARTIE
LA CHINE APRÈS LA RÉVOLUTION

CHAPITRE PREMIER

Dictature et chute de Yuan Chi Kai. — Tentative de restauration monarchique. — Prédominance et rivalités des généraux. — Guerres intestines.

@

p.003 Dans le dernier ouvrage, *La fin des Mandchous*, de la série consacrée à *Dix ans de politique chinoise*, je laissais l'ancien Céleste Empire, devenu république, à la dictature de Yuan Chi Kai. Il y a lieu, avant d'entreprendre le tableau que je me propose de tracer de l'état actuel de la Chine, d'exposer brièvement la suite des événements qui se sont déroulés depuis lors.

Ce grand pays, dont la Révolution avait détruit l'antique armature, eut à subir de suite les conséquences de cet écroulement d'un régime séculaire. L'énorme levée de troupes, qui avait été faite par les chefs révolutionnaires, entraînait, dans la plupart des provinces, un brigandage intensif. Dans le Nord même, les soldats, ne touchant pas leur solde, par suite de la débâcle financière, pillaient toutes les cités importantes, à commencer par Pékin.

La non-préparation aux conditions politiques nouvelles, en même temps que la persistance de la vieille mentalité chinoise, créèrent tout de suite une situation intolérable, démontrant que tout gouvernement républicain normal était au moins p.004 prématuré dans ce pays. C'est ce qui explique que le régime nouveau ait débuté par un scandale sans autre exemple chez les peuples modernes : au mois de juin 1912, après six mois de république, le Premier ministre, Tang Chao Yi, quittait en effet Pékin sans aucun avertissement, et se réfugiait à Tientsin, après avoir dilapidé et distribué à ses amis du parti révolutionnaire un emprunt officiel de douze millions de dollars contracté auprès d'un groupe belge.

Ce fut ensuite un défilé de présidents du Conseil qui ne purent se maintenir par suite de l'impossibilité, où leur inexpérience les mettait,

de faire face à une œuvre de reconstruction, pour laquelle il eût fallu des hommes d'envergure et le concours désintéressé de tous.

Bien loin d'être, dans ces circonstances difficiles, du moindre secours, le Parlement, nouvellement créé et élu au suffrage restreint, n'eut d'autre souci que d'exercer sur le gouvernement un chantage continu, chacun de ses membres s'efforçant, selon la coutume chinoise, de tirer de sa situation officielle le maximum de bénéfice. L'élection présidentielle, qui eut lieu en octobre 1913, fut à cet égard très significative. Bien que les parlementaires fussent — le parti révolutionnaire étant le seul organisé dans les provinces — en grande majorité « kuomintang », par conséquent hostiles à Yuan Chi Kai, celui-ci fut élu avec un nombre de voix assez imposant. Il y avait simplement mis le prix.

Une lettre publiée par le grand journal anglais de Shanghai, le *North China Daily News*, donna, sur cette élection et sur la moralité de ceux qui y avaient participé, des renseignements très caractéristiques.

« Je puis citer, écrivait le correspondant, un membre ^{p.005} du Parlement, dont la sincérité et l'honnêteté peuvent favorablement se comparer avec celle de tous les Chinois que je connais, qui exhiba devant moi deux mille dollars en billets de banque et déclara que c'était un présent pour lui rappeler de voter dans un sens particulier. Il était plein de regret de n'en avoir pas demandé cinq mille !

L'informateur ajoutait que l'unanimité ne fut pas obtenue pour la seule raison qu'une somme supplémentaire importante qui avait été promise par le ministère des Finances, n'avait finalement pas été distribuée.

Cette politique d'achat avait été facilitée par le grand emprunt de reconstruction récemment contracté auprès du consortium bancaire des six puissances ¹, mais elle ne pouvait se continuer indéfiniment. Elle aurait coûté trop cher et aurait en fin de compte rendu tout gouvernement impossible, en établissant une sorte de prime à

¹ France, Angleterre, Allemagne, États-Unis, Russie, Japon.

l'opposition. Avec un tel système en effet, les plus authentiques partisans de Yuan Chi Kai avaient été, eux-mêmes, amenés à montrer autant d'exigence que ses adversaires. Ils voulaient, eux aussi, être achetés.

Il fallait sortir d'une impasse que la situation financière, bientôt aussi mauvaise qu'avant l'emprunt, contribuait d'ailleurs à rendre de plus en plus intolérable. On ne pouvait en finir que par un acte d'autorité. Le dictateur s'y décida d'autant mieux qu'en cela il se savait approuvé par tous les éléments sérieux, notamment par les Chambres de commerce, de même que par la masse des populations provinciales qui avaient eu à souffrir davantage encore des ^{p.006} abus de l'administration issue de la Révolution, que de celle des mandarins de l'empire. Il n'ignorait pas non plus que les puissances étrangères le considéraient comme le seul homme capable de rétablir l'ordre et la tranquillité dans cet immense pays. Enfin, la facilité avec laquelle il avait, quelques mois auparavant, écrasé une tentative de rébellion révolutionnaire, sur le Yang-tsé et dans le Sud, lui donnait la confiance nécessaire en sa propre force.

Un conflit, qui éclata avec la commission parlementaire chargée d'élaborer un projet de Constitution, acheva de déterminer Yuan Chi Kai. Celui-ci ayant demandé la modification de ce projet qui diminuait ses pouvoirs, la commission refusa. Il était permis de voir, dans l'attitude des membres de cette commission, une nouvelle intention de marchandages.

Les gouverneurs et les généraux, consultés, opinèrent pour la coercition. Ce fut également l'avis donné par le conseiller légiste japonais, docteur Ariga. Le Président ne décréta pas, comme on avait pu le prévoir, la dissolution totale du Parlement, mais il prit, par trois décrets, une décision plus significative encore. Il ordonna la démission de tous les parlementaires appartenant au parti kuomintang ; la fermeture du siège central de ce parti, à Pékin, ainsi que celle de ses bureaux dirigeants et de ses agences. Toute l'opposition, déclarée traître et rebelle, était de la sorte supprimée et ceux qui la composaient

se retrouvaient dans la situation des révolutionnaires durant les dernières années de l'empire.

En même temps, un comité central était créé, dont le rôle semblait devoir être assez analogue à celui ^{p.007} que jouait, sous la dynastie déchuée, le Grand conseil. Le Parlement, d'ailleurs fort diminué par l'élimination des kuomintang, passait ainsi au second plan.

Tous les actes de Yuan Chi Kai s'inspirèrent dès lors d'une réaction très accentuée contre toute la politique faite depuis la Révolution. En outre de l'épuration du haut personnel administratif, cette réaction se manifesta dans le domaine des idées. Le culte des diverses pagodes — des génies, des grands hommes, des généraux vainqueurs de Taïpings, etc. — qui avait été interdit par les fonctionnaires de la « Jeune Chine », fut partout rétabli. On veilla à ce que fussent respectées toutes les traditions battues en brèche par la génération nouvelle qui avait poussé ses tendances novatrices jusqu'à inscrire, dans ses programmes, la suppression du rite des Ancêtres, fondement de la famille et de la société chinoises. Le culte de Confucius fut remis en honneur et il fut même question d'en faire une religion d'État.

On eut alors, de la manière la plus nette, l'impression que le pouvoir se trouvait entre des mains plus fermes que celles qui l'avaient détenu depuis la mort de l'impératrice Tseu Hi. L'autorité du dictateur était en effet incontestable du Nord au Sud, avec une tendance à la centralisation plus marquée encore que sous l'empire. Les nominations décrétées par le gouvernement de Pékin avaient leur effet dans toutes les provinces ; l'unité de la Chine était aussi complète qu'elle l'avait jamais été.

Le prestige de celui qui, après le grand bouleversement, avait pu rétablir si vite l'ordre et l'autorité de l'État, était incontestable. Cela créait, autour de sa personne, une telle atmosphère de confiance générale, un caractère si évident de nécessité, que ^{p.008} la fondation d'une dynastie nouvelle pouvait désormais être envisagée comme l'aboutissement probable d'une pareille situation. Cette solution apparaissait, à l'observateur, tellement dans la nature du milieu et des

choses que j'adressai, de Pékin, au journal dont j'étais l'envoyé spécial, un article, avec ce titre : « Vers l'empire ¹ ? »

Lettre de Chine

VERS L'EMPIRE?

(De notre envoyé spécial)

Pékin, 8 novembre.

Vous avez connu par les télégrammes d'agences et je vous ai signalé moi-même, dans ma dernière lettre, la mesure énergique prise par Youan Chi Kai à l'égard du parti kouomingtang. Ce parti a été dissous et ses bureaux fermés; 300 parlementaires environ se sont vu retirer leur mandat, un certain nombre d'entre eux ont été arrêtés et les autres ont reçu l'ordre de retourner dans leurs provinces respectives. Ces diverses opérations se sont faites avec la plus grande facilité et sans que la population, toujours indifférente, s'en soit aperçue autrement que par un renforcement des forces de police et des patrouilles qui depuis plusieurs mois occupent militairement les divers quartiers de Pékin.

Il était assez naturel qu'une telle décision fût prise après l'écrasement de la rébellion. Il eût été par trop anormal qu'un parti, qui s'était soulevé les armes à la main contre le gouvernement central, pût continuer, par sa majorité dans les Chambres, d'être le maître de la situation et de se faire indéfiniment acheter son concours. Néanmoins, quelque justifié qu'il puisse être, cet acte inconstitutionnel n'en constitue pas moins un véritable coup d'Etat. Et se souvenant de toute la carrière de Youan, surtout de sa singulière politique durant la première partie de la révolution, on peut se demander si cette attitude présente n'est pas, dans le secret de sa pensée, un achèvement vers un but plus élevé encore que celui qu'il a déjà atteint. Reconnaissons d'ailleurs que l'idée de donner une dynastie nouvelle à ce peuple, contemporain des plus anciens empires défunts, et qui trace dans l'histoire du monde une si majestueuse avenue, doit être, pour un esprit de quelque envergure, singulièrement tentante.

Est-ce là l'ambition de Youan? Il est impossible de le savoir. Il reste énigmatique pour son entourage même, et sa plus grande force réside peut-

Le Temps, 25 novembre 1913.

L'événement, prévu de la sorte, se produisit deux années plus tard, mais dans des circonstances qui devaient entraîner l'échec de cette audacieuse entreprise. La guerre d'Europe, qui faisait alors rage, détournait en effet l'attention des gouvernements occidentaux de ce qui se passait de l'autre côté du monde. L'Extrême-Orient étant ainsi isolé, la Chine se trouvait livrée à elle-même et à la merci d'ambitions extérieures dont on avait eu déjà une éclatante manifestation ².

L'erreur de Yuan Chi Kai fut de ne pas se rendre compte des conséquences de cet événement mondial et de ne pas comprendre

¹ *Le Temps*, 29 novembre 1913.

² Les vingt et une demandes du Japon au mois de mai 1910.

qu'elles commandaient une grande circonspection. Cet homme qui, durant toute sa carrière, avait poussé la prudence et la perspicacité jusqu'au génie, fit soudain preuve d'une témérité et d'un aveuglement invraisemblables.

L'affaire fut néanmoins menée avec toutes les précautions, ruses et faussetés habituelles : comédie qui devait se terminer en drame, comme il convenait à ce milieu de bas-empire. L'entourage immédiat de Yuan Chi Kai, tout son clan — son fils ^{p.009} aîné en tête — le poussaient à se proclamer « Fils du Ciel ». Un grand journal, l'*Asiajépaou*, était fondé à Shanghai, pour répandre cette idée dans les masses. On faisait envoyer, de toutes les provinces, des adresses exprimant le vœu de voir s'établir cette nouvelle dynastie. À toutes ces demandes le dictateur répondait magnanimement par de modestes refus. Au mois de juillet 1915, on put lire dans toute la presse mondiale, une déclaration faite par lui au général Feng Kuo Tchang, au cours de laquelle il disait avoir acheté, en Angleterre, une petite propriété, pour aller y terminer ses jours.

— Si le peuple, ajoutait-il, persiste à vouloir que je monte sur le trône, je quitterai à tout jamais la Chine et j'irai vivre à l'étranger.

En réalité, la campagne monarchique se poursuivait très activement. Les pétitions, adressées au chef de l'État et l'invitant à monter sur le trône, se succédaient sans interruptions, certaines émanant de personnalités et d'organisations considérables, notamment du Conseil d'État. Des délégués provinciaux, réunis à Pékin comme représentants du peuple, votaient à l'unanimité un vœu identique. Les représentants du Thibet, de la Mongolie, de la Mandchourie et du pays musulman se déclaraient avec une égale unanimité dans le même sens. L'impératrice Long Yu, veuve de Kouang Siu, publiait au nom de la famille impériale, un message approuvant l'instauration du nouveau souverain.

Le dictateur faisait connaître, dans plusieurs décrets du mois de décembre, ces sollicitations dont il était l'objet et il énumérait les raisons qui l'obligeaient à obéir au désir général. Enfin, il se proclamait

empereur, sous le nom de Hong Hsien, ^{p.010} le règne prenant date à compter du premier jour de l'an chinois 1916.

L'opposition à ce rétablissement de la monarchie ne se fit pas attendre. Sans doute, se préparait-elle dans l'ombre durant les mois qui précédèrent l'événement, vraisemblablement favorisée secrètement par des personnages qui avaient d'abord feint de l'accepter ou qui même en avaient manifesté le désir. C'est ainsi que le plus important journal étranger de Chine, le *North China Daily News*, a affirmé, dans son leader article du 29 décembre 1915, que le général Tsai Ngo, celui-là même qui leva l'étendard de la révolte, avait été, moins de quatre mois auparavant, un partisan enthousiaste de cette restauration et avait, le premier, signé une pétition demandant à Yuan Chi Kai de monter sur le trône.

Ce Tsai Ngo était un ancien gouverneur du Yunnan que le dictateur avait appelé auprès de lui, pour faire partie de son Grand conseil. Il quitta Pékin secrètement, le 26 novembre, très peu avant la publication des décrets de restauration, pour aller à Tientsin, s'embarquer à destination du Japon, où il séjourna environ une semaine. De là, il revint en Chine, mais dans son ancienne province du Yunnan, où il déclencha le soulèvement, avec l'aide du général Tang Ki Yao et de ses troupes. La simple rébellion de cette province et de celle, voisine, du Koeitchéou — toutes les deux fort éloignées de Pékin et même du centre du pays — n'auraient certes pas suffi à abattre Yuan Chi Kai. Ce qui en réalité causa sa chute, ce fut la défection de personnages qui étaient ses créatures et qui lui devaient toute leur carrière, comme les généraux Feng Kuo Tchang et Toan Tsi Joei, et d'autres chefs militaires, ^{p.011} tels : Chang Chun et Long Si Kouang, jusque-là ses partisans déterminés. Toan Tsi Joei, à qui le nouveau souverain offrait le commandement de l'armée destinée à aller combattre les rebelles, se déroba en se prétendant malade ; Long Si Kouang laissa les Cantonais proclamer l'indépendance ; Chang Chun déclara qu'il ne permettrait pas aux troupes du Nord de passer sur le territoire de son commandement. Quand Yuan eut rétabli la république, en renonçant solennellement au trône, Feng Kuo Tchang, bien loin de rester fidèle à son ancien

bienfaiteur, lui déclara que cette mesure était insuffisante et qu'il lui fallait démissionner de la présidence de la République. De son côté, le vice-président Li Yuen Hung avait refusé le titre de prince du sang qui lui avait été offert.

Ainsi abandonné de tous, l'éphémère empereur, redevenu président, ayant perdu son prestige et même la *face*, tomba malade et mourut mystérieusement dans les premiers jours du mois de juin. On pensa généralement qu'il s'était suicidé.

Faut-il, comme certains le firent alors — attribuer cette issue lamentable au « ferme républicanisme » de ces diverses personnalités ? Pour peu que l'on connaisse les choses de Chine, on ne peut partager une opinion d'un esprit aussi européen, et qui, dans l'espèce, était par trop naïve.

Si, comme il est dit plus haut, les circonstances de la Grande guerre furent la cause principale et lointaine de cet effondrement, on ne saura sans doute jamais d'une façon certaine quels en furent les facteurs immédiats. On peut toutefois penser que la double impression de témérité et d'impuissance faite alors, à tous, par Yuan Chi Kai — impression ^{p.012} particulièrement désastreuse, en Chine, de la part des Grands — fut, pour une part, dans ce résultat.

En outre, il est probable que le Japon a aidé à la rébellion des uns et à l'inertie des autres. On sait que l'existence d'un pouvoir fort, en Chine, n'était pas dans ses vœux. Cela contrariait ses ambitions qui n'étaient même plus secrètes depuis les vingt et une demandes de 1915. C'est ce qui explique que, depuis une vingtaine d'années, on ait retrouvé sa main, dans tous les désordres politiques qui ont agité l'ancien empire ¹.

¹ La presse étrangère de Chine et les agences signalèrent l'ingérence de nombreux Japonais dans les débuts de la révolution de 1911, sur le Yangtsé et à Outchang. Selon l'agence d'Extrême-Orient, lors de la rébellion de 1913, dans cette même région centrale, cette ingérence devint telle et le rôle de certaines canonnières battant pavillon du Soleil levant fut si étrange que le gouvernement de Pékin se plaignit officiellement à Tokio, démarche à la suite de laquelle le gouvernement du Mikado dut envoyer, en Chine, une mission d'enquête. En 1916, au moment du soulèvement du Yunnan et du Koeitchéou, le Japon s'opposa à ce qu'on remît au gouvernement de Pékin le surplus

Dans ces conditions, le séjour du général Tsai dans ce pays, après avoir quitté subrepticement Pékin, autorise toutes les hypothèses. Pour fomenter et soutenir un soulèvement militaire, il faut beaucoup d'argent et ce n'est pas dans des provinces pauvres comme le Yunnan et le Koeitchéou que Tsai aurait pu le trouver.

Enfin, tous ces généraux, maintenus jusque-là ^{p.013} sous l'autorité d'un maître, dont ils avaient d'ailleurs tiré de larges bénéfices, n'étaient sans doute pas fâchés, l'occasion venue, de s'en débarrasser, soit, les uns, pour s'emparer à leur tour du gouvernement central, soit, les autres, pour administrer désormais d'une manière indépendante, à la tête d'armées personnelles, leurs fiefs provinciaux.

Ce fut là le prélude de cet état féodal dont la Chine a tant souffert depuis et dont elle souffre encore en dépit de l'établissement du gouvernement nationaliste de Nankin. À ce point de vue, Yuan Chi Kai portera, dans l'histoire de son pays, la responsabilité d'avoir créé cet état de choses, en remplaçant partout les anciens mandarins — lettrés plus ou moins intègres, mais, dans tous les cas, pacifiques — par des militaires toujours prêts à abuser, de la pire façon, de la force dont ils disposent. Il est vrai que les chefs révolutionnaires y ont, eux aussi, puissamment contribué par des levées considérables de soldats qui, ne pouvant ensuite être licenciés, ont fourni un recrutement inépuisable aux aventuriers à panache et aux bandes de brigands.

À partir de ce jour, les grands chefs rivaux, sans frein désormais, vont se disputer le pouvoir dans une suite de guerres presque ininterrompues. Lutttes sordides où, chaque fois, l'allié de la veille s'unit, contre son récent associé, à l'ancien ennemi et où l'argent et la trahison ont, dans le résultat, beaucoup plus de part que les armes. Il suffira d'en faire l'énumération, pour que l'on en perçoive l'enchevêtrement et

des recettes de la gabelle, dont celui-ci avait besoin pour faire face à la rébellion. Toute la presse nipponne fit du reste, en faveur des rebelles, une véritable campagne qui dépassait singulièrement les limites de l'information, continuant ainsi une attitude de violente hostilité contre la personne même de Yuan Chi Kai, attitude déjà ancienne puisqu'elle datait de l'élection de ce personnage à la présidence de la République.

que l'on comprenne dans quel ^{p.014} extraordinaire chaos elles ont plongé le pays tout entier.

Ces compétitions furent d'autant plus âpres, dans le Nord, qu'elles avaient, pour enjeu, le gouvernement de Pékin qui, représentant la Chine vis-à-vis des puissances étrangères, bénéficiait de tous les avantages matériels (douanes, gabelle, etc...) et moraux de cette situation diplomatique.

Aussitôt après la mort de Yuan Chi Kai, le vice président Li Yuen Hung ayant pris la présidence de la République, le Parlement, dispersé, ayant été convoqué de nouveau, un ministère constitué, avec Toan Tsi Joei comme Premier ministre, il y eut ainsi un semblant de gouvernement normal, mais, en quelques mois, ce gouvernement ne fut plus qu'un organisme de façade, dont les généraux se rendirent d'abord indépendants, pour arriver ensuite très vite à lui imposer leur volonté et, enfin, à le remanier eux-mêmes, selon leur intérêt et leur bon plaisir.

Une réunion de plusieurs gouverneurs de provinces qui eut lieu en septembre 1916, à Sou-Tchéou fou, sur l'initiative de Chang Chun — celui-là même qui avait repris Nankin aux révolutionnaires en 1913 — et de Gné Che Tseng, gouverneur du Nganhoei, fut la première manifestation éclatante de cette prédominance des généraux. Plusieurs séances eurent lieu à l'issue desquelles un ultimatum fut adressé à Pékin, exigeant le renvoi de trois ministres appartenant au parti kuomintang. Un décret présidentiel blâma, pour la forme, cette intervention dont le but n'en fut pas moins atteint. On prétendit du reste alors que le général Toan Tsi Joei, président du Conseil, était secrètement ^{p.015} d'accord avec les congressistes militaires de Sou-Tchéou fou.

Le mal ne se limita pas à cette ingérence abusive dans les affaires de l'État. Le principe de l'autorité lui-même sombra tout à fait dans un emploi désordonné de la force et une véritable anarchie militaire qui

ramena la Chine à une sorte de barbarie moyenâgeuse. Un journal de Shanghai exposait ainsi cette situation déplorable :

« Depuis le départ des Mandchous, et surtout depuis la mort de Yuan Chi Kai, les provinces restent indépendantes et semblent ignorer qu'à Pékin il y a un gouvernement central qui doit avoir la haute direction de la politique chinoise. On reproche aux gouverneurs militaires des provinces de ne pas obéir au gouvernement central ; ce reproche est justifié. Mais on ignore qu'ils ne sont pas non plus obéis par leurs subordonnés, les généraux de division et de brigade. Ces derniers traitent leurs supérieurs hiérarchiques comme ceux-ci traitent le gouvernement central. Ainsi des tochuns ¹ réclament souvent le départ d'un certain nombre de ministres d'État et la dissolution du Parlement, tandis que de leur côté, les généraux demandent le renvoi de quelques tochuns. Et souvent, les généraux sont plus puissants que les tochuns. Des preuves ? Elles sont nombreuses. L'année dernière, le général de la 27^e division, Tchang Tso Lin ² a chassé le gouverneur militaire du Fengtien, Toan Tsi Koei, et a pris son poste. Et maintenant le nouveau général de la 27^e division, Wong Ling Koh, cherche à faire partir Tchang Tso Lin pour lui succéder. Il y a à peine deux mois, les généraux du Tchékiang ont assiégé le yamen de leur gouverneur militaire, Lu Kong Ouan, et ont obligé ce dernier à céder son poste ^{p.016} à Yang Choan Té. Dans plusieurs autres provinces, les tochuns sont continuellement menacés par leurs subordonnés militaires. Partout on signale l'insoumission. Et cette insoumission durera tant que les fonctionnaires et l'armée ne comprendront pas qu'il n'y a qu'un seul gouvernement capable de présider aux destinées de la Chine : le gouvernement central. Tant que l'élément militaire

¹ Les tochuns, qui furent appelés aussi toutous et toupans, sont les gouverneurs militaires des provinces.

² C'est ce Tchang Tso Lin qui est devenu par la suite maître de la Mandchourie et dictateur à Pékin.

exigera son autonomie et refusera obéissance au pouvoir civil, représenté par le président de la République, il n'y aura pas de paix intérieure possible pour la Chine ¹.

Dans des conditions pareilles, il ne pouvait être question de stabilité gouvernementale. À partir de ce moment, les présidents de la République et leurs ministres se succèdent sans arrêt, au gré de la lutte entre généraux. On voit ainsi paraître et disparaître, certains à plusieurs reprises : Li Yuen Hung, Siu Che Cheung, Toan Tsi Joei, Tchao Kouan. Enfin, tout cet appareil politique — y compris le Parlement qui avait été déjà dissous à deux reprises — sombre, pour faire place à deux dictatures purement militaires, celle de Feng Yu Hsiang, puis celle de Tchang Tso Lin. Nous arrivons ainsi à la prise de Pékin par les nationalistes et à un cycle nouveau dont l'objet de ce livre est justement de faire l'exposé.

Avant d'aborder cette étude, il est nécessaire, pour bien caractériser cette époque de la Chine, de donner un rapide aperçu des faits qui ont précédé, dans le Nord, et aussi dans le Sud, le triomphe du mouvement parti de Canton, dont l'aboutissement aura été le transfert de la capitale et du gouvernement central à Nankin.

^{p.017} L'événement le plus considérable de cette période, qui suivit la mort de Yuan Chi Kai, fut, au mois de juillet 1917, la tentative faite par Chang Chun, chef du clan du Nganhoei, de rétablir sur le trône le petit empereur Pou Yi, resté d'ailleurs, depuis la Révolution, dans son palais de Pékin.

Cette restauration ne dura qu'une quinzaine de jours. Les principaux chefs militaires du Nord : Feng Kuo Chang, Toan Tsi Joei, etc., auxquels la situation prépondérante prise ainsi par Chang Chun portait ombrage, se liguèrent contre lui, marchèrent sur la capitale et, s'en étant emparés, mirent en prison le nouveau maire du Palais, tandis que le jeune souverain rentrait, cette fois définitivement, dans l'ombre.

¹ *L'Écho de Chine hebdomadaire*, 24 février 1917.

Deux clans se disputèrent dès lors l'influence dans le Nord, et, par suite, le pouvoir tout au moins nominal, Pékin étant alors, comme il est dit plus haut, le siège du seul gouvernement reconnu par les puissances étrangères en Chine : d'une part, ce qu'on a appelé le club Nganfou — ancien clan du Nganhoei, dont, après l'éviction de Chang Chun, Toan Tsi Joei était devenu le chef — et de l'autre, le parti du Tchéli ayant à sa tête Tchao Kouan, tochun de cette province et le général Ou Pei Fou.

Ce fut là le point de départ des susdites guerres de généraux, faites à l'aide d'armées personnelles. Et ce sont ces guerres qui, en dépit de toutes les fictions, se continuent aujourd'hui.

Le premier conflit armé eut lieu durant l'été de 1920, entre ces deux clans. Les troupes du Tchéli, sous le commandement d'Ou Pei Fou, battirent les forces de Toan Tsi Joei et des Nganfouistes, alors prépondérants à Pékin. Un troisième larron, Tchang ^{p.018} Tso Lin, accouru de Moukden avec une armée, détourna à son profit tout le fruit de cette victoire à laquelle il n'avait pas participé. Et son influence sur le gouvernement, auquel il donnait des ordres, éclipsa celle du véritable vainqueur.

Un tel état de choses devait aboutir à une nouvelle guerre. Elle éclata au printemps de 1922. Tchang Tso Lin, battu par Ou Pei Fou, se retira dans son fief de Mandchourie. Cette deuxième victoire du Tchéli eut pour résultat l'élévation à la présidence de la République de son chef Tchao Kouan.

Il y eut encore, dans la situation ainsi créée, une accalmie de deux années. Les hostilités reprirent au mois d'octobre 1924. Elles débutèrent par des combats entre deux provinces dont les chefs étaient englobés dans les intrigues des grands rivaux du Nord : le Tchékiang, du parti de Tchang Tso Lin, et le Kiangsou, du parti d'Ou Pei Fou.

La lutte se généralisa du reste aussitôt. Ou Pei Fou, ayant de nouveau l'avantage, s'apprêtait à envahir la Mandchourie, lorsqu'un de ses lieutenants, le « général chrétien » Feng Yu Hsiang, l'ayant abandonné et étant retourné à Pékin avec ses divisions, força Tchao

Kouan à démissionner de la Présidence et s'empara du pouvoir, après avoir emprisonné le président démissionnaire.

Ou Pei Fou, revenu en arrière, pour combattre celui qui l'avait trahi de la sorte, fut battu par lui, prit la fuite et se retira sur le Yang-tsé, dans la région de Hankéou, d'où on le verra par la suite surgir de nouveau.

Le Nord se trouve ainsi partagé entre Feng Yu Hsiang, qui occupe Pékin et Tchang Tso Lin, qui profite de la disparition de son grand adversaire, Ou ^{p.019} Pei Fou, pour faire descendre une partie de ses troupes, à travers le Tchéli, le Chantoung et le Kiangsou, jusqu'à Nankin et Shanghai.

Il est question, à ce moment-là, d'une conférence de réorganisation, réunie dans la capitale, et à laquelle doivent participer Toan Tsi Joei qui en a pris l'initiative, Feng Yu Hsiang, Tchang Tso Lin et Sun Yat Sen, venu, dans ce but, de Canton. Une entente s'était d'ailleurs précédemment établie, d'une façon assez imprévue, entre le leader révolutionnaire et le potentat de Moukden, représentant du passé, contre Ou Pei Fou et le parti du Tchéli, ceux-ci ayant émis la prétention de réunifier la Chine par la force et à leur bénéfice.

Cette conférence de réorganisation, à laquelle le chef de la république cantonnaise refuse finalement de prendre part — les conditions qu'il avait posées n'ayant pas été admises — n'aboutit du reste à aucun résultat. Quant à Sun Yat Sen lui-même, qui souffrait depuis longtemps d'un cancer, il dut entrer dans un hôpital étranger de Pékin et il y mourut.

Une année s'écoula dans une paix relative. Le fait le plus saillant des quelques mois qui s'écoulèrent ainsi fut l'expulsion par Feng Yu Hsiang, du Palais et de Pékin, de l'ex-empereur qui se retira dans la concession japonaise de Tientsin.

La maîtrise du Nord étant ainsi divisée entre le « général chrétien » et Tchang Tso Lin, il était inévitable que ces deux compères, précédemment unis par les circonstances contre Ou Pei Fou, se battissent finalement

entre eux. C'est la règle du jeu dans la série de ces grandes compétitions chinoises, où le meilleur atout est toujours la trahison.

On a vu que, l'année précédente, la guerre avait ^{p.020} débuté par une agression du Tchékiang, alors allié de Tchang Tso Lin, contre le Kiangsou qui marchait avec Ou Pei Fou. À l'automne de 1925, c'est encore le Tchékiang qui engage les hostilités, mais cette fois, il a changé de camp et il attaque les forces de Moukden stationnées dans le Kiangsou.

Un mois après, vers le 15 novembre, la guerre est déclenchée entre Feng Yu Hsiang et Tchang Tso Lin. Celui-ci, qui avait bénéficié, en 1924, de la trahison dont son adversaire, Ou Pei Fou, avait été victime, est trahi à son tour. Une de ses divisions, cantonnée dans le Chantoung, se tourne contre lui. Ainsi coupé des forces que son fils commande dans le Kiangsou et forcé de retraiter vers son fief de Mandchourie, il signe un arrangement avec Feng Yu Hsiang.

La trêve est de courte durée. Le principal lieutenant de Tchang Tso Lin, Kuo Sun Ling, s'étant tourné contre son chef, avec la complicité de plusieurs autres généraux, Feng Yu Hsiang en profite pour attaquer et s'emparer de Tientsin qui est commandé par Li Chin Lin, allié de Tchang Tso Lin. La situation de ce dernier paraissait à ce moment-là désespérée, lorsque, comme par un coup de théâtre et avec l'aide, a-t-on dit, des Japonais, sa fortune se rétablit soudainement. Sa cavalerie ayant attaqué à l'improviste l'armée victorieuse de Kuo Sun Ling, la mit en déroute. Kuo Sun Ling et sa femme, faits prisonniers, furent mis à mort et — d'après les journaux de Chine — leurs corps coupés en morceaux furent promenés sur un char dans les rues de Moukden ¹.

^{p.021} À la fin du mois de décembre, les hostilités ayant été reportées dans le Tchéli, Tientsin est repris et Feng Yu Hsiang — dont les troupes occupent toujours la capitale — transporte son quartier général à Kalgan. Une alliance, bien inattendue, se fait alors contre lui, entre les

¹ La perquisition, faite plus tard à la légation soviétique de Pékin, permit d'établir que Kuo Sun Ling avait été payé par Moscou.

ennemis de l'année précédente : Tchang Tso Lin et Ou Pei Fou, avec la participation de Li Chin Lin.

Ou Pei Fou — qui a reconstitué une armée, à Hankéou, remonte vers le Nord et envahit le Honan qu'occupaient les armées « kuominchun » de Feng Yu Hsiang.

Au 23 mars 1926, ce dernier, battu sur tous les fronts, s'enfuit en Mongolie. Les généraux, qu'il a laissés, avec le gros de ses forces, dans la région de Pékin, font un coup d'État. Ils chassent Toan Tsi Joei, qui avait pris la place de Tchao Kouan, délivrent celui-ci, le replacent à la présidence de la République et demandent à Ou Pei Fou de venir dans la capitale, pour se mettre à la tête du gouvernement. Ou Pei fou, qui ne se soucie pas de se compromettre avec des généraux en guerre contre Tchang Tso Lin et Li Chin Lin, ne se rend pas à cette invitation.

Dans la deuxième quinzaine d'avril, les troupes de Tchang Tso Lin entrent à Pékin. En mai, la victoire paraissant définitive, un cabinet est formé, après entente entre Tchang Tso Lin et Ou Pei Fou, qui partagent les ministères entre leurs créatures.

À la fin de ce même mois, une alerte se produit qui aurait pu remettre tout en question. Les généraux kuominchuns, ayant repris l'offensive, ont avancé jusqu'aux abords de Pékin. Battus à nouveau, ils sont rejetés sur la frontière de Mongolie où, ^{p.022} quelques mois plus tard, ils sont définitivement annihilés par la prise de la passe de Nanko.

Feng Yu Hsiang, lui, s'est rendu à Moscou, auprès du gouvernement soviétique qui n'a cessé de le soutenir, en lui fournissant des armes, des munitions et de l'argent. Mais ce n'est qu'une éclipse passagère. On reverra le « général chrétien », sur la scène chinoise, avant longtemps.

Le détail de ces luttes avec leurs corollaires de brigandage généralisé, de famines et d'hécatombes, montre bien en quel état de barbarie moyenâgeuse l'ancien bas-empire chinois est tombé. État bien

La Chine nationaliste

spécifique à la Chine d'ailleurs, car ces mêmes guerres intestines se déroulaient en même temps un peu de tous les côtés, dans cet immense pays, au Setchoan notamment, au Yunnan, au Foukien, ainsi que dans le Sud, où Canton était l'objet de compétitions identiques à celles que Pékin suscitait dans le Nord.

@

CHAPITRE II

Dans la Chine du Sud. — Les vicissitudes de Canton. — Le gouvernement des Six Piliers. — Sun Yat Sen et le Kuomintang. — L'œuvre des conseillers russes. — Xénophobie et révolution.

@

p.023 J'ai déjà conté, dans l'ouvrage que j'ai consacré à la Révolution chinoise ¹, ce qui se passa à Canton lors de ce grand bouleversement. Le cadre mandarinat de l'empire s'étant effondré en même temps que le vice-roi Tchang Ming Ki prenait la fuite, quelques Jeunes Chinois, venus de Hong-Kong et qui faisaient partie de la *Société du Serment*, fondée par Sun Yat Sen, étant accourus, s'emparèrent du pouvoir et organisèrent l'administration nouvelle, en créant un certain nombre de bureaux. À la tête de ces dirigeants improvisés se trouvait Hou Han Min, qui est, aujourd'hui, l'un des principaux leaders du gouvernement de Nankin.

Tous les notables, même ceux qui étaient favorables à la révolution, ayant abandonné la ville, pour se réfugier à Hong-Kong, les nouveaux maîtres, livrés à eux-mêmes, se trouvèrent fort embarrassés. Aussi Hou Han Min s'empressa-t-il de renoncer à sa présidence. Il rejoignit, à Hong-Kong, Sun Yat Sen qui p.024 rentrait d'Amérique et d'Europe et il l'accompagna à Nankin.

Le gouvernement cantonnais passa alors entre les mains du général Tcheng Kiong Ming, qui le conserva jusqu'à l'été de 1913.

À cette époque éclata la rupture entre les chefs révolutionnaires et Yuan Chi Kaï. Cette rébellion, ainsi qu'il est dit au précédent chapitre, fut facilement réprimée. Canton s'étant joint aux rebelles, Yuan Chi Kaï chargea le chef kouangsinais, Long Si Kouang, qui était d'accord avec lui, de marcher sur la métropole du Sud et de s'en emparer. Ce qui fut

¹ *La fin des Mandchous.*

fait avec une aisance dérisoire, les troupes de Tcheng Kiong Ming ayant préféré piller la ville plutôt que de la défendre contre l'envahisseur. Tcheng Kiong Ming s'enfuit, comme l'avait fait le vice-roi Tchang Ming Ki. Ayant demandé asile au consulat de France, à Shameen, une de nos canonnières le transporta à Hong-Kong.

Long Si Kouang gouverna Canton dictatorialement pendant trois années et, durant toute cette période, la tranquillité fut parfaite dans cette grande cité commerçante. Mais 1916, qui vit, dans le Nord, la chute et la disparition de Yuan Chi Kai, apporta aussi, dans le Sud, de profonds changements.

Les Cantonais, las d'une autorité tyrannique qui réduisait à néant le rôle de leurs associations de marchands, se rebellèrent contre Long Si Kouang. Une coalition militaire, dont les chefs furent un autre Kouangsinais du nom de Lou Yong Ting, ancien pirate, et un général cantonnais, qui avait participé à la révolution de 1911, Li Lié Chun, attaqua le dictateur.

Long Si Kouang, battu, se retira, avec les soldats ^{p.025} qui lui restaient, dans l'île de Haïnan et Lou Yong Ting fut nommé gouverneur à sa place.

Cette nomination fut faite par le gouvernement de Pékin dont l'action pouvait encore s'exercer, en ces matières, dans toute la Chine. Mais cette autorité, par suite de l'anarchie militaire et de l'ingérence des généraux dans la formation du gouvernement et dans ses décisions, allait en s'affaiblissant et ne devait pas tarder à ne plus pouvoir se faire sentir dans le Sud, région où les politiciens non militaires continuaient à avoir une sérieuse influence.

La sécession du Sud, qui eut lieu l'année suivante, à la fin de 1917, fut le résultat naturel de cette situation. L'indépendance de Canton fut proclamée et un groupe de six personnalités, qu'on appela les « Six Piliers », prit la direction de ce nouvel État. Les membres de cette sorte de Directoire furent : Sun Yat Sen ; Tsen Tchoen Hien, ancien vice-roi de l'empire qui, en haine de Yuan Chi Kai, s'était précédemment allié aux révolutionnaires ; Liang Chi Chao, ancien ministre de la Justice,

disciple du réformiste Kang Yu Wei ; le diplomate Ou Ting Fang, qui avait négocié, à Shanghai, avec Tang Chao Yi, représentant de Yuan Chi Kai, la fin de l'empire ; les généraux Lou Yong Ting et Li Lié Chun.

Le Parlement qui, pour la deuxième fois, venait d'être dissous à Pékin, vint se réfugier à Canton et s'adjoindre ainsi à ce gouvernement républicain.

Si cette région avait été réellement, comme on le prétendait, plus modernisée et davantage prête à un régime démocratique, elle aurait pu désormais en donner la preuve. Malheureusement, les rivalités de personnes et les luttes intestines sont encore tellement dans la norme de la Chine et une conséquence ^{p.026} si inéluctable de l'état des choses dans ce pays que des événements identiques à ceux qui bouleversaient le Nord, se produisirent, avec un parallélisme curieux, presque aux mêmes époques, dans le Sud. C'est ainsi qu'au printemps de 1920, au moment où commençait la lutte entre les Tchélistes et les Nganfouistes, le gouvernement des « Six Piliers » se disloquait, à Canton, par suite de mésintelligence entre ses membres. Tandis que la métropole sudiste restait entre les mains de Lou Yong Ting et de ses troupes du Kouangsi, Sun Yat Sen et trois de ses collègues, réfugiés à Shanghai, lançaient un manifeste dans lequel ils déclaraient que le gouvernement cantonnais avait cessé d'exister. En même temps, ils préparaient une expédition qui, plusieurs mois après, sous le commandement de Tcheng Kiong Ming, enlevait Canton à Lou Yong Ting et pourchassait ce dernier et ses soldats jusqu'au Kouangsi.

Sun Yat Sen revenait à Canton à la fin du mois de novembre et — après avoir rappelé les parlementaires qui s'étaient dispersés lors de l'effondrement du Directoire — il se faisait élire, au mois d'avril 1921, président de la République du Sud. Mais la même mentalité qui, dans le Nord, avait dressé, les uns contre les autres, d'anciens alliés : Ou Pei fou contre Tchang Tso Lin, puis Feng Yu Hsiang contre Ou Pei Fou, opposa, à Canton, le général Tcheng Kiong Ming à Sun Yat Sen. La guerre éclata entre eux, à l'été de 1922, et Sun, battu, reprit le chemin de Shanghai.

Au mois de janvier 1923, les partisans de Sun Yat Sen, avec l'aide de troupes du Yunnan et du Kouangsi, battent Tcheng Kiong Ming qui se retire au nord-est du Kouangtoug, à Souatao, d'où il devra même par p.027 la suite partir, après de vaines tentatives pour reprendre Canton.

Sun, de retour dans sa capitale, parvint— malgré la présence de troupes étrangères à la province et qui y garnisonnaient comme en pays conquis — à y établir une autorité désormais sans conteste et put dès lors se livrer à toutes les fantaisies de sa politique révolutionnaire et xénophobe.

Son premier soin fut d'envoyer des émissaires à Moscou, pour demander qu'on lui envoyât des conseillers civils et militaires russes. Le gouvernement soviétique répondit avec d'autant plus d'empressement à cette demande qu'il avait déjà formé le projet de faire servir la Chine à ses plans de révolution mondiale et qu'il avait, dans ce but, organisé, à l'aide de ses représentants successifs à Pékin : Yourin, Joffe et Karakhan, une vaste propagande communiste dans le Nord de ce pays. C'est alors que l'agent moscovite Borodine et le général Gallen, avec tout un état-major d'officiers, furent envoyés à Canton.

Bien que les conceptions socialistes de Sun Yat Sen — que j'ai exposées, dans d'autres ouvrages, d'après ce qu'il m'en avait dit lui-même ¹ — ne fussent pas absolument identiques à celles du bolchevisme et qu'elles ne fussent pas entièrement communistes, il ne se donnait pas moins, dès lors, comme un disciple de Lénine. Et il mit en pratique l'organisation révolutionnaire la plus rouge, avec cellules et unions ouvrières calquées sur le modèle soviétique, bouleversant ainsi et ruinant littéralement cette vieille cité marchande de Canton, dont les affaires se trouvèrent ainsi brusquement paralysées.

p.028 En réalité, son véritable « tremplin » — pour employer un mot de notre jargon politique — fut le sentiment xénophobe, qu'il choisit parce qu'il savait bien l'action qu'il a sur les masses chinoises. Lui qui, à l'époque

¹ Voir [La Chine nouvelle](#) et [La fin des Mandchous](#).

où il en avait eu besoin, prodiguait les paroles d'amitié aux étrangers ¹, dont il avait d'ailleurs obtenu des subsides importants, il excitait maintenant contre eux la haine traditionnelle de ses compatriotes.

C'est donc surtout ce sentiment anti-étranger qui l'a uni à la Russie soviétique et les Russes, de leur côté, bien qu'internationalistes, ont exalté ce nationalisme exacerbé du leader chinois et de ses partisans, pour le dresser contre les puissances capitalistes. De cette entente hostile à l'Europe, et de la propagande qui en est résulté, date le mouvement qui devait avoir tant de succès, dans la Chine entière, contre ce qu'on a appelé les « traités inégaux », l'« impérialisme », le « militarisme », tous mots inspirés de l'idéologie wilsonienne, devenus de ^{p.029} vulgaires clichés à l'abri desquels se dissimulent les vraies réalités chinoises.

Dans le programme de Sun Yat Sen, les puissances étrangères avaient désormais pris la place de la dynastie mandchoue. Les Tsing abattus, il s'agissait maintenant de s'attaquer à la situation spéciale des Européens, de mettre fin à leur contrôle en certaines matières : douanes et gabelle, ainsi qu'aux garanties d'extraterritorialité qu'ils tenaient des traités et que justifiait toujours, pour leur sécurité, l'état général du pays.

Cela ressortait nettement des principes qu'il avait rédigés pour servir de base doctrinale à son parti : les *San Min* ². Il le proclamait du reste avec violence dans tous ses discours.

¹ Dans un manifeste qu'il avait publié autrefois sous le titre de *Kéming-fang-lïo*, il donnait les directives suivantes :

« La conduite de l'armée républicaine à l'égard des étrangers est basée sur les points suivants :

- 1° Les traités signés avec les gouvernements étrangers resteront en vigueur ;
- 2° Les indemnités et les dettes seront reconnues, comme par le passé, et seront, selon la coutume, payées par les douanes maritimes ;
- 3° Les concessions accordées aux puissances étrangères seront respectées ;
- 4° Les étrangers et leurs biens seront protégés. »

Dans une autre proclamation, il disait encore :

« Les peuples des nations étrangères peuvent continuer à jouir des droits qu'ils ont déjà obtenus et qui sont inscrits dans les traités, sur les territoires conquis par notre gouvernement militaire. »

Voir [La Chine nouvelle, pp. 287, 288, 296.](#)

² Voir la traduction que le père d'Elia en a publié à la librairie de la Mission de Zikavvei, à Shanghai, sous ce titre : *Le triple démisme de Suen Wen.*

Il voulut commencer à réaliser ce programme, en tentant de s'emparer des douanes de Canton, dont le produit, perçu sous la direction de commissaires étrangers, revenait alors au gouvernement de Pékin, seul officiellement reconnu et à qui d'ailleurs incombait le paiement des coupons des emprunts gagés sur ces recettes. Il en fut empêché par les Anglais qui, en cette circonstance, sortant de la passivité dans laquelle ils paraissaient se tenir depuis quelque temps, envoyèrent une petite escadre pour s'opposer à cette prise de possession.

Il manifesta sa haine anti-étrangère d'une manière bien marquée, quand il fit élever un monument au révolutionnaire annamite qui s'était noyé dans le canal de Shameen, après avoir jeté une bombe au milieu d'un banquet que les résidents français ^{p.030} offraient au gouverneur général de l'Indo-Chine, M. Merlin, de passage à Canton. Plusieurs de nos compatriotes avaient péri et d'autres avaient été gravement blessés au cours de cet attentat.

Ses compatriotes eurent d'ailleurs, eux-mêmes, à souffrir des crises de fureur frénétique que l'on signala, chez lui, à la fin de sa vie et qui étaient sans doute la conséquence de son mauvais état de santé. Les associations marchandes de Canton notamment en furent les victimes. Ces associations, lassées des pillages et excès divers des troupes rouges, avaient obtenu de Sun Yat Sen l'autorisation de former une milice de défense et d'acheter des armes pour les hommes de cette petite troupe. Lorsque ces armes arrivèrent, Sun, manquant à la parole donnée, s'en empara et lâcha ensuite sa horde qui massacra cette milice et incendia tout un grand quartier commerçant. Triste page dans la vie du leader révolutionnaire, et à laquelle on ne peut trouver d'excuse.

Pour cette raison et pour bien d'autres, la population cantonnaise n'a pas les tendances révolutionnaires que l'on a dites. Elle a trop souffert de tous les aventuriers qui se sont abattus sur sa ville et de toutes les expériences qu'ils y ont faites. Aussi verra-t-elle plus tard avec la plus grande satisfaction cette fameuse armée rouge partir à la conquête du Nord. Et c'est ce qui explique que, lorsqu'à la fin de 1927, les communistes russes et chinois échoueront dans leur tentative de

reprendre par la force la maîtrise de Canton, elle se ruera sur tous ceux qui y auront participé et les abattra sauvagement. Des jeunes filles seront mises à mort pour le seul motif que leurs cheveux coupés court p.031 les feront soupçonner de pactiser avec les révolutionnaires.

Sun Yat Sen ne fit pas cependant que se livrer à sa passion anti-étrangère et aux abus d'un absolutisme qu'eût pu lui envier un sanguinaire tyran. Durant les mois qui précédèrent son départ pour Pékin, où Toan Tsi Joei l'avait convié à venir prendre part à la conférence de réorganisation ¹, il réalisa une œuvre politique importante en transformant le parti *kuomintang*, de parlementaire qu'il avait été seulement d'abord, en un grand parti national, et en lui donnant une organisation complète. De même qu'il avait autrefois créé le *kéming*, pour être un instrument révolutionnaire et antidynastique ², il se proposait de donner à la Chine, avec ce Kuomintang, une armature vraiment nationale qui, dans sa pensée, devait prendre, comme facteur dirigeant, la place du trône mandchou effondré et de ses successeurs féodaux.

De ce moment est née ce qu'on a appelé la Chine nationaliste, de tendance moderniste et démocratique, par opposition à la Chine traditionaliste et rétrograde du Nord.

Les éléments qui composent cet organisme du Kuomintang — véritable charte, théoriquement du moins, de la Chine actuelle — seront indiqués lorsqu'il sera question du gouvernement de Nankin.

Ce qu'il importe de mentionner, c'est que, après le départ et la mort de Sun Yat Sen, qui eut lieu au début de 1925, le mouvement xénophobe qu'il avait p.032 déclenché dans le Sud alla en s'aggravant, sous l'influence dominante de Borodine et de ses adjoints russes. En 1925 éclata en effet, à Canton, une grève anti-étrangère qui dura deux ans et qui, s'étendant à Hong-Kong, ruina ce grand port anglais, auparavant l'un des plus importants du globe.

¹ Cette conférence se proposait de réunifier la Chine. Elle échoua comme avait échoué une conférence tenue à Shanghai, en 1919, dans le même but.

² Voir [La fin des Mandchous. Introduction.](#)

C'est également au printemps de cette année-là que les Chinois tentèrent de s'emparer par les armes de l'îlot de Shameen — résidence des consulats étrangers et de leurs ressortissants — qui n'est séparé de la grande cité chinoise que par un étroit canal qu'enjambent deux ponts. L'attaque échoua, mais que les agresseurs, parmi lesquels se trouvaient les élèves de l'École militaire de Wampoa, n'aient pas hésité à se livrer ainsi à un véritable acte de guerre contre un territoire régulièrement concédé à la France et à l'Angleterre par traité, cela indique bien jusqu'à quel point de surexcitation les avait portés une propagande intensive.

Quoi qu'il en soit, il importe de retenir qu'à ce moment-là les chefs sudistes, qui allaient s'élancer à la conquête du Nord, étaient très fortement imprégnés de communisme et de xénophobie. Plus tard, quand se produiront certains revirements, on se rendra ainsi mieux compte de tout ce que la politique chinoise a de flottant, d'incertain et d'étroitement soumis à l'intérêt le plus immédiat. Une seule chose, qui n'est d'ailleurs pas nouvelle en Chine, restera sincère et ne changera pas : le sentiment anti-étranger.

@

CHAPITRE III

L'attitude des Puissances. — Les ambitions japonaises. — La Chine et la guerre européenne. — Les revendications chinoises. — Le mouvement anti-étranger. — Hostilité contre l'Angleterre. — Perte du prestige européen.

@

p.033 La Révolution n'apporta aucun changement dans la situation des puissances étrangères, sauf que, si le gouvernement était toujours théoriquement représenté, pour elles, par les ministres de Pékin, elles durent néanmoins — après la mort de Yuan Chi Kai qui mit fin à l'unité — traiter en bien des endroits, devenus pratiquement indépendants, avec les autorités locales. Leurs intérêts ne furent pas davantage modifiés, mais l'esprit de concurrence, qui s'était singulièrement avivé vers la fin de l'empire, alla encore en s'accroissant.

Chose curieuse, les compétitions les plus âpres et les plus nombreuses étaient celles qui séparaient les deux alliés : Japon et Angleterre. Cette rivalité était devenue telle que le général Ian Hamilton, au cours d'une inspection des troupes britanniques d'Extrême-Orient et du Pacifique, put déclarer, dans une harangue, en Nouvelle-Zélande, qu'il fallait s'attendre à avoir à combattre, un jour, le Japon.

p.034 En réalité, ce dernier pays avait des visées très ambitieuses qui se manifestaient sans ambages dans la littérature et dans la presse. Ces tendances s'affirmèrent surtout dans un livre paru peu après la guerre russo-japonaise et qui eut un grand succès : *Le réveil du Japon*. Son auteur Okakura (Kakuzo), mort depuis, y affirmait avec une véhémence voisine de la xénophobie, que le Japon avait pour mission de diriger les pays asiatiques et de les libérer du joug des peuples de race blanche. Cette même idée fut soutenue, depuis, dans de nombreux articles de revues et de journaux, par des hommes politiques considérables, comme l'ancien Premier ministre comte Okuma et par des universitaires réputés. Dans cet esprit, un organe, l'*Asia Review*,

créé en 1920 et publié en anglais, avec la collaboration de personnalités éminentes, semblait s'être donné la tâche de dénoncer les intolérables abus des nations européennes dans cette partie du monde.

Une autre revue ayant le même programme était déjà publiée depuis 1919, à Moukden, sous le titre de *Une grande Asie*. Ses articles étaient imprimés en japonais et en chinois et son but avoué était, selon l'agence Reuter, de

« chercher à faire comprendre aux centaines de millions d'Asiatiques combien ils souffrent des torts et de l'injustice dont ils sont victimes du fait de l'oppression des races blanches d'Europe et d'Amérique et que s'ils doivent être libérés de cet esclavage, ce ne sera pas grâce aux efforts des non-Asiatiques, mais à celui des races jaunes.

Une *Ligue asiatique*, dont tous les chefs étaient des Japonais, avait été fondée conjointement avec cette revue.

p.035 Cette hostilité des Japonais se manifesta de la manière la plus significative lors des difficultés de l'Angleterre et de la Turquie, en 1922. Toute la presse nipponne fit chorus en faveur des Turcs considérés comme des frères de race, solidaires des peuples asiatiques dans leur lutte contre l'Occident.

Plus tard, en 1924, la loi votée par le Sénat américain contre l'immigration japonaise aux États-Unis fortifia encore ce sentiment jusqu'à inciter à un rapprochement avec le gouvernement révolutionnaire de Moscou. Une *Société de la Grande Asie* fut fondée pour la défense des Asiatiques, et aussi, d'une façon générale, des peuples de couleur. Ce qui conférait de l'importance à cette œuvre, c'est qu'elle ne comprenait pas seulement, parmi ses promoteurs et ses adhérents, des étudiants et des intellectuels exaltés, mais de très nombreuses notabilités du monde des affaires, de la finance, de la science, de la religion, du Sénat et de la Chambre.

Les hommes d'État de Tokio partageaient à coup sûr ces idées de panasiatisme, mais les exigences des relations extérieures les

obligeaient à les recouvrir d'un voile diplomatique. Leur effort a tendu constamment à tenir leur place dans le concert de la politique mondiale — d'influence dominante européenne — tout en attendant que les circonstances leur permissent de réaliser leurs ambitions asiatiques.

Le premier stade de cette marche ascendante devait, dans leur plan, se marquer par une situation absolument prépondérante en Chine, « prépotente » même, peut-on dire, dans le sens italien du mot. Et c'est d'ailleurs cette impression de ^{p.036} « prépotence », donnée aux Chinois, qui, en leur aliénant ceux-ci, créa l'un des plus sérieux obstacles à la réalisation de leurs désirs.

En 1915, la guerre européenne absorbant les nations qui avaient le plus d'intérêts en Extrême-Orient et croyant du reste à ce moment-là — ainsi qu'il ressort de certaines informations — à la victoire finale de l'Allemagne, avec laquelle ils pensaient sans doute pouvoir s'entendre plus aisément qu'avec l'Angleterre, les Japonais découvrirent leur jeu ¹.

Dès le mois de janvier, ils adressaient, au gouvernement de Pékin, dans le but, disaient-ils, de maintenir la paix en Chine, vingt et une demandes, dont la cinquième, ayant trait à des conseillers militaires et financiers, à une étroite participation à la police du pays, au contrôle par Tokio de toutes les demandes étrangères de concessions et de tous les emprunts, etc., eût instauré en Chine, si elle ^{p.037} avait été satisfaite, un formel protectorat japonais.

¹ Dans un rapport, reproduit au compte rendu du Congrès américain, en 1919, le représentant du Massachusetts racontait ainsi une conversation qu'il avait eue, sur le bateau qui le portait en France après l'armistice, avec l'ambassadeur Delanney rentrant du Japon :

« Mon voyage en mer fut sans événement. J'ai rencontré parmi les passagers M. Delanney, ambassadeur de France au Japon, et j'ai profité de cette occasion pour lui demander si le Japon était sincèrement pro-allié.

L'ambassadeur répondit : « Non, monsieur. Qui donc au monde peut croire que les Japonais sont sincèrement pro-alliés ? »

L'ambassadeur Delanney me déclara que les Japonais avaient eu l'intention de soutenir l'Allemagne, mais qu'une commission japonaise envoyée en France ayant constaté l'enthousiasme avec lequel ce pays faisait la guerre, fit changer son gouvernement d'opinion.

L'ambassadeur Delanney déclara qu'il était parti du Japon pour Vancouver et il ajouta que quand la capitulation de l'Autriche fut connue, les passagers japonais en parurent très désappointés. »

Yuan Chi Kai, qui avait alors la dictature, résista durant quatre mois à de telles prétentions. Dans les premiers jours du mois de mai, le gouvernement de Tokio envoyait, au dictateur, un ultimatum le sommant de faire connaître dans les quarante-huit heures sa réponse définitive. Sous cette pression, Yuan Chi Kai signait un accord, mais les exigences du Japon, à la suite d'observations du Foreign Office anglais, qui avait fini par s'émouvoir, s'étaient singulièrement réduites. La cinquième demande notamment était éliminée ; elle devait, selon le protocole, faire l'objet de « pourparlers ultérieurs ». C'était l'enterrement, en sauvant tant bien que mal la face ¹.

p.038 En réalité, l'attitude bizarre du Japon est une conséquence de sa double situation de grande puissance entendant tenir sa place dans l'aréopage des maîtres du monde et de peuple jaune se posant en champion des diverses nations asiatiques. De là, ses contradictions. Il se présente par exemple, aux diverses conférences d'après-guerre, comme le protagoniste de l'égalité des races et, en fait, pour son propre compte, il refuse cette égalité à la Chine, puisqu'il a voulu lui imposer sa tutelle. Au fond, sa pensée intime serait sans doute

¹ Le *Times* publia, à cette époque, un article qui, tout en mettant en lumière l'étrange attitude de la politique japonaise en cette circonstance, donnait un avertissement qui fut entendu à Tokio. En voici des extraits qui contribueront à donner la véritable physionomie de ce grave conflit diplomatique :

« Par une curieuse inadvertance, disait cet important organe, le Japon oublia de mentionner quelques-unes de ses vingt et une demandes dans les communications qu'il fit à l'Angleterre, la France, la Russie et aux États-Unis. La Chine s'empressa de faire connaître l'objet de ces omissions, afin d'exciter des soupçons à l'égard du Japon. Il en est auxquelles les autres pouvoirs intéressés en Extrême-Orient ne peuvent faire aucune objection raisonnable. Il en est d'autres, par contre, qui demandent des éclaircissements. C'était particulièrement le cas de la requête japonaise interdisant à la Chine d'aliéner ses côtes et ses ports, et de celle qui semblait pouvoir concerner certains intérêts britanniques dans la vallée du Yang-tsé et le sud-est de la Chine. Un échange de vues eut lieu, à ce que nous croyons savoir, entre Washington et Tokio quant au premier point. Les résultats en furent considérés comme satisfaisants. En ce qui concerne le second point, il est à peine nécessaire de dire que nous pensons que nos droits et nos intérêts seront pleinement respectés. Toutes les affaires se rapportant à nos droits et nos intérêts sont et seront l'objet de négociations. »

Et le *Times* ajoutait :

« Nous pensons que les hommes d'État japonais voudront éviter le soupçon d'avoir agi pendant que les puissances européennes étaient occupées à la poursuite de la guerre. Une action japonaise provoquerait la jalousie et l'hostilité des grandes puissances. La guerre ne durera pas toujours. Nous croyons que même maintenant, à la onzième heure, les hommes politiques du Japon feront tout pour éviter une catastrophe et justifier une fois de plus la confiance de la Grande-Bretagne dans le Japon. »

d'instaurer, en Asie, une doctrine Monroe qui s'opposerait, dans ce continent, à l'impérialisme européen, au profit de sa propre hégémonie.

Dans tous les cas, convaincu que le temps travaille pour lui, il garde, avec la ténacité qui le caractérise, ses vues sur le grand pays voisin, ne perdant pas une occasion de faire valoir ses droits. En 1910 et 1916, en réponse à la proposition du secrétaire d'État américain Knox, relative à la neutralisation des chemins de fer de Mandchourie, proposition qui eût enlevé cette province à l'emprise russo-japonaise — il avait conclu, avec la Russie impériale, un traité par lequel les deux puissances se garantissaient mutuellement leurs intérêts en Extrême-Orient. En 1917, cependant, il parvient à signer avec les États-Unis l'accord Lansing-Ishii, dans lequel ses « intérêts spéciaux » étaient ^{p.039} reconnus, à la condition qu'il tînt compte à son tour des avantages précédemment consentis par la Chine aux autres nations. Ce traité, au lieu de supprimer les causes de friction, ne fit que les accroître. Les Japonais l'interprétaient en effet comme une reconnaissance de leur primauté en Extrême-Orient, ce qui n'avait jamais été dans la pensée des hommes d'État de Washington, aussi ces derniers ne manquèrent-ils pas de le dénoncer, dès que cela leur parut possible, en 1920.

On peut dire que, depuis plus de vingt ans, depuis leur victoire sur les Russes en Mandchourie, les Japonais — sauf l'annexion de la Corée — n'ont recueilli que des déceptions. La révolution chinoise, qu'ils avaient favorisée de tout leur pouvoir, d'une façon occulte, ne leur a donné jusqu'ici rien de ce qu'ils en attendaient. L'ultimatum des vingt et une demandes leur a par contre valu la méfiance et l'aversion durable des Chinois. Aversion qui s'est manifestée à diverses reprises, depuis lors, par des boycottages qui ont été très préjudiciables au commerce nippon. Plus tard, ils ont dû rendre, à la Chine, la baie de Kiaotchéou (territoire à bail situé au Chantoung) qu'ils avaient enlevée par les armes, aux Allemands, en 1914. En 1920, nouveau déboire, cette fois en Sibérie, où ils avaient envoyé des forces pour appuyer l'armée blanche de Koltchak — avec le secret espoir de se maintenir ensuite dans cette région de l'Est asiatique — et qu'ils se trouvèrent

dans la nécessité d'évacuer, quand les Américains, qui y avaient, pour la même raison, quelques troupes, les eurent retirées après la défaite définitive de Koltchak par les bolchevicks. Vers le même temps, l'écrasement, en Chine, du clan ^{p.040} nganfouiste, avec lequel ils avaient lié partie et à qui ils avaient consenti de nombreux emprunts, leur porta un autre coup sensible.

Pour ne pas être militaires, mais plutôt d'ordre diplomatique, tous ces échecs n'en furent sans doute pas moins cuisants. Mais une disgrâce plus pénible encore leur était réservée à la Conférence de Washington (1921-22), où leur proposition de reconnaissance d'égalité des races ne fut pas admise, où leur alliance avec l'Angleterre fut dénoncée et où le principe de la « porte ouverte » en Chine, adopté à la demande des États-Unis, était évidemment dirigé contre la situation spéciale qu'ils revendiquent dans ce pays. La presse nipponne souligna du reste le fait avec d'autant plus d'amertume qu'on avait l'impression très nette d'une entente entre les deux puissances anglo-saxonnes, pour barrer la route aux ambitions japonaises en Asie.

La guerre européenne, qui avait eu d'abord, pour la Chine, de graves conséquences, eut ensuite — par le fait d'y avoir participé dans une certaine mesure — une importance considérable sur ses relations avec les puissances étrangères, et pas à l'avantage de celles-ci.

La rupture avec l'Allemagne et l'union avec l'Entente contre les empires centraux, décidées, l'une en mars 1917, l'autre au mois de mai de la même année, en imitation des États-Unis et en manière de protestation contre la guerre sous-marine, n'eurent pas lieu sans de vives résistances de la part de certains Chinois. Le président de la République, ^{p.041} Li Yuen Hung, y était lui-même opposé. De nombreux gouverneurs militaires des provinces et une centaine de parlementaires manifestèrent leur désapprobation. Des personnages tels que Sun Yat Sen, le célèbre réformiste de 1898 Kang Yu Wei, et Tang Chao Yi, envoyèrent des télégrammes au chef de l'État, pour le détourner de prendre une telle attitude. Sun Yat Sen écrivit même au Premier

anglais, M. Lloyd George, pour lui démontrer combien cette rupture de la neutralité chinoise serait nuisible à la Chine ainsi qu'au prestige de l'Angleterre en Extrême-Orient.

« Le désir, disait-il, de joindre la Chine à l'Entente est, pour les Chinois, une confession de l'incapacité des Alliés à lutter contre l'Allemagne.

Il faut bien reconnaître, aujourd'hui, qu'à certains égards, les événements ont justifié cette prévision.

La presse chinoise se montra, en son ensemble, très hostile à l'entrée de la Chine dans la guerre. Un journal, le *Tchong-Houa-Sin-pao*, vitupérant ceux qui poussaient à prendre cette décision, disait :

« Je ne puis certifier, aujourd'hui, qu'on vous méprise, mais je sais que vous, qui croyez être de bons patriotes, vous deviendrez bientôt des chiens appartenant à un pays rayé de la carte géographique.

Certains organes virent, là, une occasion de demander, aux Puissances, la suppression de tous les privilèges que les étrangers tiennent des traités, et notamment des conditions imposées à la Chine après le soulèvement boxer.

« Nous espérons, écrivait le *Sin-wan-pao*, que nous obtiendrons la révision des tarifs douaniers, la reprise du droit judiciaire abandonné aux consuls, ainsi que d'autres ^{p.042} satisfactions ; enfin, que nous serons admis à la conférence de la Paix, malgré que le Japon s'y oppose.

Officiellement le gouvernement de Tokio avait paru souhaiter que la Chine entrât dans le conflit. En réalité, l'opinion des milieux politiques voyait cela d'un très mauvais œil. Pour la presse, cette conduite des Chinois était inspirée par des mobiles anti-japonais.

« Pourquoi, disait le *Ta-pan-je-sin-wen*, la Chine abandonne-t-elle la neutralité? Ce n'est que pour se moquer de nous

qu'elle agit ainsi. Elle prend les Alliés pour se défendre contre le Japon, sous prétexte de se défendre contre l'Allemagne.

Un journal chinois, le *Sin-Chen-pao*, expliquait ainsi la mauvaise humeur japonaise :

« Le Japon n'est pas satisfait de la jonction de la Chine aux États-Unis, car il a peur de perdre son influence de maître de l'Asie, si nous nous unissons à la république américaine.

Il semble bien à la vérité que le sentiment des Japonais ait été celui-là. Ils ont pensé que, se souvenant de l'ultimatum des vingt et une demandes, le gouvernement de Pékin avait surtout vu, dans l'adhésion à l'Entente, un moyen de ne plus être à la merci des ambitions de Tokio et de s'assurer ensuite un appui pour revendiquer la rétrocession de la partie du Chantoung prise à l'Allemagne, au début de la guerre, par le Japon. Et il y a de grandes chances en effet pour que ces considérations aient déterminé la conduite du président du Conseil chinois, Toan Tsi Joei, au moins autant que le désir de se créer des droits à des concessions ultérieures de la part des puissances alliées.

p.043 La guerre terminée, la Chine — dont toute la participation avait été de fournir 25.000 coolies pour les travaux de l'arrière — fut admise à prendre part aux délibérations de la conférence de la Paix, à Versailles. Elle s'y présenta avec un cahier de revendications aussi net qu'étendu. Ces revendications tendaient, en la plaçant désormais sur un pied d'égalité absolue avec les autres puissances, à supprimer aux étrangers vivant sur son territoire, les garanties que l'état du pays rend encore indispensables. Sur ce point, la délégation chinoise n'obtint que des promesses conditionnelles et à longue échéance.

Sur un autre point : la rétrocession immédiate de la baie de Kiaotchéou, au Chantoung, prise aux Allemands par les Japonais, elle essuya un refus qui lui fut d'autant plus sensible que, là, son bon droit n'était pas discutable. Le président Wilson lui-même ne l'appuya pas dans cette demande, le Japon ayant obtenu à cet égard, avant d'entrer en guerre, l'engagement formel de l'Angleterre et de la France. La

signature du traité de paix par les pays belligérants devait passer avant les desiderata de la Chine ¹. Celle-ci en fut quitte pour refuser, elle, de le signer.

Malgré ce mécontentement, les résultats de la p.044 grande aventure mondiale ne furent pas cependant, pour les Chinois, absolument négatifs. Ils en retirèrent les diverses concessions dont les empires centraux étaient bénéficiaires à Tientsin et à Han-kéou, de même que les concessions auxquelles la Russie soviétique renonça dans ces deux ports ouverts, en même temps qu'au régime de l'exterritorialité pour ses nationaux.

En échange de ces avances russes, la Chine s'empressa de reconnaître le gouvernement de Moscou. Cela lui valut de voir défiler, à Pékin, une succession de diplomates bolcheviks : Yourin, Joffe, Karakhan, dont le travail consista surtout à organiser la propagande communiste dans ce pays d'autant mieux préparé à la recevoir qu'elle affecta habilement la forme anti-étrangère. Ce fut le point de départ d'une agitation xénophobe qui, en l'absence de toute réaction des gouvernements occidentaux, devait leur nuire gravement dans tout l'Extrême-Orient.

On verra que la Chine a su tirer de grands avantages de cette faiblesse de l'Europe causée sans doute par l'épuisement des années de guerre et par des scrupules, nouveaux, inspirés de l'idéologie wilsonienne.

La Conférence de Washington elle-même — bien qu'elle ne lui ait pas accordé davantage que celle de Versailles — lui fut en définitive profitable, car tous les principes qui y furent adoptés : respect de la souveraineté chinoise, non intervention dans ses affaires intérieures, porte ouverte en matière économique et commerciale, étaient de

¹ Plus tard, un arrangement interviendra avec le Japon qui acceptera de rétrocéder le Chantoung, en se réservant une part dans la propriété, l'administration et la garde du chemin de fer. Cette province, par suite des importants intérêts nippons, restera du reste un point névralgique entre les deux pays. Le Japon n'hésitera pas à y envoyer des troupes et à y intervenir très énergiquement toutes les fois que ces intérêts se trouveront menacés. Ce qui s'est produit, au printemps de 1928, lors de l'avance de l'armée sudiste vers Pékin.

nature à la mettre à l'abri des ambitions japonaises et, d'une manière générale, de toute contrainte d'ordre extérieur.

p.045 En dépit d'une anarchie grandissante — les guerres de généraux, qui durent encore, ayant, à cette époque-là commencé, dans le Nord comme dans le Sud — ses revendications furent admises, avec la promesse de les satisfaire lorsque certaines conditions seraient remplies. Bien que ces conditions, — ainsi que les commissions internationales d'enquête l'ont établi ¹ — n'aient pas été réalisées, la Chine ne cessera par la suite de réclamer l'exécution des assurances qui lui avaient été ainsi assez inconsidérément données. Elle la réclamera avec d'autant plus d'insistance qu'elle sentira les Puissances désunies par leurs rivalités méfiantes, et peut-être surtout parce qu'elle se rendra compte que ces dernières sont prêtes à tout accepter plutôt que d'avoir recours à des mesures de coercition. Elle poussera même l'audace jusqu'à dénoncer purement et simplement, sans entente préalable, les traités qui la gênent — comme elle vient de le faire par la suppression unilatérale de l'exterritorialité — sinon à les violer brutalement, ainsi qu'il est advenu, l'an dernier, pour l'accord sino-russe de 1924, relatif au chemin de fer de l'Est chinois ².

Les publicistes, qui se sont faits les défenseurs de la politique chinoise, ont pris argument de ces p.046 procédés pour démontrer que les Chinois ont changé et qu'il faut désormais tenir le plus grand compte de leur patriotisme, en leur donnant — bien entendu — les satisfactions qu'ils réclament.

« Mais non, mais non, ce ne sont pas les Chinois qui ont changé, ai-je entendu dire, un jour, par un très fin diplomate français qui se trouvait en Chine au moment du massacre de Nankin, mais bien les Européens qui subissent maintenant,

¹ Commission d'enquête douanière et commission d'enquête sur l'état juridique et pénitentiaire, décidées par la Conférence de Washington, avec l'agrément de la Chine.

² Les Russes ont d'ailleurs répondu à cette agression par une vigoureuse action militaire, devant laquelle les Chinois, battus, se sont de suite inclinés. Par une singulière ironie du sort, c'est ainsi la Russie soviétique, initiatrice du mouvement contre l'impérialisme étranger en Chine, qui a rappelé ce pays au respect des nations européennes et des traités signés avec elles.

avec une passivité déconcertante, ce qu'ils n'auraient jamais toléré jadis.

Voilà la vérité.

En effet, les Chinois sont à cet égard toujours les mêmes. En ce qui concerne leur irrespect véritablement congénital pour les arrangements diplomatiques les plus irrécusables, les *Textes historiques* du père Wieger nous édifient amplement. Il n'est, pour s'en convaincre, que de lire, dans cet ouvrage, ce qui a trait aux relations de la Chine avec les gouvernements étrangers, au cours du XIX^e siècle.

Quant à leurs manières impérieuses et arrogantes, dès qu'on use avec eux — ce qui est présentement le cas — d'une condescendance exagérée, c'est le *flexible inflexibility*, dont parle l'Américain Arthur H. Smith dans ses *Chinese Characteristics*. Il n'y a donc rien de nouveau dans ces façons d'être qui sont choses profondément et spécifiquement chinoises. Tout cela est du reste bien connu de ceux qui ont apporté, à l'étude de la Chine, tant soit peu d'observation méthodique, d'esprit critique et d'impartialité.

Le fait dominant de toute cette période actuelle — p.047 et qui ne saurait surprendre après ce qui vient d'être exposé — c'est la perte complète du prestige des peuples occidentaux en Chine. La propagande de Moscou a, comme il fallait s'y attendre, exploité cette situation, en poussant les Chinois, sous prétexte de nationalisme, aux manifestations de la xénophobie la plus violente. L'Angleterre, qui, aux yeux des Extrême-Orientaux, représente plus que tout autre pays, l'impérialisme occidental, a été, dans cette propagande xénophobe, tout particulièrement visée. Et il faut dire que la faiblesse montrée par ses gouvernants, en ces circonstances, leurs maladresses et leur ignorance stupéfiante de la psychologie chinoise, ont largement contribué à l'abaissement de l'Europe dans cette partie du monde.

Il est probable que la passivité des Anglais fut provoquée surtout par la crainte de voir la clientèle chinoise leur échapper s'ils réagissaient énergiquement contre l'hostilité qu'on leur manifestait

ainsi ¹. Conception timorée de marchands à courte vue qui donna des résultats exactement contraires à ceux que l'on avait attendus de cette longanimité. Cela aboutit en effet, dans le Sud, à un boycottage intense qui leur ferma, pendant deux années, de 1925 à 1927, le marché de Canton et, chez eux-mêmes, à Hong-Kong, parmi les dockers chinois, à des grèves désastreuses, contre lesquelles ils n'osèrent pas sévir, et qui ruinèrent ce port très important.

Des répressions par contre trop brutales, exercées ^{p.048} par des agents britanniques, en plusieurs circonstances, aggravèrent les conséquences de cette attitude défailante du gouvernement de Londres. Ainsi, au printemps de 1925, à Shanghai, la fusillade, très évitable, d'une manifestation d'étudiants et d'ouvriers, dans Nanking road. L'année suivante, le bombardement de la ville de Wan hsien, sur le Yang-tsé, par des canonnières anglaises, en représailles de ce que des cargos de cette nationalité avaient été réquisitionnés et retenus par un général et ses troupes. De nombreuses maisons furent de la sorte détruites et des habitants tués pour des faits dont ils n'étaient nullement responsables.

Ce mélange d'extravagante pusillanimité et d'excessive rigueur, d'abstention et d'action à contretemps, eut les plus fâcheuses suites, en portant au plus haut point — exploitée par des meneurs — la haine des Chinois, sans doute surtout contre les Anglais, mais aussi contre les étrangers en général.

La situation devint tellement intolérable que, selon des informations de la presse d'Extrême-Orient, le Foreign Office aurait, en 1926, proposé, aux puissances intéressées, d'exercer en commun une énergique intervention. Mais les autres gouvernements, convaincus — à tort d'ailleurs — que l'Angleterre, seule, était l'objet de cette violente xénophobie et qu'ils en bénéficieraient, avaient repoussé cette offre.

¹ L'attitude de certains hommes politiques influents — tel M. Lloyd George qui, dans un discours retentissant, prononcé à Bradford, approuva les Chinois — fut sans doute aussi une des causes de cette apathie toute nouvelle de l'Angleterre, dans la défense de ses intérêts.

De ce moment, il n'y eut plus de solidarité. Ce fut, entre les Puissances, le régime du « chacun pour soi », avec, à l'égard de la Chine — pour conquérir ses bonnes grâces, et en fermant systématiquement les yeux sur son véritable état — une politique de surenchère et d'abandons, dont par la suite la diplomatie de Nankin jouera très adroitement.

p.049 L'Angleterre, voulant rattraper le terrain perdu vis-à-vis de ses concurrents, se lança dès lors dans une série d'initiatives déplorables et qui n'eurent du reste aucun succès. Le 18 décembre, elle faisait présenter, aux représentants des Puissances à Pékin, sous forme de « mémorandum », des propositions au sujet de la politique à suivre désormais à l'égard de la Chine. Après une déclaration de sympathie pour le gouvernement nationaliste de Canton et ses aspirations, ce document diplomatique s'engageait dans une série de promesses relatives à la révision des traités, à la rétrocession des concessions, à la suppression de l'extraterritorialité et à l'autonomie douanière. Tout cela, il est vrai, sous la réserve de l'établissement d'un gouvernement central stable. Mais, même avec cette réserve, une pareille déclaration était tout à fait inopportune, au moment où les commissions internationales d'enquête sur l'extraterritorialité et sur les tarifs venaient de conclure à l'impossibilité de donner, sur ces points, satisfaction jusqu'à une date indéterminée, aux revendications chinoises.

Ce mémorandum ne fut d'ailleurs pas approuvé par les Puissances qui fort justement estimèrent préférable, en présence de la situation en Chine, de rester dans l'expectative. Il reçut un accueil encore plus hostile de la part des Chinois eux-mêmes, du Nord comme du Sud. Ces derniers exigeant, sans autre condition, l'égalité immédiate et complète, avec la suppression de tout contrôle et de toutes garanties pour les étrangers.

L'attitude anglaise fut, à cette époque-là, accentuée par la visite que fit le nouveau ministre britannique à Pékin, Sir Miles Lampson, au ministre p.050 cantonnais des Affaires étrangères, M. Chen, alors installé

à Hankéou. Cette visite, restée sans aucun résultat, eut toutes les apparences d'une démarche aussi pénible qu'inutile.

L'orgueil d'Albion devait être mis à une épreuve plus dure encore. Quelques jours plus tard, le 3 janvier 1927, la populace chinoise ayant attaqué la concession britannique de Hankéou, les marins et volontaires de cette nationalité la cédèrent et l'évacuèrent par ordre, sans essayer même de la défendre.

Tous les Anglais d'Extrême-Orient, dont le grand journal de Shanghai, le *North China Daily News*, se fit l'interprète, ressentirent d'autant plus vivement la honte d'une telle capitulation que la politique, qui l'avait rendue possible, ne s'en tint pas là. Des négociations entre le conseiller de légation O'Malley et M. Chen aboutirent en effet à la reddition officielle de cette concession, dont les Chinois s'étaient emparés par la violence. Enfin, dans un incroyable vertige d'abdication, le Foreign Office faisait remettre, les 27 et 28 janvier 1927, aux autorités chinoises du Nord et du Sud, un aide-mémoire, par lequel il offrait d'abandonner les garanties accordées aux étrangers par les traités, sans émettre, cette fois, aucune des conditions de stabilité gouvernementale, de rétablissement de l'ordre et de réformes, indiquées au mémorandum du 18 décembre. Il promettait notamment la rétrocession des concessions.

Les autres puissances intéressées résistèrent heureusement à ce vent de folie soufflant de Londres. Ayant nettement désavoué les propositions britanniques, le règlement de ces diverses questions, si p.051 importantes, dont le Foreign Office faisait si bon marché, fut ainsi renvoyé à des temps plus propices.

L'impérieuse nécessité où l'on se trouva, avec l'avance de l'armée sudiste vers Shanghai, d'assurer la défense de cette place mondiale où les intérêts internationaux sont considérables, sembla délivrer les gouvernants anglais de l'extraordinaire inertie qui, depuis quelques années, leur faisait supporter sans réagir les pires injures chinoises. Ils envoyèrent des troupes et rachetèrent ainsi, dans une certaine mesure, en sauvant ce grand port, tout le mal que leur singulière attitude avait

fait aux Européens dans ce pays. Il faut noter qu'ils prirent ces mesures de protection malgré l'opposition très vive de M. Lloyd George. Par contre, ils crurent bon de poursuivre vis-à-vis des revendications chinoises, une tactique d'empressement et de renoncement qui accroîtra, ainsi qu'on le verra plus tard, les prétentions du gouvernement de Nankin et rendra particulièrement difficiles les relations diplomatiques avec lui.

Les États-Unis d'Amérique adoptèrent une conduite analogue, sous l'influence de leurs missions religieuses, dont le rôle d'ailleurs — dans le but évident de capter la faveur de la jeunesse chinoise — n'a cessé d'être détestable depuis la révolution de 1911 ¹. Un homme politique très remuant, le sénateur Borah, se fit le défenseur de la Chine et contribua, lui aussi, puissamment, comme M. Lloyd George en Angleterre, à faire adopter, par Washington, une politique qui équivalait à une vraie débâcle des puissances européennes dans cette partie du monde.

p.052 Les nations anglo-saxonnes exerçant de concert, depuis la Grande guerre, une sorte d'hégémonie mondiale, on peut déplorer que le sort de la race blanche — auquel le contre-amiral américain Mahan consacra naguère, dans un tout autre esprit, franchement impérialiste, un ouvrage fameux ² — soit désormais placé entre de telles mains.

@

¹ Voir *La Chine et le mouvement constitutionnel*, chap. : Les Jeunes Chinois. — *Le Céleste Empire avant la révolution*, chap. : Les étrangers. — *La fin des Mandchous*, p. 204.

² *Le salut de la race blanche et l'empire des mers*, traduction Zoulet, chez Flammarion.

DEUXIÈME PARTIE
LA CHINE NATIONALISTE

CHAPITRE PREMIER

Le mouvement nationaliste et l'état féodal de la Chine. — La campagne anti-Nord. — Ses tendances rouges. — Le massacre de Nankin. — Le revirement du généralissime. — Le gouvernement révolutionnaire de Hankéou. — Le gouvernement de Nankin et ses abus de pouvoir. — Chute de Chang Kaï Chek.***

@

p.055 Le but de la politique nationaliste était la conquête de l'indépendance intégrale de la Chine, placée désormais sur un pied d'égalité absolue avec les autres nations et réunifiée dans le cadre des Trois Principes de Sun Yat Sen. Il fallait donc d'abord abattre les chefs du Nord qui, aux yeux des Sudistes, partisans théoriques du modernisme et d'un régime démocratique, étaient les représentants du passé, de l'impérialisme et du militarisme honnis.

Sun Yat Sen, comprenant que cette action militaire était indispensable à la réalisation de son œuvre révolutionnaire et nationale, avait, du jour où il s'était senti définitivement le maître de Canton, projeté cette expédition contre le Nord. Lui disparu, ce projet fut poursuivi par ses disciples — au premier rang desquels le général Chang Kaï Chek —, sous l'impulsion de l'agent bolchevik Borodine, du général russe Gallen (alias Blücher) et de son état-major. L'argent, les armes et les munitions venant de Moscou.

p.056 Ce programme rencontrait certes de nombreuses adhésions dans toutes les provinces, surtout parmi les étudiants et la population ouvrière des grands centres, très travaillés par le prosélytisme soviétique. Mais, au début, on ne pouvait compter, pour son exécution, que sur les forces des deux provinces du Sud : le Kouangtong et le Kouangsi. Par la suite, il est vrai, au fur et à mesure des succès sudistes, cette armée, faisant boule de neige selon la coutume du recrutement médiéval chinois — où l'homme d'armes passe facilement

d'un camp au camp adverse — s'accrut de toutes les troupes des généraux vaincus, dans les provinces conquises.

Dans une vue par trop simpliste — soigneusement entretenue d'ailleurs par la propagande de Nankin — on a pu penser que la mémorable lutte du Sud contre le Nord, renouvelée des Taïpings, recommençait et que la souveraineté de la Chine entière en serait, cette fois, l'enjeu. En réalité, la situation était beaucoup plus complexe, car ce vaste empire, émiétté depuis la disparition de Yuan Chi Kaï, était beaucoup plus divisé qu'en 1850.

Il ne s'agissait plus de deux Chines se faisant face, mais d'une dizaine de grands territoires, véritables fiefs de généraux, qui pouvaient à l'occasion s'allier contre l'un ou l'autre, mais entendaient bien rester indépendants ¹. C'est le régime féodal p.057 encore en vigueur, contre lequel le gouvernement nationaliste a vainement tenté de réagir et qui est le résultat non seulement des événements, mais des conditions de mentalité, d'état social, économique et même démographique de ce pays ².

L'œuvre de réunification devait être, on le conçoit aisément, rendue à peu près irréalisable par l'existence de satrapies qui, même lorsqu'elles paraissent un instant réduites et absorbées, ne tardent pas

¹ Existaient, à ce moment-là, en Chine, comme pouvoirs autonomes : un gouvernement dit central, à Pékin ; un gouvernement nationaliste révolutionnaire à Canton ; le Yunnan et le Koeitchéou étaient soumis à la dictature du maréchal Tang Ki Yao ; le Houpé, une partie du Honan, et une partie du Setchoen étaient dans une situation analogue vis-à-vis du maréchal Ou Pei Fou ; le maréchal Sun Chuan Fang groupait sous son autorité les cinq provinces du Bas Yang-tsé, les plus riches de la Chine, avec le port de Shanghai ; les trois provinces de Mandchourie étaient le fief de Tchang Tso Lin, dont les troupes venaient de s'emparer de Pékin et du Tchéli ; le maréchal chrétien Feng Yu Hsiang, récemment battu par Tchang Tso Lin, s'était réfugié à Moscou, mais ses armées du « kuominchun », en train de se réorganiser, étaient maîtresses du Kansou, du Chensi et d'une partie du Honan ; le maréchal Yen Si Chan, satellite à cette époque de Tchang Tso Lin, était néanmoins indépendant dans sa province du Chansi, financièrement et militairement autonome ; il en était de même pour le maréchal Chang Chun Chang, au Chantoung.

² Il y a trop de monde en Chine. Cet excès de population joint aux disettes très fréquentes, est une source de recrutement inépuisable pour les armées mercenaires et les bandes de brigands. Il faut voir là une des causes qui s'opposent à une vraie modernisation. Des sociologues chinois, pour remédier à cette situation, ont préconisé l'établissement d'un contrôle des naissances. Mais, outre que cette proposition a été combattue par ceux qui ont la superstition du nombre, on ne voit pas comment pourrait s'exercer un pareil contrôle dans un pays aussi vaste, plongé dans un profond désordre et où la vie intérieure de la famille échappe à toute ingérence d'ordre administratif.

à se reconstituer avec une plasticité étonnante et comme par l'effet d'une rigoureuse loi biologique.

Quoi qu'il en soit de ces occurrences, l'avance de l'armée sudiste fut rapide et continue, grâce à la ^{p.058} direction technique de l'état-major russe, grâce aussi à une intense propagande parmi les armées ennemies et les populations.

Pour bien caractériser cette exceptionnelle réussite, il suffira de donner quelques dates. L'armée cantonnaise, mise en mouvement au mois de mai 1926, envahissait le Hounan et s'emparait de la capitale de cette province, Changcha, au mois de juillet. Continuant à refouler l'armée d'Ou Pei Fou qu'elle trouvait devant elle, elle arrivait au fleuve Yang-tsé et occupait la métropole centrale de Hankéou, au début de septembre. La capitale du Houpe, Outchang, tombait en son pouvoir, à la fin du même mois.

À compter de ce moment — Ou Pei Fou étant rejeté sur l'autre rive du fleuve et en retraite vers le Honan, au nord — l'armée sudiste a affaire aux forces de Sun Chuan Fang qui défendent les provinces du bas Yang-tsé. Sun Chuan Fang est battu comme l'avait été Ou Pei Fou, qu'il n'avait pas cru devoir secourir. Les Cantonais entraînent à Kiu-kiang et à Nantchang, capitale du Kiangsi, au mois de novembre. Le mois suivant, c'était le tour de Foutchéou, capitale du Foukien. En février, une cinquième capitale, celle du Tchékiang, Hangtchéou, était occupée par les Sudistes.

Sun Chuan Fang, ainsi éliminé, était remplacé par le gouverneur du Chantoung, Chang Chun Chang, qui, descendant avec ses troupes, avait passé le Yang-tsé, pour barrer la route à l'armée victorieuse en marche sur Nankin et Shanghai. Celui qu'on appelait « le reître du Chantoung », battu, lui aussi, sans avoir d'ailleurs paru bien sérieusement combattre, franchit le fleuve, tandis que les soldats de Chang Kaï Chek occupaient, le 24 mars, ^{p.059} Nankin et, peu après, la cité chinoise de Shanghai, ne s'arrêtant enfin que devant l'obstacle des

troupes internationales défendant l'accès des concessions étrangères de ce grand port.

Pendant que s'effectuait cette marche victorieuse, une habile propagande répandait à travers le monde une opinion très favorable aux Sudistes, qui bénéficiaient, en outre, comme représentants des idées modernes en Chine, du systématique appui de principe des partis politiques avancés, en Europe. Il fut établi ainsi que l'armée cantonnaise, très disciplinée, prétendait-on — certains furent jusqu'à la qualifier de « mystique » ! — n'était mue que par les sentiments du plus pur patriotisme.

Pourtant, des informations d'Extrême-Orient faisaient connaître que, partout où elle passait, cette armée se signalait par des pillages, des destructions et des actes de la plus sauvage cruauté. Les églises et les établissements des missions religieuses étaient rasés : les missionnaires pris, massacrés ; les tombes des cimetières chrétiens violées et détruites. Dans la grande capitale du Foukien, à Foutchéou, les excès prirent des formes particulièrement odieuses. Non seulement les missions furent saccagées, mais trois cents petites filles d'un orphelinat espagnol furent vendues, trois dollars chacune, la plupart à des maisons de prostitution.

Ce qui est à retenir, quant au degré réel du progrès de la civilisation en Chine, c'est que, en plusieurs endroits, les étudiants se joignirent aux soldats, dans ces manifestations de la xénophobie la plus barbare. Le consul d'Allemagne à Tchong-king (Setchoen) notamment put aviser son ministre à Pékin, de la participation de la jeunesse scolaire ^{p.060} à l'horrible profanation du cimetière européen.

Tous les bateaux battant pavillon étranger, qu'ils fussent de guerre ou de commerce, descendant ou remontant le fleuve, étaient mitraillés, tout au long des rives.

Le pillage et le massacre, qui suivirent la prise de Nankin, furent, en ce genre, l'exploit le plus marquant de l'armée sudiste. Les consulats d'Angleterre et du Japon furent envahis et saccagés. Le consul anglais,

Ch. Giles, fut grièvement blessé. Certains autres faits furent d'une telle nature qu'il est impossible de les rapporter ici. Cent cinquante Européens environ, réfugiés sur une colline, hors de la ville, n'échappèrent à une mort certaine que grâce au tir de barrage d'un croiseur anglais et de destroyers américains, qui mit en fuite les assaillants.

Les dirigeants nationalistes ont rejeté la responsabilité de ces actes, en prétendant qu'ils avaient été perpétrés par des soldats nordistes en retraite et par des communistes. Tous les témoignages recueillis ont démenti cette allégation de M. Eugène Chen, ministre des Affaires étrangères du gouvernement sudiste¹. Les ministres étrangers,

¹ L'envoyé spécial du *Daily Mail*, M. Percival Phillips, télégraphiait, le 25 mars, à son journal :

« Il est encore impossible de décrire avec exactitude comment l'attaque s'est déroulée. Il résulte cependant d'après plusieurs sources officielles et des dépêches très claires que l'attaque n'a pas été conduite par des communistes anonymes ou des civils armés, mais bien par des réguliers de l'armée cantonnaise victorieuse, soldats portant l'uniforme.

Aucune provocation n'était venue de la part des étrangers et l'attaque fut une poussée contre tous les étrangers. Les nordistes se sont enfuis, pris de panique ; les Cantonais sont entrés dans la ville et se sont précipités, dans une ruée sauvage, contre les résidents européens. »

Le 27 mars, il câblait encore :

« Le caractère fondamental des Chinois n'a pas changé depuis l'époque où la torture était la méthode employée pour faire appliquer les mesures prises contre les étrangers. Les Cantonais soi-disant civilisés ont fait preuve, la semaine dernière, de la même cruauté que les chefs du mouvement xénophobe de 1900.

Les Chinois coupèrent le doigt d'un médecin anglais parce que la bague qu'il portait ne pouvait être aisément enlevée. Alors qu'il élevait sa main saignante, en poussant un cri de douleur, il fut tué. Son corps fut dépouillé, mis à nu, et on lui fit subir une horrible mutilation.

Le vice-président de l'université de Nankin, un Américain âgé et d'humeur douce, qui avait travaillé à améliorer les conditions de vie matérielle et morale des Chinois, se tenait près de chez lui quand des soldats arrivèrent et pillèrent sa maison. Il leur dit alors, faisant preuve d'un véritable esprit chrétien et employant le dialecte cantonais, avec toutes les phrases de politesse exigées par l'étiquette chinoise : « Vous venez de loin, nous espérons que vous vivrez agréablement ici. » Il fut, lui aussi, tué de sang-froid.

Les pères jésuites Vanara et Dugout, qui avaient également longtemps résidé parmi les Chinois, furent mis à mort, avec une brutalité particulière. Le directeur des services maritimes du port fut tué après qu'il eut donné tout ce qu'il avait, parce qu'il ne pouvait donner plus. Les dames de la mission américaine furent indignement traitées, etc. »

Cette relation fut confirmée par les récits des consuls eux-mêmes, par celui qu'en donna un Français, directeur de la poste chinoise à Nankin, Ch. C..., que ses employés fidèles sauvèrent, avec sa femme, en les cachant sous des sacs postaux, et par un compte rendu du *Bulletin de la Chambre de commerce française*, à Shanghai. « Les témoignages sont formels, y déclare-t-on, que l'attaque, parfaitement organisée, a été dirigée exclusivement contre les résidences étrangères et les missions par des troupes régulières de l'armée nationaliste, conduites par leurs officiers. » Avril-mai 1927.

renseignés ^{p.061} exactement sur ce qui s'était passé, n'acceptèrent pas cette version chinoise. Les chancelleries parurent admettre plus tard l'attribution des méfaits aux communistes, pour faciliter le règlement d'une affaire qui traînait en longueur, mais cette fiction diplomatique ne saurait infirmer en rien les rapports qui établissent irréfutablement que les horreurs de Nankin furent bien l'œuvre des soldats sudistes conduits par leurs officiers ¹.

^{p.062} Durant cette première phase de la campagne anti-Nord, la tendance des chefs du mouvement était nettement révolutionnaire, dans toute l'acception que les bolcheviks donnent à ce mot. Au cours d'une interview accordée à des journalistes étrangers, au mois de novembre, à Nantchang, le général Chang Kaï Chek déclara qu'il luttait pour l'abolition immédiate et non pas graduelle, des privilèges étrangers et de tous les traités inégaux. Il affirma que la Chine, comme la Russie des Soviets, serait gouvernée par un comité où les ouvriers auraient leur part et que son but n'était pas seulement d'abolir l'impérialisme en Chine, mais dans le monde entier.

Dans une harangue, prononcée, à Hankéou, le 20 décembre, Sun Fo, fils de Sun Yat Sen et membre du gouvernement révolutionnaire, dit, après avoir vitupéré violemment les Anglais :

« Le but de cette réunion est d'expliquer que nous nous sommes entendus avec nos frères de l'Inde et d'ailleurs, à l'insu des Britanniques, et que nos frères se lèveront à notre signal, pour renverser leur souverain comme nous avons renversé le nôtre. Tous les rois passeront par le même chemin, et alors la révolution mondiale des travailleurs sera accomplie.

Ces divers discours sont en parfait accord avec la doctrine soviétique telle qu'elle était représentée, ^{p.063} auprès des Sudistes, par le Russe Borodine, agent de Moscou.

¹ Pour bien comprendre dans quelle préoccupation de la *face* chinoise eut lieu, plus d'une année après, l'arrangement en question, il faut noter que le gouvernement de Nankin demanda, à l'Angleterre et à l'Amérique, d'exprimer des regrets pour le bombardement de barrage grâce auquel cent cinquante étrangers avaient eu la vie

Le gouvernement cantonnais s'était établi, dans la première quinzaine de décembre, à Hankéou, qui fut réuni, sous le nom de Ouhan, aux deux villes très voisines de Hanyang et Gutchang. Il organisa, dans cette métropole centrale, le régime syndicaliste révolutionnaire qui avait déjà fait tant de mal à la métropole du Sud, Canton. Les ouvriers et les employés formèrent des « Unions », sortes de soviets, qui, en imposant, aux employeurs chinois et étrangers, des conditions impossibles, arrêtaient net les affaires et entraînaient la fermeture des deux tiers des entreprises. Les revendications les plus exagérées des travailleurs d'Occident étaient largement dépassées ¹.

p.064 Cette attitude révolutionnaire se confondait d'autant plus étroitement avec la xénophobie que tous les méfaits du capitalisme, du

sauve. Les Anglais refusèrent, mais les Américains acquiescèrent avec une formule par laquelle ils regrettaient d'avoir été contraints de bombarder !

¹ Voici, à titre documentaire, les exigences formulées par l'« Union » des employés de banque telles que les a rapportées le Bulletin de la Chambre de commerce française en Extrême-Orient :

Article 1. Aucun employé ne pourra être renvoyé à moins qu'il n'ait commis un acte délictueux (vol d'argent) ou que le renvoi n'ait été approuvé par l'Union.

Art. 2. La banque paiera les frais de voyage des employés qui ont accompli un an de service et qui démissionneraient au bout d'un an. Ceux qui démissionneraient après une période dépassant un an de services recevront trois mois de salaire ; après deux ans de services, quatre mois, etc...

... Art. 4. La Banque ne sera pas autorisée à fermer sans l'autorisation de l'Union.

Art. 5. Les employés ne pourront être recrutés que par l'Union...

... Art. 7. Tous les employés porteront l'uniforme du D^r Sun Yat Sen, payé par la Banque (uniforme comprenant pardessus, chaussures, etc.).

... Art. 9. 40 jours de congé par an (voyage et maladie non compris). En cas de décès ou de mariage d'un parent, l'employé aura droit à un congé d'un mois à plein salaire. En cas de maladie de l'employé, congé indéfini à plein salaire.

Les employés qui n'auront pas pris 40 jours de congé recevront 40 journées de salaire supplémentaires. Ceux qui prendront leur congé auront droit, en sus de leur salaire, à tous leurs frais de voyage...

... Art. 12. À l'occasion de la mort ou du mariage d'un parent, l'employé recevra 200 dollars.

Art. 13. Les employés devenus invalides auront droit à plein salaire toute leur vie.

Art. 14. Retraites : après 20 ans de services, plein salaire ; entre 15 et 20 ans, demi-salaire ; entre 10 et 15 ans, les 3/10^e du salaire.

Art. 15. L'employé après 7 ans de services aura droit à un an de salaire ; après 13 ans, deux ans de salaire ; après 18 ans, trois ans de salaire et ainsi de suite.

Art. 16. En cas de fermeture de la Banque, chaque employé aura droit à une année de salaire...

... Art. 20. L'Union a le droit de modifier le présent règlement si elle juge opportun de le faire.

Art. 21. Les banques devront accepter les demandes des employés, si l'Union est d'avis qu'elles doivent être acceptées.

Art. 22. Les employés pourront inviter les banques à supprimer ou modifier ce qu'ils pourront considérer comme désagréable pour eux ; chauffage, ventilateurs, journaux, etc...

Ces employés demandaient en outre une augmentation de salaires de [570 p. 100 ??], des gratifications d'un mois deux fois par an ; une gratification de trois mois à chaque bilan semestriel ; des indemnités de logement et de nourriture, etc...

militarisme, de l'impérialisme, tous les maux dont le pays était accablé par les guerres civiles, étaient attribués à la présence des étrangers. Si on songe combien cette hostilité est innée chez les Chinois, on comprend à quel état de paroxysme la propagande communiste avait pu porter chez eux ce sentiment. Cela explique la ruée de la foule sur la concession anglaise de Hankéou, dont il a été question au chapitre précédent, ainsi que tous les excès qui furent commis partout où passa l'armée sudiste.

Une véritable démente de « libertarisme » sembla du reste s'emparer alors des populations autrefois p.065 parfaitement soumises à leurs mœurs traditionnelles plutôt sévères. Hankéou, dans l'arrêt à peu près complet des affaires, devint un centre bouillonnant d'agitation démagogique, de meetings et de manifestations diverses, dont les plus symptomatiques, les plus révélatrices d'un profond déséquilibre, furent des processions de femmes nues.

Il résulte, de tout ce qui précède, que l'armée en marche sur Shanghai était bien, ainsi que le télégraphiait l'envoyé spécial du *Daily Mail*, M. Percival Phillips, une armée rouge, une armée « à la solde de Moscou ». Du reste, le parti communiste, très fortement organisé dans ce port par des agents russes, avait préparé la venue de cette armée cantonnaise, à l'aide d'une grève générale telle qu'on n'en a jamais vu encore dans aucune autre grande ville du monde. Plus de cent mille employés et ouvriers avaient cessé le travail, paralysant tous les services publics, tramways et autres transports en commun, postes et télégraphes, voiries et services des eaux.

Tout cela faisait partie d'un plan prémédité, destiné, de concert avec les opérations militaires, à faire tomber ce colossal entrepôt commercial sous la domination de la III^e Internationale. La prise de cette cité cosmopolite d'affaires constituait non seulement un précieux avantage matériel pour les Sudistes, mais pouvait être aussi considérée comme un gros succès pour la révolution mondiale. À la condition, il est vrai, que l'on pût s'emparer des concessions étrangères, qui forment, à tous

les points de vues, la partie la plus importante de cette ^{p.066} vaste agglomération, la sixième du globe pour le nombre des habitants.

On pouvait penser que les soldats de Chang Kai Chek, qui n'avaient jusque-là rencontré aucune résistance sérieuse, s'avançaient avec entrain vers ce but. La façon dont les Anglais s'étaient laissé prendre les concessions de Hankéou et de Kiukiang ne semblait pas faite pour les décourager. Et après ce qui venait de se passer à Nankin, on ne songeait pas sans frémir au massacre et au pillage, auxquels ces hordes se livreraient, dans une ville regorgeant de richesses, si elles parvenaient à en franchir les lignes de défense. Cette hypothèse ayant été admise, on avait envisagé dans les colonies étrangères, l'évacuation des femmes et des enfants.

Or, rien de ces sinistres prévisions ne se réalisa.

Non seulement les troupes sudistes, d'ailleurs dans un état lamentable, ne firent aucune tentative contre le territoire des concessions étrangères, mais elles obéirent très docilement aux ordres des officiers anglais commandant les postes auxquels elles vinrent se heurter ¹.

^{p.067} En revanche, d'affreux désordres se produisirent dans la vieille Cité chinoise et dans le faubourg de Chapeï, également situé hors des

¹ Voici la description qu'un télégramme d'agence faisait de cet événement :
Shanghai, 23 mars. — Le premier contact entre les troupes anglaises et l'armée sudiste s'est produit à un mille de la ligne franco-anglaise, où la route traverse la voie ferrée et relie la gare du Sud à la gare du Nord. Un détachement de trente soldats anglais se tenait à cet endroit, sous le commandement d'un lieutenant.
À cinq heures du matin, lundi, la garde placée au passage à niveau a vu s'approcher une avant-garde d'infanterie cantonnaise à travers les champs et venant du Sud. Un officier a dit qu'ils désiraient gagner la gare du Nord. Il lui a été répondu qu'ils pouvaient aller où bon leur semblerait, à condition de passer au delà ou le long de la voie ferrée.
Les officiers ont fait faire demi-tour à leurs hommes et se sont dirigés vers Zikkawei.
Le gros des troupes d'infanterie cantonnaise a été ensuite vu en train de converger sur cet endroit et les troupes ont bivouaqué autour de la cathédrale des jésuites et de l'Observatoire. (Ce point était sous la garde d'un détachement de marins français)
Mardi, elles ont entrepris une marche le long du chemin de fer.
En tête, venaient trois cents fantassins, sans coiffure, nu-pieds, en tunique grise et en pantalon déchiré, porteurs de fusils de toutes sortes. Un certain nombre avait ouvert leurs ombrelles pour se garantir du soleil.
D'autres avaient sur le dos des paquets de bannières et de drapeaux.
Une grande sensation s'est manifestée parmi les paysans chinois massés autour du poste anglais quand est apparu un officier portant des épaulettes d'or et monté sur un âne.
Le poste anglais assista, pendant plus de deux heures, au défilé de cette foule invraisemblable et bigarrée.

concessions. La fusillade, le pillage et l'incendie, avec tous les excès qui accompagnent le sac d'une ville, firent rage pendant plus de vingt-quatre heures. Soldats du Sud et soldats du Nord, ceux-ci restés en arrière, après le départ de leur armée, rivalisèrent avec les bandits. Les rues étaient jonchées de cadavres.

La conduite des grands chefs chinois fut alors bien différente de celle qu'ils avaient eue à Nankin. Le général Peï Chun Hsi, nommé gouverneur de Shanghai par Chang Kaï Chek, après des pourparlers avec les autorités étrangères, prit des mesures énergiques pour faire cesser ces horreurs ; il pourchassa même sans pitié les communistes, fomentateurs de troubles et de grèves, malgré qu'ils eussent en somme rempli le rôle de fourriers à l'égard de l'armée révolutionnaire, avec laquelle ils étaient jusque-là en parfaite communion d'idées.

Comment expliquer un tel changement qui, à partir de ce jour, ne fera que s'accentuer?

p.068 Les raisons en sont très claires. D'abord, les Sudistes ont trouvé là, soudain devant eux, de solides défenses et, derrière elles, des troupes nombreuses, anglaises, françaises, américaines et japonaises, prêtes à s'opposer vigoureusement à toute attaque ¹. Il y avait en outre, dans la rivière du Wampoo, une escadre internationale pourvue d'une puissante artillerie. Il allait falloir se battre sérieusement. Ce ne serait plus la sinistre plaisanterie de Hankéou.

Certes, rien mieux que cette considération ne pouvait calmer l'ardeur guerrière des Cantonais. Sans elle en effet, il est plus que probable que le généralissime Chang Kaï Chek, la veille encore fougueux révolutionnaire et anti-étranger déterminé, n'eût pas hésité à lancer ses troupes sur cette magnifique proie. Pourtant, d'autres motifs durent contribuer aussi à modifier cette attitude.

¹ Le gouvernement anglais avait envoyé un corps d'environ 17.000 hommes, qui, avec l'appoint de contingents américains et japonais, défendaient la concession internationale. La concession française, moins vaste, disposait d'un corps de 4 à 5.000 hommes, de soldats coloniaux, de marins et de volontaires.

Jusqu'alors, Chang Kai Chek n'avait guère eu de rapports qu'avec les éléments les plus avancés de la faction sudiste : la femme et le fils de Sun Yat Sen, le ministre Eugène Chen, quelques autres Chinois extrémistes et les conseillers russes, tous communistes, dont il avait d'autant plus adopté les idées violentes qu'il les savait avoir été celles du fameux révolutionnaire, dans sa période la plus effervescente, à la fin de sa vie. À Shanghai, il se trouva en contact avec des Chinois, anciens ^{p.069} disciples, eux aussi, de Sun Yat Sen, mais qui de sens plus rassis, d'un opportunisme plus avisé, formaient en quelque sorte l'aile droite du parti. Le sentiment soudain de son impuissance à balayer les Européens et à supprimer par la force tous les traités, dits inégaux — comme il s'en était cru assez présomptueusement capable — le préparait à subir cette influence modératrice.

Enfin, n'ayant pu mettre la main sur la source incalculable de richesses que représentaient les concessions, il lui était néanmoins possible de trouver une aide matérielle précieuse auprès de la riche population chinoise établie dans ces « settlements », à la condition de ne plus se présenter à elle comme un révolutionnaire, ennemi de la propriété. À la condition encore, peut-on ajouter, de renoncer à son attitude xénophobe vis-à-vis des Puissances détentrices de ces territoires concédés et qui n'étaient nullement disposées en sa faveur. Il fallait absolument faire oublier, à celles-ci, le massacre de Nankin.

Chang Kai Chek, homme intelligent et de décision, ayant fort bien compris tout cela, n'hésita pas une minute à changer radicalement de politique. Ce fut le sensationnel revirement qui lui valut la faveur — hors naturellement la Russie soviétique — du monde entier, de nos pays d'Occident surtout, où, depuis Bonaparte, on a toujours eu un faible pour le héros révolutionnaire transformé soudain en soutien de la société.

Dès lors, il devint le défenseur de la propriété et de la liberté du travail, au moment même où toutes ces choses étaient, dans cet énorme centre commerçant et industriel, en proie à une formidable ^{p.070} agitation ouvrière, fomentée par des meneurs communistes, dont il fit exécuter un grand nombre.

Tout en affirmant sa fidélité aux principes de Sun Yat Sen et en maintenant les revendications nationales qu'ils comportaient, il déclara qu'il n'en poursuivrait la réalisation que par les moyens pacifiques de la diplomatie. Ces propos étaient tout à fait différents de ceux que le généralissime sudiste avait tenus jusque-là. Il n'en fallut pas davantage pour qu'il apparût désormais comme l'homme providentiel qui allait, dans une Chine réunifiée et pacifiée, rétablir l'ordre, et avec lequel les chancelleries pourraient enfin utilement négocier.

On conçoit aisément que si ce revirement donna toute satisfaction aux Chinois de Shanghai et aux étrangers, il déplut par contre extrêmement aux dirigeants communistes qui constituaient encore, à Han-kéou, le gouvernement de la Chine du Sud. La rupture ne tarda pas à se produire. Dans les premiers jours d'avril, Chang Kai Chek fut destitué de son commandement. En réponse, le généralissime et son entourage de nationalistes modérés établirent le 18 avril, à Nankin, un nouveau gouvernement qui prit de suite, à l'égard de celui de Hankéou, une attitude comminatoire. Sommation fut faite, à ce dernier, d'arrêter Borodine et d'expulser tous les Russes bolcheviks, employés dans les divers services sudistes.

Une vive antipathie existait d'ailleurs depuis longtemps entre Chang Kai Chek et le fameux conseiller moscovite ; une première brouille avait déjà éclaté entre eux, à Canton, l'année précédente, mais la préparation de la guerre anti-Nord et les débuts ^{p.071} de la campagne les avaient réunis de nouveau. Cette fois-ci, la séparation était définitive. Une expédition militaire contre Hankéou fut même envisagée. On annonça, dans la presse, qu'une entente avait été faite, dans ce but, avec Feng Yu Hsiang, dont l'armée kuominchun était, à ce moment-là, reconstituée.

D'autre part, d'après une information de Shanghai, les éléments modérés du parti kuomintang poussaient à ce qu'on entamât des pourparlers avec les éléments modernistes du Nord. La base du compromis aurait été l'adoption par les chefs nordistes, des principes démocratiques de Sun Yat Sen, avec le rejet de toute interprétation

communiste ; la publication d'une proclamation commune contre la propagande soviétique ; enfin, l'abdication de Tchang Tso Lin en faveur de son fils aîné ¹.

Rien de ce projet ne fut finalement réalisé, sans doute parce que le concours promis par Feng Yu Hsiang était trop problématique, pour ne pas dire invraisemblable — le maréchal chrétien étant trop l'obligé des Russes pour qu'il pût agir de la sorte à l'égard de Borodine — et que Tchang Tso Lin, à qui il était indifférent d'adhérer théoriquement aux principes de Sun Yat Sen, refusait par contre catégoriquement l'abdication qui lui était demandée.

Dans ces conditions, le groupe de Nankin, renvoyant à plus tard le règlement du différend avec Hankéou, reprit d'autant plus volontiers le programme initial de conquête du Nord que rien mieux ^{p.072} que la prise de la capitale, Pékin, ne consacrerait le triomphe du Kuomintang dans le pays tout entier.

Il est même probable que si cette négociation avait abouti, l'entente n'aurait pas eu de durée, la domination totale de la Chine exerçant, sur les hommes du Sud, une fascination que le ministre des Affaires étrangères, Ou, traduisait à cette même époque par un discours, dans lequel il annonçait très présomptueusement qu'ils mèneraient bientôt « leurs chevaux boire dans le fleuve Amour » (limite extrême de la Mandchourie septentrionale).

Au mois d'avril 1927, la Chine, en dépit des victoires de Chang Kai Chek, était donc encore plus divisée qu'aux débuts de la campagne. En effet, les Sudistes, qui jusque-là n'avaient formé qu'un bloc, se trouvaient eux-mêmes divisés en plusieurs gouvernements, hostiles ou en passe de le devenir : le gouvernement de Nankin, celui de Hankéou et celui de Canton, aux mains d'un général du Kouangsi, Li Chi Sen.

Le gouvernement de Nankin se trouvait en présence de graves difficultés. Prétendant réaliser le programme nationaliste de réunification

¹ Il faudra peut-être se rappeler ce dernier point, pour soupçonner quelque chose des mystérieuses machinations qui précédèrent la prise de Pékin et la fin dramatique de Tchang Tso Lin.

sous le signe du Kuomintang, il devait poursuivre la guerre contre le Nord, tout en étant dans une très mauvaise situation financière. Ne contrôlant guère que le Kiangsou, il ne pouvait par conséquent lever de taxes que dans cette province et peut-être aussi dans une partie du Tchékiang. C'était bien peu pour faire face à ses besoins. Mais il y avait, dans ce territoire, le riche port de Shanghai et c'est sur lui que s'abattit la gent affamée de Nankin, pour en ^{p.073} tirer, par tous les moyens, légaux et illégaux — illégaux surtout — le maximum d'argent.

On sait que, dans l'art de pressurer, les autorités chinoises furent de tous temps très expertes, mais, cette fois, les exactions mandarinales d'antan furent largement dépassées. L'aide des banques indigènes, aussi large qu'elle ait été, s'étant montrée insuffisante, on eut recours à des impositions extraordinaires. On préleva par exemple, pour plusieurs années d'avance, la taxe des immeubles. Certains riches Chinois furent rançonnés ; on en citait trois qui avaient dû verser respectivement les sommes considérables de 600.000, 400.000 et 300.000 dollars ¹. J'ai su personnellement que le comprador d'une banque française, taxé ainsi pour 150.000 dollars, avait pu s'en tirer, par une adroite négociation, avec 50.000 dollars, ce qui est d'ailleurs une somme très respectable.

Les récalcitrants, accusés de favoriser le mouvement communiste — ce sera le prétexte commode dont ou couvrira désormais les abus de cette sorte — étaient arrêtés et n'étaient relâchés qu'après paiement ².

^{p.074} La suppression de la cour mixte bien malencontreusement acceptée par les Puissances dans la concession internationale, facilitait singulièrement ce genre d'opérations. La cour provisoire, tribunal chinois qui remplaçait la susdite juridiction mixte, accordait en effet

¹ Dollar mexicain argent qui, à ce moment-là, valait environ douze francs.

² Voici, à titre documentaire, à cet égard, une dépêche de Shanghai, reproduite par les journaux de Pékin, le 13 août 1927 :

M. Wu Yao Teng, comprador de la Yokohama Special Bank, détenu par les autorités militaires, a été remis en liberté sur le paiement d'une amende — les uns disent une rançon — de 210.000 dollars.

Dans la matinée du 9 août, un autre riche Chinois, nommé Tsai Chili Sheng, directeur de la banque de Tien Chang Hsiang, alors qu'il passait en automobile dans Bubling Well Road, fut arrêté par plusieurs de ses compatriotes et emprisonné. On demanda un demi-million de dollars comme rançon pour le remettre en liberté. (On procédait en effet aussi par enlèvements, ainsi qu'il avait déjà été pratiqué au moment de la Révolution.)

toutes les extraditions demandées par les autorités représentant dans la Cité, le gouvernement de Nankin. La concession française ayant conservé sa cour mixte, les Chinois étaient, sur son territoire, à l'abri de ces extorsions.

Les étrangers eurent également à se plaindre des mesures arbitraires, inspirées de cette recherche, par tous les moyens, de ressources financières. Sans aucune négociation préalable avec les Puissances, le gouvernement de Nankin décida d'augmenter les droits de douane, non seulement des 2,5 p. 100 qui avaient été prévus par la Conférence de Washington, sous certaines conditions — non remplies du reste —, mais de 12,5 p. 100 sur les marchandises ordinaires, de 25 p. 100 sur de soi-disant articles de luxe, qui sont d'usage courant pour les Européens : épicerie, conserves alimentaires, chocolats, sucre, etc., et de 57,5 p. 100 pour le tabac, cigares, cigarettes et boissons diverses. Ces tarifs devaient entrer en vigueur le 1^{er} septembre. On annonçait, il est vrai, pour la même date, la suppression « du likin » ou douanes intérieures, exigée par la Conférence de Washington. Or, ces taxes, dont la suppression sera encore une des conditions essentielles des traités de commerce ^{p.075} signés à Nankin, en 1929, existait toujours, plutôt même aggravées. Cette suppression a été annoncée de nouveau pour le mois d'octobre 1930, puis pour le 1^{er} janvier 1931.

Selon la même méthode unilatérale, les droits de tonnage, déjà élevés, furent brusquement augmentés de 50 p. 100, dans le port de Shanghai, avec mise en vigueur immédiate. Contrairement à certains pavillons étrangers, qui s'étaient soumis à cette exigence, la *Compagnie française des Messageries Maritimes* refusa énergiquement de payer. Cette augmentation fut alors réduite à 25 p. 100. Les *Messageries* ayant opposé le même refus et les compagnies étrangères ayant alors suivi son exemple, il n'en fut plus question.

Procédé bien chinois qui consiste à prendre — en manière de coup de sonde — des décisions audacieuses, contraires aux traités et conventions, quitte à battre en retraite, en sauvant autant que possible la face, au cas de résistance.

C'est ainsi que l'augmentation des tarifs de douane, annoncée pour le 1^{er} septembre, eut le même sort que les droits de tonnage. Selon l'agence Reuter, à la fin du mois d'août, le corps diplomatique de Pékin fut avisé officiellement que, « en raison des circonstances, le gouvernement de Nankin remettait à plus tard la perception des surtaxes ». On comprendra bientôt la raison de ce retrait.

La population chinoise, qui n'avait pas les moyens de défense des étrangers, ne tarda pas à changer de sentiment à l'égard des autorités nouvelles qu'elle avait accueillies avec enthousiasme. Pressurée sans merci, payant des taxes beaucoup plus ^{p.076} qu'auparavant ¹, elle regrettait le précédent gouvernement nordiste, dont les succès remportés, cet instant même, sur les armées de Chang Kaï Chek passées sur la rive gauche du Yang-tsé, lui faisaient espérer le retour.

La marche des forces sudistes, de l'autre côté du fleuve, en direction de Tientsin et Pékin, avait en effet cessé d'être victorieuse. Les troupes du Kouangsi, les meilleures du corps expéditionnaire parti de Canton, ne participaient du reste pas à cette continuation de la guerre contre le Nord, leurs généraux étant dès lors secrètement en conflit avec le généralissime qui venait de retirer à l'un d'eux, Peï Chun Hsi, le commandement de Shanghai. D'autre part, Feng Yu Hsiang ne semblait pas disposé à remplir les conditions d'un traité d'alliance conclu avec eux, deux mois auparavant.

Dans le désordre financier où se trouvait le gouvernement de Nankin, les conditions de l'armée en campagne devinrent très mauvaises et les munitions vinrent même à manquer. Les troupes de Sun Chuan Fang, placées dans la région du Grand canal et celles de Chang Chun Chang, à cheval sur la ligne de Poukko à Tientsin, n'eurent ainsi pas de peine à refouler les Sudistes et à les rejeter de l'autre côté du fleuve.

¹ Par exemple, la taxe annuelle sur la soie manufacturée qui était, à Hangtchéou, capitale du Tchékiang, de 100.000 dollars, sous l'administration de Sun Chuan Fang, était portée, en 1928, par le gouvernement de Chang Kaï Chek, à 566.800 dollars, causant ainsi la faillite de 30 manufactures de soie. (*Shun Pao*, journal de Shanghai, mars 1929.)

À ce moment-là — on était à la fin du mois d'août, — Chang Kai Chek donna sa démission et s'éloigna ^{p.077} momentanément. Il devait d'ailleurs reparaître avant peu, mais cette éclipse de quelques mois, concomitante avec les premiers échecs nationalistes, marquait la fin d'une période importante dans l'histoire de ce conflit Nord-Sud. Nous en exposerons par la suite la deuxième partie, qui aboutit à la prise de Pékin, au mois de juin 1928, mais il faut auparavant parler de la propagande communiste, que la rupture avec Nankin ne ralentit pas, et tracer aussi un tableau de la situation chez les Nordistes.

@

CHAPITRE II

Hankéou, capitale éphémère du communisme chinois.
Un congrès de la III^e Internationale. — La propagande dans les
milieux universitaires. — Les armées communistes.
Les tang pous.

@

p.078 À compter du jour de la rupture avec Chang Kaï Chek et Nankin, le gouvernement de Hankéou perdit, au point de vue international, toute importance. L'Angleterre, qui l'avait pris au sérieux au point de mener bien bénévolement les négociations dont il a été déjà parlé, rompit avec lui tous rapports, « les notes de M. Chen, déclara M Austen Chamberlain à la tribune des Communes, ne représentant plus que l'opinion personnelle de leur auteur »,

Ce pseudo-gouvernement, qui prétendait représenter la vraie doctrine de Sun Yat Sen — ce que semblait confirmer d'ailleurs la présence, dans son comité, de la veuve et du fils du chef révolutionnaire — ne fut plus qu'une officine de propagande communiste, dont on aura par la suite l'occasion de constater le funeste travail.

La réunion d'un Congrès de la III^e Internationale, qui se tint, au moins de juin, à Hankéou, fut la manifestation la plus marquante de cette activité spéciale. Des communistes étrangers y participèrent : le p.079 Français Doriot, l'Anglais Thomas Mann, un Japonais, un Italien, plusieurs Russes. On reconnut que le mouvement, en Chine, n'avait pas abouti comme on l'espérait et on envisagea les mesures à prendre pour remédier à cet arrêt. On s'occupa aussi des moyens propres à préparer le soulèvement des colonies européennes d'Asie et tout particulièrement des Indes néerlandaises et de notre Indo-Chine ¹.

¹ Me trouvant alors en Chine, je pus me procurer une copie du procès-verbal des séances de ce congrès. Voici ce qui, dans ce compte rendu, est plus particulièrement intéressant pour nous, Français :

p.080 L'échec de la Russie soviétique, dans cette tentative de 1926-27, si longuement et si coûteusement préparée, n'est pas discutable. Mais ce congrès de Hankéou a montré qu'elle ne renonçait pas, pour cela, à utiliser la Chine, dans un avenir plus ou moins prochain, pour l'exécution de son plan de révolution mondiale.

« Dès le début de la première réunion, l'Anglais Thomas Mann avait regretté que le succès de la révolution en Chine n'ait pu être complet par suite de l'inaction des cellules communistes à Java et en Indo-Chine. « L'Indo-Chine dort », avait-il dit.

Doriot repoussa ces reproches, en déclarant qu'un sérieux travail de propagande n'avait pu être fait dans notre colonie parce que les sommes promises, dans ce but, par la section orientale du comité de l'Internationale n'avaient pas été versées. Puis, après avoir reconnu qu'on manquait de pamphlets et de bons propagandistes, il déclara textuellement :

Des mesures ont été prises pour remédier à ces défauts. Quant à la propagande dans l'armée coloniale, elle est maintenant à la hauteur nécessaire d'autant plus que, dans l'appareil administratif, nous avons des partisans.

Le Russe Voltinsky, après avoir nié qu'on ait subi une débâcle et exprimé sa confiance dans le succès futur, dit qu'il fallait savoir attendre, en considérant que « soulever en même temps la Chine, les Indes, le Japon, l'Indo-Chine et les Indes néerlandaises, c'est un travail de dimensions planétaires ». Il proposa ensuite d'élire une commission qui serait chargée d'établir un programme d'action dans les colonies. La proposition ayant été adoptée, le député Doriot fut compris dans le nombre des commissaires élus.

Doriot reprit ensuite la parole pour demander que fussent réunis des fonds destinés à la propagande parmi les troupes françaises, anglaises et américaines présentes à Changhaï. Il s'offrit, avec Thomas Mann, pour rédiger les tracts destinés aux soldats et marins.

Au cours d'une autre séance, Doriot déclara : « Nous sommes réunis, ici, pour élaborer le plan d'un coup qui doit être porté au point le plus faible de l'impérialisme. Si nous réussissons à le frapper, l'impérialisme succombera, privé de ses colonies, et nous verrons la libération des peuples asiatiques. »

On discuta ensuite la question de la fondation d'écoles de propagande. Après de longs débats on adopta la motion suivante :

« Le parti communiste français se trouvant sur le territoire de l'Indo-Chine est invité à faire savoir, par l'intermédiaire du camarade Doriot, s'il est possible d'organiser de tels cours (de propagande) sur le territoire de cette colonie, sous une forme quelconque, en corrompant, s'il le faut, les fonctionnaires du gouvernement et en même temps d'indiquer le montant nécessaire dans les différents cas. »

Un autre délégué, Alimini (Italien), ayant proposé l'ouverture d'une école à Macao, pour les propagandistes de l'Indo-Chine et des Indes néerlandaises, on décida de communiquer cette proposition à la section orientale du comité de l'Internationale.

Le camarade Doriot fut spécialement chargé d'étudier la question de l'organisation des écoles en Indo-Chine et aux Indes néerlandaises.

Quant à la transmission des fonds, il fut dit, entre autres choses, que les firmes étrangères servant d'intermédiaires pour la remise de l'argent, en Indo-Chine et aux Indes néerlandaises, exigeaient d'énormes pourcentages et manquaient de régularité dans ces transferts.

Le camarade Voline, auquel on décida que ces fonds seraient désormais remis, déclara qu'il serait aidé, pour leur distribution, « par la firme des avocats F... qui a des relations avec des firmes italiennes, allemandes et autres ayant des succursales en Indo-Chine et aux Indes néerlandaises ».

Les événements qui se sont produits depuis lors en Indo-Chine n'ont que trop établi que les décisions prises par ce Congrès ne sont pas restées lettre morte et qu'un très sérieux effort a été accompli pour atteindre les buts proposés.

Malgré toutes les espérances que peut leur faire concevoir l'anarchie de plus en plus grande de ce pays, il est probable que les gens du « komintern » se leurrent à cet égard. Les Chinois en effet, même ^{p.081} ceux qui paraissent le plus engagés dans l'extrémisme, sont trop personnels, trop réalistes, trop changeants au gré de leur mouvant intérêt, pour se consacrer bien sincèrement et avec continuité à un programme politique semblable. Il y a, en chacun d'eux, les possibilités d'un revirement à l'imitation de celui de Chang Kai Chek.

Si le zèle communiste des Chinois reste ainsi, au point de vue de doctrine et d'organisation, très fallacieux, en revanche les Russes ont des possibilités d'action illimitées, dans un pays surpeuplé et où des provinces entières, plongées dans une misère profonde, offrent un recrutement inépuisable pour des bandes mercenaires.

Malgré que Hankéou ait été repris aux communistes, par une armée alliée à Nankin, au cours de l'automne 1927, et qu'à la fin de cette même année, à la suite d'une tentative bolchevik pour reprendre Canton, les relations aient été rompues avec les Soviets et tous les consulats russes fermés, le programme arrêté au susdit Congrès de la III^e Internationale n'en fut pas moins poursuivi avec opiniâtreté dans le Centre et le Sud de la Chine.

Dans le Nord, la propagande, organisée — en relation avec celle de Borodine, à Canton — par les ministres de Russie, à Pékin, en dernier lieu par Karakhan, a passé par de cruelles vicissitudes, dont il sera parlé au chapitre suivant et qui mirent, pour un temps, fin à toute activité de ce genre. Mais aussitôt après la prise de Pékin par les Sudistes, des agents russes ont reparu et la propagande a repris avec plus de virulence encore qu'auparavant.

Comme dans tous les autres pays du globe, cette ^{p.082} propagande se fait surtout dans les milieux paysans et ouvriers et parmi les employés des services publics. Ce qui est néanmoins très particulier à la Chine, c'est le succès qu'elle obtient auprès de la jeunesse des écoles.

Les étudiants chinois sont sans doute attirés par le côté destructif du bolchévisme, où leur naturelle indiscipline — singulièrement favorisée d'ailleurs par les événements depuis la Révolution — trouve un appui et un stimulant. J'ai déjà montré, dans de précédents ouvrages, combien cette jeunesse a été de tous temps aussi anti-étrangère et anarchique qu'aujourd'hui, brimant ses maîtres, prétendant leur imposer sa volonté et allant même jusqu'à adresser au gouvernement des vœux impératifs en toutes matières de politique intérieure et extérieure ¹.

Il y avait donc là un excellent terrain de culture et de très encourageantes perspectives, car il s'agissait de conquérir, à la politique de Moscou, la prochaine génération de la classe dirigeante chinoise. Les chefs de la III^e Internationale l'ont bien compris et c'est pourquoi leurs agents se sont tout spécialement attachés à « travailler » les milieux universitaires de ce pays. Le congrès de Hankéou s'en était préoccupé et la neuvième réunion plénière, tenue à Moscou en 1928, a également reconnu toute l'importance de ce prosélytisme.

Les résultats donnent malheureusement sur ce point, toutes satisfactions au « komintern ». Dans les centres industriels, les étudiants sont mêlés à toutes les agitations ouvrières. À Shanghai par exemple, p.083 on les voit à la tête des grèves, si fréquentes dans ce grand port. Partout où existent des universités, ils organisent des manifestations politiques, incessantes et de plus en plus violentes. Au mois de février 1929, à Pékin, ils tentent à plusieurs reprises d'envahir le quartier des légations. Au mois de septembre de la même année, à Shanghai, ils se rassemblent en foule sur le boulevard qui sépare la concession française de la cité chinoise, distribuant des tracts communistes, criant : « À bas le gouvernement nationaliste, à bas les impérialistes étrangers ! » et jetant des pierres sur les voitures des compagnies étrangères de transport.

Cette année même, au mois d'avril, une grande effervescence a été constatée, dans le même milieu, tant à Shanghai qu'à Pékin, aux

¹ Voir *La Chine et le mouvement constitutionnel*, p. 242 et suiv. — *Le Céleste Empire avant la Révolution*, p. 186.

approches du 1^{er} mai. De nombreuses arrestations ont dû être opérées dans ces deux villes. Des troubles graves ont eu lieu dans l'ancienne capitale, où une centaine d'étudiants arrêtés ont reconnu être affiliés au parti communiste ¹.

Le fait que cette agitation ait pu se produire au moment même où les Russes venaient de faire appel aux armes de la façon la plus brutale, pour régler à leur entière satisfaction le conflit qu'ils avaient avec la Chine à propos du chemin de fer de l'Est chinois, montre bien jusqu'à quel point d'aveuglement cette ^{p.084} jeunesse des écoles a subi l'influence de la propagande soviétique.

Ces conditions, jointes à l'état chaotique de plus en plus aggravé par les conflits sans cesse renaissants entre généraux, ont permis aux stratèges rouges de Moscou d'organiser de véritables armées communistes qui, au Sud et au Centre, s'étant emparées de nombreuses villes, y ont établi le régime soviétique, avec accompagnement de massacres qui ont décimé les populations. Des faits d'une barbarie sans nom se sont produits en certains endroits ².

¹ Voici ce qu'on lit dans le journal chinois, le *Minpao*, le 24 juin 1930.

« C'est chez les étudiants que les communistes ont obtenu le plus de succès. Aussi, parmi les arrestations opérées, chez les communistes et les socialistes, les étudiants forment-ils le plus fort contingent. L'ordre de la société est de plus en plus troublé, dans notre pays, et il est triste de constater que ce sont les étudiants qui en sont le plus responsables. »

² Voici notamment ce qui s'est passé, en 1928, dans le district de Hai Lou Fong, proche du port de Souatao, au Kouangtong :

Le mouvement avait commencé, en 1927, dans cette région particulièrement éprouvée par la misère. En 1928, un nommé Peng Paï, homme instruit, ayant étudié au Japon, parlant le japonais et l'anglais, en prit la direction.

Son premier but fut d'obtenir une réduction des loyers par la force, politique qui était naturellement bien vue par les fermiers appauvris de cette région et qui attira la plupart d'entre eux à l'Union dont le droit de membre ne coûtait que 20 cents. L'Union graduellement prit de l'influence, bien qu'elle fût affectée par les fluctuations de la vague de guerre dans la province.

Une force considérable de troupes communistes, isolée et mise en péril par la réaction, qui s'était développée dans le Sud contre les extrémistes, étant alors venue se réfugier dans cette partie difficile du pays, Peng Paï profita de cet appui pour inaugurer une forme soviétique de gouvernement et commença une terreur qui, en 6 mois, décima la région. La politique poursuivie embrassait les idées suivantes :

Confiscation de la terre, mise au feu des titres de propriétés, destruction des bornes-frontières, propriété par l'État des biens fonciers, des boutiques et des affaires d'un capital de 500 dollars chinois et au-dessus.

Examen des comptes, proscription et en plusieurs cas exécution des hommes d'une fortune de 5.000 dollars en tant que capitalistes bons à rien et contre-révolutionnaires.

p.085 Cette année même (1930), on a vu des bandes rouges s'établir en maîtresses sur certains points du Kouangsi — dans le voisinage même de notre frontière du Tonkin —, du Foukien, du Hounan, du Kiangsi, et jusque dans la région de Hankéou, où, il y a deux mois à peine, 2.000 communistes s'emparaient des importantes mines de fer de Tayeh et les occupaient pendant quelque temps ¹.

Les troupes de ces petites armées sont composées de soldats déserteurs qui trouvent là plus d'occasions de pillage que dans les armées régulières des généraux ; de paysans, ruinés ou de fermiers, auxquels on a promis, comme en Russie, le partage des terres. Le recrutement des cadres est également très divers. p.086 Il y a des fonctionnaires de l'ancien gouvernement communiste de Hankéou, qui se sont dispersés après la reprise de cette capitale par les généraux de Kouangsi, alors unis à Nankin ; des officiers de l'armée rouge de 1926-1927 ; d'anciens cadets de l'École de Wampo, près de Canton, qui fut, du temps de Sun Yat Sen, une officine révolutionnaire ; des étudiants dévoyés, etc...

Extermination de quelque 28 classes de gens ainsi classés en grand :

1° Les adversaires politiques ; 2° les indésirables sociaux ; 3° les malades incurables et infirmes ; les personnes âgées. (L'idée, derrière ces deux catégories, était qu'il y avait trop de gens et qu'il fallait réduire la population de 30 p. 100.)

La 4° classe comprenait tous les gens au-dessus de 50 ans.

Organisation de la population par groupes suivant l'âge.

Les garçons de 10 ans jusqu'à 20 étaient formés en compagnies d'éclaireurs, avec pour mission d'espionner les vieux dans leurs propres maisons. Les hommes de 20 à 30 ans servaient dans les armées communistes.

Le Soviet consistait en une corporation d'environ 100 personnes choisies, sous la direction de Peng Paï.

Au-dessous il y avait les candidats, puis ceux que l'intimidation avait conduits à participer au mouvement.

La série des comités comprenait : le gouvernement exécutif, le comité du parti, le comité central des bourreaux, le comité du développement, etc.

Le Soviet reconnaissait le mariage, supprimait la prostitution et prêchait l'amour libre.

Inutile d'insister sur le caractère diabolique de la politique d'intimidation. Combien de malheureux ont subi l'agonie du démembrement ou celle du dépeçement avec de nouveaux raffinements de cruauté, avant qu'il ne leur fût permis de mourir !

À peu près à la même époque, des faits analogues se sont déroulés dans le district de Chengchéou, au Hounan (article du *Peking and Tientsin Times* reproduit par la *Politique de Pékin* du 14 juin 1930).

¹ Ces lignes étaient écrites quand on a appris la prise de Changcha, capitale du Hounan, et les horreurs qui y furent commises.

Ces derniers mois, on a signalé que ces bandes, qui avaient jusque-là marché isolément, tendaient à se placer maintenant sous une direction unique. Selon des missionnaires américains, qui ont été leurs prisonniers, les communistes du Kiangsi, ainsi réunis désormais, compteraient de 40 à 60.000 hommes. Leurs chefs seraient, par T. S. F., en liaison avec Khabarovsk, ville russe de la Sibérie orientale, où ils enverraient et d'où ils recevraient des messages ¹.

Ce bolchevisme, que le Kuomintang a renié après s'en être servi, de 1924 à 1927, rallie aujourd'hui tous les aventuriers, tous les mécontents, tous les écumeurs — si nombreux de tous temps et plus nombreux que jamais dans ce malheureux pays —, tenant ainsi le rôle qui fut autrefois celui des sociétés secrètes, en guerre permanente avec les autorités constituées. Pourtant, la séparation n'est pas aussi nette, entre eux, que les déclarations de Nankin, et même les têtes coupées, pourraient le faire croire. Si le Kuomintang a officiellement rompu avec le communisme — rupture contre laquelle la veuve de Sun Yat Sen n'a du reste cessé de protester au nom ^{p.087} du grand révolutionnaire défunt —, en revanche les comités locaux du parti, dénommés *tang pous*, restent très fortement influencés par cette doctrine et portent indubitablement, comme esprit, comme organisation et comme méthode, la marque de Moscou.

Ces *tang pous*, composés surtout de jeunes extrémistes, de ces étudiants dont il est question plus haut, se sont constitués en organes de contrôle, de surveillance — la surveillance ombrageuse des « purs » — de propagande et, au besoin, d'agitation, d'action violente. Ils ont exercé une véritable tyrannie, faisant souvent échec aux plus hauts fonctionnaires qui finalement s'inclinaient toujours devant leur veto ou leurs desiderata.

Le *tang pou* du district de Shanghai s'est trouvé à la tête de tous les désordres et de tous les mouvements de grève qui ont, depuis trois

¹ D'après des renseignements chinois, les troupes communistes se diviseraient en 14 armées comptant, chacune, 3.000 hommes. *Yong Pao*, 19 juin 1930.

ans, affecté ce grand centre industriel ¹. Celui de Nankin n'a pas craint de se livrer, à diverses reprises, à des manifestations violentes contre le gouvernement nationaliste, et particulièrement contre le ministre des Affaires étrangères, M. C. T. Wang, qui, malgré la ténacité et l'audace de ses revendications diplomatiques, était accusé de n'avoir pas suffisamment défendu les intérêts de la Chine dans certains traités signés récemment.

Il sied de noter en outre que ces comités locaux du parti sont des auxiliaires zélés de la III^e Internationale, dans la lutte entreprise pour la libération des colonies asiatiques et l'abaissement de l'Europe. Voici par exemple le télégramme circulaire que le p.088 comité du district, ou *tang pou*, de Shanghai, a lancé au mois de mars 1930 :

« Notre parti se charge de secourir les petites nations faibles du monde, dans leurs luttes libératrices contre les impérialistes. Si les mouvements indépendants coréen, annamite et philippin donnent certains résultats, ce seront les premiers qui auront été obtenus dans la lutte contre l'impérialisme. Rétablir les États colonisés et reconstituer les peuples esclaves est notre devoir le plus important. Nous voulons attirer l'attention des membres du parti kuomintang de tout le pays et de nos compatriotes, pour nous allier avec les peuples faibles opprimés du monde et combattre les cruels impérialistes.

Pour si mauvaise que soit la rédaction de cette circulaire, elle n'exprime pas moins avec force, par son rabâchage même, la haine anti-étrangère que la propagande russe entretient soigneusement chez tous les peuples exotiques.

Avec leurs tendances révolutionnaires, ces *tang pous* ont fini par inquiéter les hautes sphères chinoises. À Nankin, on a réprimé très rigoureusement leurs manifestations ; à Pékin et à Tientsin, leurs chefs ont été appréhendés. Cela modérera sans doute quelque temps l'ardeur

¹ Voir une correspondance du *Times*, mai 1929.

de ces groupements extrémistes, mais on peut redouter, pour l'avenir, leur influence et leur action brouillonne. Il ne faut pas oublier en effet que, d'après les statuts du parti kuomintang, dictés par Sun Yat Sen lui-même, ce sont ces comités de districts qui doivent élire les délégués au Congrès national, lesquels sont ensuite chargés de choisir les membres du Comité central exécutif, cheville ouvrière et base du gouvernement.

p.089 C'est afin d'éviter la majorité turbulente et hostile qui aurait été envoyée à Nankin par un pareil collège électoral, que Chang Kai Chek a faussé le dernier congrès national, tenu au mois de mars 1929, en désignant lui-même les deux tiers des délégués. C'est l'un des reproches que lui ont adressés ses ennemis, pour justifier leur rébellion.

Il résulte de tout ce qui précède que si le communisme n'a aucune chance d'exister jamais, en Chine, comme on le voit en Russie, à l'état d'organisation sociale fortement établie et généralisée, il est par contre probable qu'il fournira, dans un pays aussi profondément troublé, une longue carrière de désordres et de destructions. C'est une sorte de jacquerie, dont un gouvernement central, s'épuisant en de vains efforts de centralisation et d'autorité, viendra bien difficilement à bout.

Les grands féodaux — chacun dans son fief — auraient pu, avec plus d'efficacité, assumer cette tâche. Mais il eût fallu, pour cela, qu'un plan prématuré de réunification ne mît pas en cause leur indépendance, causant ainsi des guerres civiles qui, depuis deux ans, les ont entièrement absorbés. L'ambition de s'élever, d'un seul coup, sans les transitions nécessaires, au niveau des États les plus modernes, aura fait commettre cette erreur — entre bien d'autres — aux hommes de Nankin.

@

CHAPITRE III

Les chefs du Nord et l'« Ankuochun ». — Deux Chine ? — La politique anti-communiste de Tchang Tso Lin. — Son nationalisme. — Son adhésion aux « San Min ». — Psychologie de la politique chinoise. — Secrets antagonismes.

@

p.090 Nous avons laissé le Nord au moment où, les soldats de Tchang Tso Lin étant entrés à Pékin à la fin du mois d'avril 1926, après en avoir chassé l'armée « kuominchun » de Feng Yu Hsiang, le potentat de Moukden se trouvait être ainsi le plus puissant chef de toute la Chine qui s'étend au nord du grand fleuve central. Non pas chef incontesté cependant, car Ou Pei fou, devenu son allié, après avoir été son principal adversaire, conservait, dans le Honan, où il s'était établi lorsque les Sudistes l'avaient dépossédé du Houpé, une indépendance ombrageuse. Dans le Chansi, le toupain Yen Hsi Chan gardera une attitude incertaine jusqu'au jour où il se joindra à Chang Kaï Chek et à Feng Yu Hsiang, dans la marche générale des nationalistes vers Pékin.

Les lieutenants, sur lesquels Tchang Tso Lin paraissait pouvoir le plus compter, étaient ceux qu'il avait poussés aux situations qu'ils occupaient et qui avaient d'ailleurs la même origine, ayant été, p.091 comme lui, de simples chefs de brigands : Chang Chun Chang, toupain de Chantoung, et Chou You pou, toupain du Tchéli ¹.

¹ Tchang Tso lin a commandé en effet une bande de Koungouzes et a été, comme tel, avec ses hommes, pendant la guerre russo-japonaise, à la solde de l'armée nipponne. En 1906, le vice-roi de Moukden, Chao Erh Shun, le prit à son service et il fit dès lors une carrière purement militaire qui le porta aux plus hauts grades de la hiérarchie. En 1912, Chao Erh Shun ayant résigné son poste, il lui succéda à la tête des trois provinces mandchouriennes, après avoir chassé le gouverneur militaire du Fengtien, Toan Tsi Koei.

Chang Chun Chang, qui était également chef d'une bande de Koungouzes, fut, pendant la guerre russo-japonaise, à la solde de l'armée russe. Passé ensuite dans l'armée chinoise, il a fait, lui aussi, une belle carrière que Tchang Tso Lin a couronnée, en le nommant toupain du Chantoung. C'est une sorte de géant, réputé pour le nombre de ses concubines. Le surnom, qui lui a été donné, de « réître du Chantoung » dispense de faire, de ce personnage fort pittoresque, resté légendaire à Pékin, un portrait plus détaillé.

Le passé de brigand de Chou You pou était plus récent : il commandait en second, en 1924, la bande qui arrêta, à Lin-tcheng, sur la ligne de Ponko-Tientsin, le train bleu et emmena en captivité de nombreux voyageurs européens. Dans le règlement qui suivit

D'autre part, l'ancien maître des cinq provinces du bas Yangtsé, Sun Chuan Fang, à qui les Sudistes p.092 enlèveront ce fief magnifique, n'aura d'autre chance de le recouvrer qu'en liant désormais sa fortune à celle des chefs du Nord, quels qu'ils soient. Il est donc, lui aussi, avec ce qu'il lui reste d'armée, à la disposition du Moukdénite.

Ces divers généraux du reste, dès le mois de novembre 1926, bien avant la prise de Nankin et Shanghai, inquiets de l'avance sudiste et sentant le besoin de s'unir contre ce danger commun, avaient tenu, à Tientsin, une conférence, au cours de laquelle ils avaient formé une ligue, appelée « Ankuochun », et dont ils avaient donné la direction suprême à Tchang Tso Lin.

Il été déjà dit que Sun Chuan Fang et Chang Chun Chang, membres de cette ligue, avaient repoussé la tentative des Sudistes vers le Nord et contraint leurs armées à repasser le fleuve. Ce qui, combiné avec les hostilités qu'il rencontrait au sein du parti kuomintang et parmi les généraux du Kouangsi — qui avaient été jusque-là ses principaux lieutenants — força Chang Kai Chek à démissionner et à s'éloigner.

Sun Chuan Fang, dont on désirait le retour à Shanghai, avait pu faire passer quelques milliers d'hommes sur la rive droite du Yangtsé, mais cette troupe, trop faible et pas secourue, ne put s'y maintenir.

En sorte qu'à la fin de 1927, on pouvait envisager qu'il y aurait désormais deux Chine séparées par le grand fleuve central. C'est une idée qui faisait alors son chemin dans les milieux diplomatiques et que l'on adoptait volontiers dans l'entourage même de Tchang Tso Lin. J'en avais eu l'impression très nette à la suite d'une conversation avec son chef d'état-major et conseiller, Yang Yu Ting.

ce haut fait et qui avait pour but la délivrance des prisonniers, il fut — comme cela arrive couramment en Chine — admis, avec un haut grade et avec toute sa bande, dans l'armée régulière. Son ascension a été ensuite exceptionnellement rapide, car, trois ans après, Tchang Tso Lin, dont il avait gagné la faveur, le mettait à la tête du Tchéli.

Ces trois hommes, parvenus ainsi au rang suprême, situent exactement l'état social, très médiéval, de la Chine. Ils représentaient du reste le conservatisme et la tradition, et il faut reconnaître que l'ordre régnait bien davantage dans les provinces du Nord qu'ils gouvernaient que dans celles du Sud, soi-disant plus modernisées. C'est sans doute qu'il n'est rien de tel que d'anciens bandits pour réprimer impitoyablement le brigandage et tous les fauteurs de désordre.

p.093 On était au moment où Chang Kai Chek, songeant à régler son différend avec le gouvernement rouge de Hankéou, avait entamé des négociations pour établir une entente avec les éléments modernistes du Nord, ainsi qu'avec le toupain du Chansi, Yen Hsi Chan.

Yang Yu ting, qui avait présidé, le jour même, un conciliabule relatif à cette combinaison, m'exprima la satisfaction qu'elle lui causait.

Comme je disais que cette entente — qui semblait exclure l'intention de reprendre la Chine centrale aux Sudistes — consacrerait l'existence de deux Chine et que cela ne faciliterait pas les pourparlers avec les puissances étrangères, pour la révision des anciens traités, il me répondit :

« Nul parti ne peut songer à réunifier la Chine par la force des armes. Lorsque l'affaire de Hankéou sera réglée, nous négocierons de nouveau avec Chang Kai Chek, en vue d'établir un programme commun, aussi bien pour la politique extérieure que pour la politique intérieure. C'est ce programme que nous présenterons de concert aux gouvernements étrangers.

Ainsi qu'on l'a vu plus haut, Nankin ayant demandé que Tchang Tso Lin se retirât en faveur de son fils, Tchang Hsueh Liang, le chef de l'Ankuochun refusa de se sacrifier de la sorte. L'accord échoua donc, mais les événements établirent par la suite que Tchang Hsueh Liang et Yang Yu Ting poursuivirent des tractations secrètes avec le généralissime sudiste, à l'insu de Tchang Tso Lin. On touche là aux dessous les plus ténébreux de la politique chinoise, dont il sera parlé plus loin.

p.094 La politique de Tchang Tso Lin, durant sa dictature de deux années, se signala surtout, au point de vue intérieur, par une énergique répression des menées bolcheviques dans le Nord de la Chine. Dès son installation à Pékin, informé que le chef de cette propagande révolutionnaire était le représentant même de la Russie, Karakhan, il demanda, à Moscou, le rappel de ce fonctionnaire. Le gouvernement des Soviets ayant refusé, il n'hésita pas à remettre son passeport à ce diplomate et à l'expulser, au début du mois de septembre 1920.

Ayant tout lieu de soupçonner que le personnel laissé pour l'expédition des affaires courantes continuait la même intolérable besogne, il demanda aux ministres étrangers — le quartier diplomatique étant, depuis 1900, soustrait au contrôle chinois — l'autorisation de faire perquisitionner, par sa police, dans les locaux de la légation russe.

De nombreux documents furent saisis au cours de cette opération qui eut lieu le 6 avril 1927. Ces textes, rédigés en conformité avec des résolutions prises en session plénière du Comité exécutif de la III^e Internationale, révélèrent toute l'étendue et le profond machiavélisme des machinations moscovites en Chine ¹.

p.095 Pendant ce raid dans les bureaux soviétiques, les policiers arrêtèrent de nombreux communistes russes et chinois. Vingt de ces derniers, dont une femme, furent mis à mort avec des raffinements de la plus traditionnelle cruauté céleste. On les étrangla, en faisant durer l'exécution, pour chacun des suppliciés, une dizaine de minutes.

Cette dure répression fit, comme il a été déjà dit, disparaître, dans le Nord, la propagande bolchevique qui ne se manifesta de nouveau que l'année suivante, avec la venue des armées kuomintang.

Au point de vue extérieur, Tchang Tso Lin affecta un nationalisme aussi chatouilleux que celui des Sudistes. Dans un manifeste publié au

¹ L'une de ces instructions, particulièrement significative à cet égard, était adressée à l'attaché militaire et contenait les directives suivantes :

« Avoir bien soin de prêter au mouvement révolutionnaire un caractère exclusivement national.

Organiser des troubles anti-européens en territoire occupé par les troupes de Tchang Tso Lin.

Discréditer l'activité de ce dernier en le montrant comme un mercenaire à la solde du capitalisme international.

Prendre toutes mesures pour soulever la masse populaire contre les étrangers et pour mieux y arriver forcer les puissances étrangères à prendre des mesures répressives. Pour les amener à prendre ces mesures, ne reculer devant aucun moyen même le pillage et le massacre et naturellement, en cas de collisions entre Européens et Chinois, s'en servir largement pour l'agitation.

Avoir bien soin de ne pas exécuter quant à présent le programme communiste. Cela pourrait renforcer la position de Tchang Tso Lin et jeter le trouble dans le Kuomintang. Nous avons donné l'ordre formel à Borodine de s'abstenir pour le moment de se montrer trop sévère à l'égard des éléments capitalistes, notre but étant d'aider à rallier au Kuomintang toutes les classes de la population, y compris la bourgeoisie, jusqu'à la chute de Tchang Tso Lin. »

mois de juin 1927, après avoir déclaré qu'il désirait entretenir, avec les Puissances, des relations basées sur une bonne volonté mutuelle et qu'il protégerait les étrangers, il disait :

« Je veux que la Chine occupe la place à laquelle elle a droit dans la famille des nations en raison de son étendue, de sa population et de ses ressources.

Je veux que la souveraineté de la Chine soit complètement respectée par les autres peuples.

Les traités inégaux doivent disparaître pour p.096 toujours et être remplacés par d'autres qui conviennent mieux aux circonstances présentes. Je ne vois pas pourquoi toutes ces questions ne seraient pas réglées par des moyens pacifiques dans une conférence amicale.

Et il terminait ainsi :

« Nous, Chinois de la Chine du Nord, sommes aussi nationalistes que nos compatriotes du Sud ; en fait nous le sommes beaucoup plus, car notre politique est : « La Chine aux Chinois, et non pas la Chine aux Rouges ».

Nul doute d'ailleurs que ce désir de libération de toutes servitudes diplomatiques et d'égalité avec les autres puissances ne fût très sincère. Mais ce sentiment était encore stimulé chez le dictateur nordiste, par les succès qu'avaient obtenus, dans cet ordre d'idées, la manière audacieuse et violente des Cantonais. Toutes les démarches et tractations faites notamment par le ministre d'Angleterre, sir Miles Lampson, auprès du révolutionnaire Eugène Chen, ainsi que la reddition de la concession de Hankéou, ne pouvaient en effet que pousser Tchang Tso Lin à émettre de son côté des exigences analogues.

Une conversation que j'eus avec son vice-ministre des Affaires étrangères, Ou Tsing, qui était, en ces matières, son homme de confiance, m'éclaira à cet égard. À la façon dont ce personnage insista à plusieurs reprises sur l'excellent effet qui serait produit si les Puissances rendaient, de leur propre mouvement, des privilèges contraires aux principes modernes, je compris que les dirigeants du Nord ne seraient

surtout pas fâchés d'être, aux yeux des populations chinoises — très travaillées, sur ce sujet ^{p.097} brûlant, par la propagande sudiste — ceux à qui l'Europe aurait consenti ces abandons.

Animé de cette émulation nationaliste, Tchang Tso Lin fit aux propositions, cependant si exagérément bénévoles et si inattendues, du Foreign Office (dans le mémorandum de décembre et l'aide-mémoire de janvier) un accueil aussi hostile que celui des Sudistes. Il fut d'ailleurs encouragé dans cette attitude par l'offre que lui fit alors l'Angleterre d'ouvrir des négociations relativement à une prochaine rétrocession de la concession de Tientsin.

On expliqua, du côté officiel britannique, cette démarche intempestive, par le désir de donner ainsi, aux Nordistes, une compensation à ce que l'on avait cédé, à Hankéou, aux Cantonais. Singulier parallélisme, qui consistait à pallier des fautes par d'autres fautes équivalentes, et bien caractéristique de l'incroyable politique de Gribouille que font les Anglais, dans cette partie du monde, depuis une dizaine d'années.

En même temps que Tchang Tso Lin affectait de la sorte un patriotisme aussi exigeant et ombrageux que celui des Sudistes, il manifestait des intentions politiques d'un modernisme égal au leur. Par son ordre, ses bureaux rédigèrent un programme, dans lequel on annonçait des réformes inspirées de l'esprit le plus démocratique : amélioration des conditions économiques, réglementation des rapports entre le capital et le travail, relèvement de la moralité officielle et développement de celle du peuple, etc... Il faisait plus encore, en déclarant solennellement adhérer aux principes exposés dans les San Min de Sun Yat Sen.

^{p.098} Si l'on se rappelle que le général Chang Kai Chek, précédemment allié des bolcheviks, avait fait un revirement aussi sensationnel, en devenant, après son arrivée à Shanghai, contre-révolutionnaire, défenseur de la propriété et du capital, il faut reconnaître qu'un tel changement d'attitude chez les deux adversaires était bien de nature à

obscurcir une situation déjà confuse et à dérouter, dans tous les cas, l'opinion trop simpliste que l'on s'était faite, à l'étranger, de cette lutte entre le Nord et le Sud de la Chine. Les Européens, ne pouvant se passer de clarté et de logique, et d'ailleurs trompés par la propagande, en avaient une idée très fautive. Pour eux, la guerre civile chinoise était un conflit entre le Sud, progressiste, et le Nord, réactionnaire. Il y avait donc ainsi, comme chez nous, une gauche et une droite, et même, avec les gens de Hankéou, une extrême-gauche. Tout devenait de la sorte limpide et cela correspondait à merveille à l'incoercible besoin qu'ont les Occidentaux de prendre parti selon leurs propres tendances, en des affaires dont ils ignorent tout.

La politique chinoise — qui est de tradition une chose fort complexe — n'a malheureusement pas cette netteté de contours ; elle est extrêmement flottante et déterminée beaucoup plus par des questions de personnes et d'intérêts que par des considérations de doctrine. Mais comme ils connaissent l'importance, à nos yeux, des grands principes, les Chinois s'en parent d'autant plus volontiers qu'ils savent combien, au fond, cela les engage peu. En aucun cas, il ne saurait y avoir là, pour eux, un réel mobile.

Si l'on veut comprendre cette mentalité, il faut ^{p.099} se convaincre que toutes ses manifestations, verbales ou écrites, sont un jeu purement académique et n'ont d'autre importance que celle d'une simagrée utile pour le moment. On doit prendre son parti de cet utilitarisme strict qui consiste à régler toujours, d'une manière inflexible, sa conduite selon l'avantage le plus matériel et le plus immédiat.

Cela explique ce qui, à première vue, paraît le plus obscur, le plus extravagant et parfois, pour nous, le plus criminel, dans les événements de Chine. C'est à cette lumière que doit être regardé notamment tout ce qui s'est passé, là-bas, ces dernières années.

Ce caractère incertain et changeant de la politique chinoise — où tout, en dépit des engagements les plus solennels, peut être remis en question et renié — se retrouve dans toute la Chine. On en a vu des exemples, allant jusqu'aux pires trahisons, au Sud aussi bien qu'au Nord.

Cependant, au cours de la campagne qui a conduit d'abord les Sudistes jusqu'à Nankin et, plus tard, les amènera, avec leurs alliés, à Pékin, quelque secret antagonisme qu'il y eût entre certains chefs, l'entente régna suffisamment entre eux pour que le but commun fût atteint. Il n'en a pas été de même chez les Nordistes et c'est à cela surtout que doit être attribuée leur défaite. Il suffira de citer quelques faits pour qu'on en soit convaincu.

Lorsque les Sudistes, après avoir occupé le Hounan, ont attaqué Ou Pei Fou et lui ont pris le Houpe, Sun Chuan Fang, maître des provinces du Bas Yangtsé, ne s'est pas porté à son secours. Il a été à son tour battu sans que Chang Chun Chang, descendu du Chantoung à Nankin, avec ses troupes, ^{p.100} l'ait aucunement aidé. Bien que la conférence de Tientsin ait eu déjà lieu et que l'« Ankuochun » ait été organisé, sous la direction de Tchang Tso Lin, celui-ci n'a rien fait pour appuyer militairement les autres généraux. Quand lui-même se fut décidé à envoyer un corps expéditionnaire pour reprendre Hankéou, Ou Pei Fou, autre allié, voulut s'opposer à son passage à travers le Honan que ses propres troupes occupaient.

Ce manque absolu de collaboration fut surtout manifeste plus tard lorsque Sun Chuan Fang et Chang Chun Chang ayant battu l'armée de Chang Kaï Chek et l'ayant contrainte à repasser le fleuve, le chef de l'« Ankuochun » ne fit rien pour exploiter ce succès de ses lieutenants. Le généralissime cantonnais avait donné sa démission, ses troupes, manquant de munitions, étaient démoralisées ; la reprise de Nankin et Shanghai — qui aurait porté un coup mortel à l'ennemi — eût été certaine si Pékin avait envoyé des renforts. L'abstention complète de Tchang Tso Lin permit à l'armée sudiste de se reformer et — Chang Kaï Chek en ayant, quelques mois plus tard, assumé de nouveau le commandement — de recommencer son avance victorieuse vers le Nord.

Comment expliquer cette attitude des uns et des autres ?

Cela s'explique sans doute en partie par l'extraordinaire présomption des généraux chinois qui, persuadés de leur génie de stratèges et certains de vaincre, seuls, trouvent profitable de laisser battre un allié,

toujours considéré comme un rival. En partie aussi, par l'esprit d'intrigue qui est l'une de leurs plus profondes caractéristiques. Pour prendre ^{p.101} une sorte de contre-assurance, autant que par duplicité naturelle, ils établissent, par émissaires, des relations clandestines avec l'ennemi, prêts, selon les circonstances, au revirement, à la trahison.

Cet état d'esprit était tellement connu des milieux étrangers de Pékin que lors de mon séjour de 1927, j'ai entendu, parmi eux, les racontars les plus extravagants, d'où il résultait que les membres de l'« Ankuochun » étaient prêts à se vendre réciproquement. Chang Chun Chang, prétendaient certains, avait un arrangement secret avec Tchang Kaï Chek contre Tchang Tso Lin. La façon dont il avait abandonné, sans combattre, Nankin à l'envahisseur, donnait d'ailleurs quelque crédit à ce propos. Selon d'autres informateurs, Tchang Tso Lin, de son côté, ou du moins son conseiller, Yang Yu Ting, avait un accord tout aussi secret avec les Sudistes, contre le toupain du Chantoung, dont l'influence était jugée trop encombrante. Là encore, le fait que l'armée moukdénite n'avait, comme il est dit plus haut, aidé en aucune manière Chang Chun Chang et Sun Chuan Fang, pouvait donner à cela quelque vraisemblance.

Si on se rendait compte de ce que ces divers renseignements pouvaient avoir de fantaisiste, on avait néanmoins l'impression que tout était possible, dans ce que l'on racontait. Un fait, dans tous les cas, était certain — et j'avais pu le constater moi-même au cours de la conversation que j'avais eue avec ce personnage — c'est que Yang Yu Ting n'avait aucune envie de combattre les Sudistes, avec lesquels il s'efforçait de réaliser une entente. J'ai déjà mentionné ce qu'il me dit à ce sujet. Son ^{p.102} attitude fut tellement accentuée dans ce sens que certains journaux posèrent la question de savoir s'il était à cet égard d'accord avec Tchang Tso Lin, qui aurait ainsi trompé ses alliés de l'« Ankuochun », ou bien s'il agissait de son propre gré, auquel cas on estimait qu'il était urgent, pour le dictateur nordiste, de se débarrasser d'un conseiller militaire aussi énigmatique et aussi peu sûr ¹.

¹ *L'Écho de Chine*, des 20 et 21 février 1927.

La Chine nationaliste

Les circonstances, dans lesquelles eurent lieu, l'année suivante, la prise de Pékin et la fin tragique de Tchang Tso Lin, donnèrent la réponse à cette question troublante posée par la presse. Pour ceux qui les connurent et desquels j'en tins le récit qu'on lira plus loin, il n'était pas douteux que la victoire du Sud était due à la plus ténébreuse trahison.

@

CHAPITRE IV

L'éclipse passagère de Nankin. — Le clan du Kouangsi à Hankéou.
— Retour de Chang Kai Chek. — Rupture diplomatique du Sud
avec Moscou. — Reprise de l'expédition contre le Nord. — Défaite
des Nordistes et mort de Tchang Tso Lin. — Les Sudistes à Pékin.
— Nankin, capitale.

@

p.103 Ainsi qu'il a été déjà exposé, le gouvernement de Nankin, traversa, au cours de l'été 1927, une crise très dangereuse qui aurait dû entraîner sa disparition. Pour les raisons que nous avons indiquées, les Chinois et les étrangers de Shanghai, regrettant l'administration de Sun Chuan Fang, attendaient avec impatience ce dénouement, qui, à la fin du mois d'août, au moment de la chute de Chang Kai Chek paraissait inévitable. Mais il franchit ce cap redoutable, grâce surtout, ainsi qu'il vient d'être dit, à l'inexplicable inaction de Tchang Tso Lin et aux obscures manigances de l'entourage de ce dernier.

Nankin fut si peu inquiété du côté du Nord qu'il put se retourner contre le gouvernement de Hankéou resté sous l'influence russe et à la tête duquel se trouvaient les éléments extrémistes du « Kuomintang » : Wang Chin Wei, la veuve de Sun Yat Sen, Eugène Chen, etc.

Son armée eut facilement raison, durant p.104 l'automne, des troupes adverses commandées par Tang Cheng Che. Mais cette victoire fut remportée par les généraux du Kouangsi, Li Tsun Jen et Peï Chun Hsi, qui trouvèrent, là, l'occasion de se tailler un fief au Houpe et au Hounan. Leur collègue, Li Chi Sen, également Kouangsinais, étant le maître des provinces du Sud et de Canton, ce fut l'origine de la puissance du clan du Kouangsi, qui eut ainsi sous son autorité une grande partie de la Chine et qui devait, un jour, comme on le verra par la suite, se dresser contre le gouvernement central. Les Russes — Borodine et ses adjoints, le général Gallen et son état-major — étaient partis auparavant, comme les rats quittent un bateau quand ils sentent qu'il va sombrer.

Vers la fin du mois de novembre, les dirigeants du gouvernement de Nankin, sans doute conscients de leur faiblesse et des dangers dont ils étaient loin d'être sortis — aussi sur le conseil de Wang Ching Wei, réfugié à Shanghai depuis la prise de Hankéou et avec qui les relations n'étaient pas encore tout à fait rompues — demandèrent à Chang Kaï Chek de revenir parmi eux et de reprendre le commandement de leurs forces. Celui-ci, pendant cette disparition de trois mois, après être allé au Tchékiang, son pays natal, s'était rendu au Japon. Il était revenu, pour épouser à Shanghai une sœur de la veuve de Sun Yat Sen, après avoir répudié sa première femme. Ce mariage avait, pour lui, une grande importance, d'abord parce qu'il entraînait ainsi dans la famille du défunt prophète de la révolution, ensuite parce qu'il associait à sa vie une jeune femme aussi ambitieuse et intrigante, affirme-t-on, qu'elle est belle, énergique et intelligente. En ^{p.105} agissant de la sorte, il n'avait d'ailleurs fait qu'imiter Sun Yat Sen lui-même, qui avait également répudié une première femme pour se marier avec celle qui, restée l'amie des bolcheviks, prétend être, aujourd'hui, la véritable dépositaire de la pensée de l'auteur des « San Min » ¹.

Un mois plus tard, les Russes et leurs affiliés chinois tentèrent, à la faveur d'une mutinerie militaire, de s'emparer de nouveau de Canton. Li Chi Sen se trouvant à ce moment-là au Kouangsi, ils réussirent à être pendant quelques jours les maîtres de la métropole du Sud qu'ils terrorisèrent, selon leur coutume, par le pillage, le massacre et l'incendie.

Je ne fus pas trop surpris de cet événement, car ayant passé une semaine en cet endroit, trois mois auparavant, j'avais eu connaissance de l'arrivée récente de nombreux Russes, installés au consulat soviétique, et de l'inquiétude que l'on en concevait.

Li Chi Sen étant accouru et ayant repris la ville, la population se vengea de ce qu'elle venait de souffrir, en mettant impitoyablement à

¹ Elle n'a en effet jamais cessé de protester contre la rupture avec les Soviets, contraire, dit-elle, à la volonté et à la doctrine de son époux défunt. Elle l'a solennellement affirmé, notamment, dans des interviews de presse, quand elle vint d'Europe en Chine, en 1929, pour la translation des restes de Sun Yat Sen dans le mausolée élevé à Nankin.

mort tous ceux qui pouvaient être soupçonnés de quelque attache avec les communistes. C'est ainsi que, sur une telle présomption, pour s'être fait couper les cheveux courts, des jeunes filles perdirent la vie.

Ces faits doivent être rappelés surtout parce qu'ils furent, pour le gouvernement de Nankin, l'occasion de rompre toutes relations officielles avec ^{p.106} celui de Moscou. En sorte que la Russie se trouva désormais à cet égard, vis-à-vis de la Chine du Sud, dans une situation identique à celle qu'elle avait déjà vis-à-vis de la Chine du Nord.

La facilité avec laquelle Chang Kai Chek put reconstituer une armée assez forte et la pourvoir de munitions — alors que le concours des généraux du Kouangsi qui, dans la première partie de la campagne, avaient été ses principaux lieutenants, lui faisait désormais défaut —, est peut-être l'énigme la plus obscure dont ait été entouré le triomphe du Sud. Il est permis de se demander s'il n'y a pas eu, là, une aide de gens ou de pays qui, dans cette circonstance, ont joué sur Nankin et sur son généralissime, considéré, par eux, comme l'homme nécessaire.

Cela n'aurait du reste pas suffi pour donner la victoire. On doit faire aussi, dans ce résultat, la part des intrigues qui assurèrent, à Nankin, l'alliance des ennemis personnels de Tchang Tso Lin. Ce ne fut plus, ainsi, une armée purement sudiste qui marcha sur la capitale, mais une coalition où dominaient même avec les troupes de Feng Yu Hsiang et celles de Yen Hsi Chan, des éléments entièrement nordistes. Il est néanmoins probable que ce qu'il y eut de plus déterminant, dans l'effondrement du dictateur moukdénite, ce fut, comme il a été précédemment indiqué, la singulière conduite de ceux à qui il avait confié la direction de ses armées : son fils et Yan Yu Ting.

Un rapide aperçu des opérations militaires qui précédèrent l'entrée des alliés à Pékin fera saisir toute l'étrangeté de l'événement.

^{p.107} La nouvelle offensive contre le Nord fut déclenchée au mois de mars 1928. Les divisions de Nankin, sous le commandement de Chang Kai Chek, avançaient vers le Chantoung et le Tchéli, en se tenant à cheval à la fois sur la voie ferrée de Pouko à Tientsin et sur le Grand

canal. Elles avaient, devant elles, au long du chemin de fer, l'armée de Chang Chun Chang et, au long du Grand canal, celle de Sun Chuan Fang. Chang Chun Chang, qui avait mis en ligne toutes ses forces, sans garder de réserve pour la manœuvre, fut mis en déroute. Sun Chuan Fang fut d'autant plus contraint de battre, lui aussi, en retraite que la défection d'un de ses généraux le mettait dans une situation critique.

De ce côté-là, le Sud avait donc nettement la victoire. La capitale du Chantoung, Tsinan, fut prise au mois de mai et il est probable, qu'en dépit de l'armée du gouverneur du Tchéli, Chou You Pou, Tientsin n'aurait pas tardé à subir le même sort, si un incident grave, entraînant l'intervention japonaise, n'avait changé la situation.

On sait que, depuis les arrangements qui ont suivi la guerre mondiale, le Japon a, par suite de l'éviction des Allemands, de grands intérêts au Chantoung et qu'il y a assumé notamment la garde du chemin de fer. Dans les temps de crise, il y envoie des troupes pour protéger ses nombreux ressortissants, et c'est ce qu'il avait fait au moment de l'avance sudiste. Les soldats chinois ayant, selon leur coutume, commis des excès, dont des Japonais s'étaient trouvés victimes, la petite garnison nipponne intervint aussitôt et on eut alors le spectacle, très significatif au point de vue de la valeur militaire comparée, de la reprise de Tsinan, p.108 à cent mille soldats chinois, par — affirmèrent tous les journaux étrangers — une petite troupe de trois mille Japonais.

Quoi qu'il en soit, cet incident arrêta net, dans cette région, la marche de l'armée de Nankin.

Ce qui se passa, sur l'autre front, fut encore plus extraordinaire. Là, se trouvait, appuyée à la voie ferrée de Pékin à Hankéou, l'armée de Tchang Tso Lin, incontestablement la mieux outillée et la mieux exercée des armées de Chine, selon l'avis de tous les experts militaires. Cette armée, au passage de laquelle, ainsi qu'il a été dit plus haut, l'allié Ou Pei Fou s'était, d'une façon bien inattendue, opposé, avait d'abord franchi le fleuve Jaune, en marche vers le Sud ¹.

¹ Ou Pei Fou, battu, dans cette affaire, avait disparu une nouvelle fois et s'était réfugié au Setchoan, où il est encore.

Quelques mois plus tard, l'attitude de Yen Hsi Chan devenant inquiétante, Tchang Tso Lin — qui pouvait craindre d'être coupé de sa base par cet ennemi éventuel descendant du Chansi — ramena ses troupes au nord et les arrêta en avant de Paotingfou, pour couvrir la province du Tchéli. En sorte que lorsque Yen Hsi Chan se joignit effectivement au gouvernement de Nankin, l'armée de Moukden lui fit face, ainsi qu'au troisième adversaire, également allié de Nankin à ce moment-là, Feng Yu Hsiang. Les troupes de celui-ci avançaient loin de toute grande artère, entre les deux voies ferrées du « Tsinpou » que suivait l'armée de Tchang Kaï Chek, à l'est, et du « Kinhan » qui, à l'ouest, était l'axe des forces de Yen Hsi Chan ¹.

p.109 À l'est, Chang Kaï Chek était victorieux de Chang Chun Chang et de Sun Chuan Fang, mais, par suite de la barrière dressée à Tsinan par les Japonais, restait très éloigné du but à atteindre. À l'ouest, ses alliés étaient battus dans toutes les rencontres par les soldats de Tchang Tso Lin et, bien que plus rapprochés de Pékin, ne semblaient devoir jamais y arriver. Mais il se produisit de ce côté-là, ce fait singulier qu'après une bataille devant Paotingfou, où l'armée de Moukden avait eu comme à l'ordinaire la victoire, cette armée reçut, de ses chefs, l'ordre de battre en retraite vers la capitale.

On était à la fin du mois de mai et, retournant en Chine pour assister au développement des événements que j'avais commencé à suivre l'année précédente, je venais d'arriver à Pékin.

Je trouvai les milieux étrangers et les cercles diplomatiques en rumeur. Les propos allaient leur train. Je sus ainsi que la nouvelle d'une retraite de son armée avait provoqué, chez Tchang Tso Lin, une violente colère. Il avait appelé, auprès de lui, son fils, le maréchal Tchang Hsueh Liang, et le chef d'état-major Yang Yu Ting et leur avait donné des ordres pour que la lutte fût reprise et poursuivie à outrance.

¹ Le « Tsinpou » est la ligne qui va de Tientsin à Pouko, petit port sur le Yangtsé, en face de Nankin, et le « Kin-han », celle de Pékin à Hankéou.

Aux conseils qui lui avaient été insinués, de retourner à Moukden, il avait répondu par un refus énergique.

À dire vrai, il était très mal informé et il avait tout ignoré de ce qui s'était tramé dans son entourage même. Dans les légations étrangères, on était ^{p.110} beaucoup plus au fait. On y disait couramment que ses collaborateurs les plus proches avaient des relations secrètes avec Chang Kaï Chek. On s'attendait, chaque jour, à une révolution de palais.

Un diplomate de haut rang me conta qu'ayant rencontré, peu auparavant, dans un dîner, Tchang Hsueh Liang, celui-ci lui avait déclaré, avec une franchise déconcertante : « Certes, je suis maréchal nordiste et, comme tel, je ferai mon devoir, mais je reconnais que mes idées personnelles sont plutôt d'accord avec celles de nos adversaires. » Si l'on joint cet aveu à ce que l'on savait déjà de la politique personnelle de Yang Yu Ting vis-à-vis de Nankin, on comprendra qu'on ne pouvait avoir, du côté européen, aucune illusion sur ce qui allait suivre.

Cet aveuglement de Tchang Tso Lin, à un instant si tragique, émut certaines personnalités étrangères qui avaient l'occasion de le voir fréquemment. C'était le cas de trois attachés militaires de grandes puissances, qui eurent, à ce moment-là, avec lui, une dernière entrevue. Le jour même, j'en tins le récit de l'un d'entre eux.

Tchang leur ayant, une fois de plus, exprimé sa confiance dans son armée et dans le résultat final, l'un des trois attachés militaires, officier anglo-saxon, — renseigné, me dit-on, par les Japonais qui, là-bas, savent tout — estima qu'il devait, cette fois, dire toute la vérité. L'heure n'étant plus aux circonlocutions diplomatiques, il déclara sans ambages, au dictateur, qu'il était trahi par ceux en qui il avait placé sa confiance. La phrase fut traduite par un personnage chinois qui assistait à l'entrevue et que tous les Français connaissaient bien.

^{p.111} Sous le coup de cette révélation, Tchang Tso Lin pâlit légèrement, mais s'étant aussitôt ressaisi, il se pencha vers le traducteur et dit ce simple mot : « Qui ? » La question fut posée à l'attaché militaire, mais celui-ci, répugnant à préciser davantage, garda le silence.

Comprenant alors qu'il ne pouvait plus lutter, il décida de retourner en Mandchourie. Mais cette retraite ne suffisait pas à certains ; il fallait qu'il disparût. Il partit de Pékin, dans la nuit du 3 juin, avec un déménagement complet qui occupait tout un long train. Le matin suivant, avant d'entrer en gare de Moukden, son wagon sautait, littéralement déchiqueté, avec tous ses occupants. Sa mort, qui avait dû être immédiate, ne fut annoncée officiellement qu'une quinzaine de jours plus tard.

Aucune enquête ne fut faite, si ce n'est par les Japonais, qui en ont gardé secret le résultat. Parmi les étrangers, trois hypothèses furent émises. Les uns pensèrent que l'attentat était l'œuvre des Japonais, parce que l'explosion s'était produite sous un pont gardé par des sentinelles à eux. Cela paraissait cependant peu probable, la force de destruction indiquant non pas l'effet d'une simple bombe, mais d'une forte quantité d'explosif, aménagée dans la voiture même — dans la double toiture, dit-on — avant le départ.

D'autres crurent y voir la main d'agents du gouvernement de Nankin. Pour le plus grand nombre, il fallait chercher les coupables dans l'entourage même de la victime. L'Extrême-Orient sachant garder, en ces matières délicates, le silence le plus absolu, il restera, sur cette fin dramatique, un mystère qui ne sera sans doute jamais éclairci.

p.112 On prétendit, dans les milieux bien informés, que Tchang Hsueh Liang et Yang Yu Ting essayèrent alors de négocier leur entrée dans le nouveau gouvernement et le maintien de leur armée dans la région de Pékin. Un refus catégorique leur ayant été opposé, ils partirent pour Tientsin et la Mandchourie, emmenant, pour le transport de leurs troupes, tout le matériel de chemin de fer, dont ils ne restituèrent, plus tard, pour les besoins de la ligne Pékin-Moukden, qu'une très faible partie ¹.

¹ Sept mois plus tard, vers le milieu de janvier 1929, Yang Yu Ting était à son tour mis à mort par Tchang Hsueh Liang. Celui-ci fit rédiger après coup, par la Haute Cour de Moukden, un jugement, d'après lequel Yang Yu Ting était condamné à mort pour avoir tramé des complots contre l'unification de la Chine, pour avoir voulu renverser le gouvernement, de connivence avec des communistes, et pour avoir dilapidé les fonds de l'arsenal (dont il avait été du reste le créateur).

Cinq jours s'écoulèrent dans l'attente des troupes nationalistes. Pékin était soumis à la loi martiale la plus stricte. Au soir, tous les magasins étaient fermés et il n'y avait plus, dans les rues, que les patrouilles de soldats accompagnés d'exécuteurs portant le coupe-coupe à gaine de cuir en travers du dos. L'ordre fut ainsi maintenu par la police et ^{p.113} par deux mille hommes des troupes de Moukden, qui, après entente avec le corps diplomatique, étaient restés jusqu'à l'arrivée de leurs remplaçants. Le seul ennui sérieux fut d'être privés, pendant une quinzaine de jours, de toutes relations avec l'extérieur, les chemins de fer, la poste et le télégraphe ne fonctionnant plus.

La fermeture de toutes les portes de la grande muraille, en interdisant l'accès de la capitale aux armées en retraite, contribua d'ailleurs puissamment à la sécurité. Le quartier des légations, où tiennent garnison des détachements des diverses puissances, avait doublé ses gardes à chacune de ses portes que l'on avait en outre garnies de barbelés.

À Tientsin, par suite de la démolition déjà ancienne des murailles, les soldats débandés ayant pu pénétrer dans la cité indigène, il y eut du pillage et des meurtres nombreux.

Le 8 juin, je vis entrer, dans la ville tartare, les premières troupes — environ un régiment — du Chansi. Jamais certes on ne vit soldats victorieux plus lamentables. Sans tambours, ni trompettes, hâves, dépenaillés, se traînant avec peine, armés de la manière la plus hétéroclite, beaucoup n'ayant qu'un pistolet Mauser, ils parurent surprendre grandement la foule chinoise, déconcertée par cette absence totale d'allure guerrière. Qu'ils eussent vaincu l'armée de Moukden, si bien exercée, vêtue et outillée, était une preuve de la

Il y eut d'autres versions bien différentes, d'où il résultait que Yang Yu Ting et un autre général, Chang Yng Huai, considéré comme son second, furent abattus à coups de revolver, après avoir été invités à venir au palais, pour jouer au mahjong. Sun Chuan Fang — que l'on disait avoir été l'instigateur du meurtre et qui tenait à s'en disculper — raconta, à un journaliste japonais du Maushu Nippo, que Tchang Hsueh Liang lui avait avoué avoir tué, lui-même, avec son revolver, les deux victimes, en affirmant d'ailleurs qu'il avait agi justement et qu'il répondait de son acte devant le peuple de Mandchourie. (Voir *la Politique de Pékin*, 26 janvier 1929.)

trahison dont il ne faisait désormais de doute pour personne que Tchang Tso Lin avait été la victime.

Il y eut, dans tout ce passage à un nouveau régime, une confusion extrême. D'inquiétantes rivalités se manifestèrent. Enfin, l'esprit sudiste vint ^{p.114} troubler profondément l'atmosphère traditionaliste du Nord.

Le gouvernement de Nankin avait donné à Yen Hsi Chan, toupain du Chansi, le commandement de cette région du Tchéli, dont le nom était changé en celui de Hopeï, Pékin devant également s'appeler désormais : Peiping. Mais cette nomination lésait gravement Feng Yu Hsiang, qui désirait vivement avoir le contrôle de cette province, parce qu'elle répondait au besoin absolu qu'il avait d'un accès à la mer et parce qu'il en avait été le maître trois ans plus tôt.

Il avait écrit, à tous les ministres étrangers, une lettre dans laquelle il leur marquait son intention de revenir à Pékin, en leur affirmant — pour ne pas rencontrer d'opposition chez eux — qu'il était l'ennemi des communistes. Il avait fait avancer en hâte une forte avant-garde qui s'était établie dans un grand casernement situé au nord-ouest de la ville, en avant du palais d'Été. Il avait aussi envoyé des troupes à Tongkou, à l'embouchure du Pei ho dans le golfe du Petchili, pour s'assurer ainsi la maîtrise de cette porte sur la mer.

Au même instant, le clan des généraux du Kouangsi, installé en partie au nouveau fief de Hankéou, — bien que n'ayant pris aucune part à l'expédition — envoya une centaine de mille hommes à Pékin, sous le commandement de l'un d'eux, Peï Chun Hsi. Cette armée, qui arriva avec une rapidité déconcertante, prit de suite une grande place dans cette région. Son jeune chef se signala aussitôt, par une propagande socialiste très active, en accord avec la doctrine du maître Sun Yat Sen.

Sous son égide, des meneurs, dressés à l'école ^{p.115} de Moscou, organisèrent méthodiquement des « Unions » dans tous les corps de métier. Non seulement ils agirent parmi le personnel des grandes sociétés, mais il n'y eut pas de magasins et de petits ateliers qui ne reçurent leur visite. Des affiches furent placardées partout portant ces

mots : « À bas le capitalisme ! à bas l'impérialisme ! à bas les Japonais ! » Tous les étrangers étaient du reste englobés dans cette animadversion, mais depuis l'affaire toute récente de Tsinan, le sentiment anti-japonais était surtout affiché.

Il y eut, aux carrefours, des orateurs, pérorant contre les traités inégaux, l'extra-territorialité, etc. Peï Chun Hsi prit, lui-même, à plusieurs reprises, la parole ; il tint, aux étudiants notamment, des propos susceptibles de provoquer, parmi eux, une excitation dangereuse. Dans une réunion des employés de tramways, au Parc central, il alla jusqu'à promettre aux ouvriers l'appui de ses soldats.

Ce même homme, qui avait déchaîné ainsi, dans le Nord, cette effervescence ouvrière, fera peu de temps après, avec ses collègues du Kouangsi, figure de réactionnaire, quand au Comité central exécutif du parti kuomintang, il s'agira de défendre les prérogatives des généraux. À vrai dire, le clan du Kouangsi, dominant militairement Canton, dans le Sud, Hankéou au Centre, Pékin et Tientsin, dans le Nord, semblait bien être, à ce moment-là, le groupement féodal le plus puissant de la Chine.

L'inquiétude qu'avaient fait naître ces compétitions et cette agitation brouillonne se calma quelque peu, quand on vit les généraux obtempérer aux ordres de Nankin. Feng Yu Hsiang ramena ses ^{p.116} troupes vers le Honan, après avoir obtenu d'ailleurs que des postes très importants de Pékin fussent donnés à des hommes à lui. Peï Chun Hsi ayant été chargé de pourchasser les armées nordistes battues de Chang Chun Chang et de Chou You Pou ¹, Pékin et Tientsin furent débarrassés de son action encombrante et de ses troupes qui s'établirent finalement en deçà de la Grande muraille, face à la frontière de Mandchourie.

La venue, à Pékin, de Chang Kaï Chek, vers le milieu du mois de juillet, et la cérémonie qui eut lieu alors devant le cercueil de Sun Yat Sen, encore déposé à la pagode de Py Yuen tze, dans les collines de

¹ Moukden n'ayant pas voulu laisser pénétrer au Fengtien ces armées nordistes naguère alliées dans l'« Ankuochun », celles-ci, prises entre deux feux, furent, après quelques combats, désarmées. Les chefs se réfugièrent à Dairen, port japonais du sud mandchourien, tandis que les soldats passaient, selon l'usage chinois, au service des ennemis de la veille, ou bien formaient des bandes de brigands.

l'Ouest — cérémonie à laquelle assistèrent, entourant le généralissime, Yen Hsi Chan, Feng Yu Hsiang et le Kouangsinais Li Tsun Jen, venu de Hankéou — entretenaient cette vague d'optimisme. Il faut dire qu'il y avait, dans cet apaisement des inquiétudes populaires, beaucoup plus de désir que de confiance. Une incertitude et une appréhension persistaient dans les masses, et l'opinion des étrangers ayant une grande expérience de ce pays était même franchement mauvaise.

Un article du plus important journal anglais de la Chine du Nord, le *Peking and Tientsin Times*, exprimait avec force cet état d'esprit.

« Les perspectives, écrivait-il, d'un règlement général entre les divers chefs militaires de la Chine ^{p.117} ne sont pas brillantes. Il est nécessaire, de savoir si l'unité, dont on se vante tant, est un fait ou une fiction. Y a-t-il quatre ou cinq factions militaires, chacune possédant un pouvoir beaucoup plus grand que celui que possède ce petit groupe de kuomintang qui s'appelle : le Comité central exécutif de Nankin, ou bien Nankin a-t-il le droit d'affirmer qu'il constitue un gouvernement complet et qu'il a la possibilité et l'habileté de gouverner ?

Il ne peut y avoir aucun programme national — politique, financier ou économique — basé sur une unité ou une loyauté fictives. Un tarif national ne peut pas être mis en force pendant que les militaristes prélèvent des taxes à droite et à gauche, à tort ou à raison. Un compromis est possible sur les points de détail, mais non pas sur les grandes questions de finance et d'autorité centralisées. Non ! les perspectives d'un règlement ne sont pas brillantes !

Ce que je savais de la situation des chefs militaires vivant, dans leurs provinces, en despotes, accumulant d'énormes fortunes mises à l'abri dans les banques étrangères ; ce que je savais aussi de leur esprit d'intrigues et de leur fausseté, de leur mégalomanie et de leur caractère extraordinairement présomptueux qui les porte à se croire destinés à la domination de la Chine entière ; tout me rendait personnellement très sceptique sur la réunification dont on faisait, à ce

moment-là, grand état dans les informations mondiales. Je formulai à cet égard, dans une de mes correspondances à un grand journal ¹, les réserves les plus nettes qui ont p.118 été, depuis, amplement justifiées par les événements.



Correspondance de Jean Rodes. *Le Matin*, 28 juillet 1928.

M'étant absenté quelque temps, pour me rendre en Indochine, quand je revins à Pékin, au mois de septembre, la vague d'optimisme, mentionnée plus haut, avait fait place aux plus tristes réalités et à un mécontentement extrême de la population. Tous les espoirs d'amélioration que l'on avait pu concevoir de la venue des nationalistes s'étaient évanouis. Ainsi, à la demande, présentée par les Chambres de commerce, de réduire les taxes excessives établies par Tchang Tso Lin, les autorités nouvelles avaient répondu non seulement en maintenant

¹ *Le Matin*, 28 juillet 1928 [Cf. [Gallica](#)].

ces taxes, mais en les « légalisant », comme par dérision, alors qu'elles étaient appelées « illégales » par le peuple. De nouvelles taxes avaient même été créées — notamment sur la farine — qui avaient considérablement accru le coût de la vie, déjà fort élevé.

Des mesures beaucoup plus graves encore, avaient été prises, qui provoquaient une situation quasi catastrophique. On avait décidé d'enlever la capitale à Pékin, pour la transporter à Nankin. En conséquence, tous les ministères et bureaux divers ayant été supprimés, trente mille fonctionnaires d'une certaine classe s'étaient trouvés brusquement sans aucune situation. Si on ajoute les petits emplois qui, pour la même raison, avaient disparu, cela portait à une centaine de mille le nombre de personnes licenciées. En comptant les familles et les petites gens qui vivaient d'elles, on arrivait à constater — ce chiffre fut donné par une enquête de police — qu'un septième de la population s'était vu ainsi privé de moyens d'existence.

p.119 Dans le bas peuple, la misère était intense ; il était visible que le nombre de mendiants non professionnels avait augmenté ; les ventes d'enfants, qui ont d'ordinaire lieu durant les périodes de disette, se multipliaient également.

Beaucoup d'anciens fonctionnaires regagnaient leur lieu d'origine ; d'autres allaient solliciter place ou travail à Shanghai, Nankin ou Tientsin. Certains acceptaient des emplois de commis dans des maisons de commerce de cette dernière ville. Bien des étrangers eux-mêmes allaient chercher fortune ailleurs.

Cet exode portait naturellement le plus grand tort au commerce local. Bien que les autorités fissent tous leurs efforts pour empêcher les magasins de fermer — cette fermeture diminuant le produit des taxes — le nombre de boutiques ayant clos leurs portes n'avait cessé d'augmenter — plusieurs milliers depuis six mois, disaient les journaux.

Tous étaient angoissés par cette rapide décadence que confirma d'ailleurs le rapport qu'un délégué spécial de Nankin, Yang Hsi Chi, envoya à son gouvernement.

Le mécontentement de la population était d'autant plus vif que l'on avait vu des Sudistes venir occuper les emplois qui subsistaient dans l'ancienne capitale. Un sentiment d'hostilité et de révolte contre Nankin existait désormais dans les provinces du Nord, surtout à Pékin et Tientsin, tant chez les étrangers que chez les Chinois.

Le désir d'échapper à cette domination abusive et maladroite était tel qu'en dépit des préventions que l'on avait contre Feng Yu Hsiang et ses anciennes relations avec les Soviets, tous les espoirs se ^{p.120} tournaient vers lui. À la fin du mois de juillet, le *Peking and Tientsin Times* avait publié une opinion à cet égard très caractéristique et qui, deux mois plus tard, était tout à fait l'expression d'un état d'esprit général.

« Il faut prendre, avait dit ce journal, Feng Yu Hsiang tel qu'il est, comme nous le trouvons. On ne peut plus « ne pas s'en occuper ». La postérité le jugera et dira ce qu'elle pense de sa remarquable carrière.

Il se peut que l'on ait besoin d'un homme. Si un tel jour arrivait, tous devraient être disposés à examiner scrupuleusement la carrière de l'homme qui descendrait ainsi dans l'arène. Les doutes s'évanouiraient d'eux-mêmes et tous seraient heureux de voir qu'une main forte est parmi nous pour prendre le gouvernail et conduire à bon port le navire de l'État.

En réalité, on attendait un libérateur, un sauveur, qui rendrait la vie à toute cette partie de la Chine, sacrifiée par les hommes de Nankin.

TROISIÈME PARTIE
LE GOUVERNEMENT DE NANKIN

CHAPITRE PREMIER

Les divisions du parti kuomintang. — Session du Comité central exécutif, à Nankin. — Rivalités et dissensions. — Accommodements. — Réorganisation gouvernementale. — Triomphe du clan Soong-Chang Kaï Chek.

@

p.123 Si la prise de Pékin avait marqué la victoire du parti kuomintang, il faut noter que cette victoire s'était produite alors que ce parti se trouvait déjà profondément divisé. Il n'était d'ailleurs resté uni que du vivant de son fondateur et chef, Sun Yat Sen. Le premier Congrès national kuomintang s'était tenu, en 1924, à Canton, sous sa présidence. Après sa mort — qui avait eu lieu, comme il a été dit, au printemps de 1925, à Pékin — une première scission s'était produite.

Un certain nombre de membres modérés du parti, réunis aux environs de la capitale, avaient décidé de tenir, en 1926, à Shanghai, le second Congrès national kuomintang. On a, depuis lors, appelé ce groupe : faction des Collines de l'Ouest, en souvenir de l'endroit où il avait tenu ses premiers conciliabules, dans la banlieue de Pékin. Au mois de janvier de cette même année 1926, ceux qui prétendaient être les véritables dépositaires de la pensée de Sun Yat Sen et dont p.124 Wang Ching Wei ¹ était le plus notoire, formèrent, à Canton, un Comité central exécutif qui,

¹ Wang Ching Wei, né à Canton, en 1883, ses examens chinois passés, se rendit au Japon, pour étudier le droit. Il y rencontra Sun Yat Sen, qui faisait sa propagande parmi ses compatriotes, et devint son disciple. Il dirigea, à Tokio, un journal révolutionnaire, le *Ming Pao*. Homme d'action, il se rendit, en 1910, à Pékin, où il tenta d'assassiner le régent. Il était alors connu sous le nom de Wang Chao Ming. Condamné à la prison perpétuelle, la révolution le délivra. Il s'attacha dès lors à la personne de Sun Yat Sen. C'est à lui que ce dernier dicta son testament avant de mourir. Estimant que le gouvernement de Nankin n'est pas fidèle à la doctrine de l'auteur des San Min, il s'en est séparé et a fondé le parti réorganisationniste, pour lutter contre ceux qu'il accuse d'avoir faussé la révolution. Ceux-ci ont riposté en le rayant avec éclat du parti kuomintang. Bien qu'il se soit déclaré, à plusieurs reprises, hostile aux communistes, ses ennemis ont prétendu qu'il était secrètement d'accord avec eux. Il aurait notamment participé à la tentative de reprise de Canton par les Rouges, au mois de décembre 1927. Il s'est, dans tous les cas, trouvé d'accord, au gouvernement de Hankéou, avec Eugène Chen et la veuve de Sun Yat Sen, qui ont toujours affirmé leur union avec Moscou. Il est vrai que plus tard il s'allia, dans la lutte contre Nankin et Chang Kaï Chek, aux chefs militaires, grands féodaux, contre lesquels il s'était toujours élevé, dans toutes les réunions du parti. Ce faisant d'ailleurs, il ne fera qu'imiter son maître Sun Yat Sen, qui s'unit naguère à Tchang Tso Lin contre Ou Pei Fou.

après la rupture de Chang Kai Chek avec le gouvernement de Hankéou, se trouva, lui-même, coupé en deux. Le comité établi à Nankin, en 1927, après cette rupture, était composé en majorité de gens appartenant à la faction des Collines de l'Ouest.

En 1928, au moment de la reprise des opérations contre le Nord, les dirigeants de Nankin voulurent mettre fin à ces divisions. Ils pressentirent Wang Ching Wei qui répondit qu'aucune conciliation ne serait possible tant qu'on n'aurait pas réussi à soumettre les chefs militaires à l'autorité civile. p.125

Ce désir de réunifier le parti kuomintang avait évidemment pour but principal de bien établir que le gouvernement de Nankin en était la pure émanation et de faire ainsi reconnaître, par tous, d'une manière indiscutable, son autorité. On pensa que la victoire créait des conditions favorables à cette réconciliation. C'est dans cet esprit que se tint la session plénière du Comité central exécutif du parti, à Nankin, au mois d'août.

Ce Congrès qui avait été annoncé pour le premier jour de ce mois, ne put, par suite de difficultés assez obscures, s'ouvrir que le 12 et, bien loin d'amener l'entente désirée, il fut marqué, dès le début, par le plus vif désaccord. Wang Ching Wei, pour qui ce Comité central exécutif ne pouvait être qu'illégal, n'y assista pas, mais nombre de ses partisans, dont Cheng Kung Po — après de pressantes sollicitations de Chang Kai Chek, qui craignait que le quorum ne fut pas atteint — y représentèrent ses idées. Ce groupe de Cantonais qualifiés d'extrémistes posa, dès la première réunion, la question des généraux, en demandant la suppression radicale de la véritable souveraineté qu'ils exerçaient dans leurs provinces et leur dépendance absolue, en toutes matières, du gouvernement, ainsi que cela se passe dans tous les pays modernes.

Le clan du Kouangsi s'opposa vivement à cette thèse et son porte-parole, le général Li Tsung Jen, fit valoir qu'une telle centralisation ne pouvait convenir à la Chine qui était fort loin d'y être préparée. Par contre, et cela se comprend à merveille, ceux qui détenaient le pouvoir central se trouvèrent, du moins sur ce point, tout à fait d'accord avec

les représentants de Wang Ching Wei. En sorte que ^{p.126} lorsqu'on passa aux voix, la motion hostile aux généraux eut le plus grand nombre de suffrages. Le général Chang Kai Chek faisait partie de cette majorité. Cela ne saurait surprendre, car ce vote, s'il avait pu être mis en pratique, plaçait étroitement sous ses ordres tous les autres chefs militaires, en réalité ses rivaux.

Les vétérans du parti, ses membres les plus sages et les plus modérés, prévoyant sans doute les guerres civiles que cette politique provoquerait plus tard, se rangèrent, dans cette question, avec le clan du Kouangsi. Ils manifestèrent même avec éclat leur mécontentement de la résolution adoptée, en se retirant de la session plénière et en abandonnant Nankin pour rentrer à Shanghai. Ce fut notamment le cas de ces kuomintang particulièrement respectés : Li Yu Yn, Tsai Yuan Peï, Wu Tse Hui et Chang Chin Kiang. Ce départ remettait d'ailleurs tout en cause ; le quorum, par suite de ces absences, n'étant en effet plus atteint, les travaux de cette session ne pouvaient ni se poursuivre ni se conclure.

Chang Kai Chek, comme il l'avait fait pour les extrémistes, chercha à obtenir que les modérés revinssent sur leur décision. Il se rendit, dans ce but, à Shanghai, mais ses efforts, cette fois, furent vains.

Des personnages kuomintang, qui rentraient à ce moment-là d'un voyage en Europe : Hou Han Min, C. C. Wu, etc..., réussirent là où il avait échoué. Hou Han Min surtout, type d'homme du centre, aussi éloigné de la gauche que de la droite du parti, fin politique, parvint à rétablir l'entente. Les transfuges revinrent donc à Nankin et le Comité ^{p.127} central exécutif put ainsi continuer ses travaux. Sur la question des généraux, cause de la rupture, le compromis qui fut adopté ne fit que reculer le conflit, en renvoyant à plus tard l'exécution du vote relatif à la suppression de l'autonomie des chefs militaires dans leurs provinces. On décida en effet que cette autonomie prendrait fin au mois de mars de l'année suivante. Les généraux feignirent d'accepter cette solution, mais on verra par la suite quelle fut, en cette circonstance, leur complète absence de sincérité. De même, ils parurent approuver les modifications apportées au système militaire de la Chine. D'après ces

nouvelles mesures, la moitié de leurs soldats devaient être licenciés, l'autre moitié passant sous le contrôle direct du gouvernement central. Bien qu'on leur laissât la direction du licenciement et la faculté d'entretenir des forces de police provinciales, un pareil régime, s'il eut été vraiment appliqué, eut amené la disparition des armées personnelles auxquelles ils devaient leur puissance. Ils votèrent tout cela avec un si apparent bon vouloir qu'on compara alors leur attitude à celle de la noblesse française dans la nuit historique du 4 août. On ne tardera pas à voir quelle fut encore là leur dissimulation.

Cette session du Comité central exécutif, après la victoire sur le Nord, a néanmoins marqué, pour le groupe de Nankin, ses débuts comme gouvernement de l'ensemble de la Chine. Bien qu'il ne perçût l'impôt et n'eût d'autorité réelle que dans le Kiangsou et une partie du Tchékiang, toutes les provinces — sauf celles de Mandchourie où les Japonais s'opposaient à cette vassalité de pure ^{p.128} forme — le reconnaissaient désormais théoriquement.

Les puissances étrangères ayant déclaré, à la Conférence de Washington, qu'elles ne pourraient consentir à la révision des anciens traités que lorsque la Chine serait réunifiée et pacifiée, avec un gouvernement stable, chacun voulut sans doute contribuer à ce que ces conditions parussent être remplies. Ainsi s'expliquent les manifestations de loyalisme et de désintéressement qu'affectèrent les généraux en cette circonstance et qu'ils démentiront le jour où leurs privilèges seront sérieusement menacés.

Le gouvernement de Nankin, qui n'existait depuis guère plus d'une année, n'avait eu jusqu'à ce jour qu'une armature sommaire et comme provisoire. Tout l'appareil ne se composait que de deux comités : le Comité central exécutif et le Comité de contrôle. En principe, les membres de ces deux comités étaient désignés par un Congrès national de tous les délégués kuomintang qui devait se réunir tous les ans, mais qui en réalité n'avait jamais pu encore avoir lieu dans toute l'intégrité de la règle posée par Sun Yat Sen. Pour sortir de cet état

transitoire et incomplet, il fut décidé que le gouvernement serait réorganisé et comprendrait tous les éléments qu'avait prévus le fondateur du parti, pour la période éducationnelle à laquelle venait d'aboutir le mouvement révolutionnaire ¹.

Cette réorganisation était parachevée au mois ^{p.129} d'octobre ². À la base, il y avait toujours le Congrès national annuel du parti kuomintang. Ce Congrès, comme précédemment, devait choisir les membres du Comité central exécutif et du Comité central de contrôle. Le Comité central exécutif, qui est vraiment le *deus ex machina* de toute cette organisation, se réunit, selon les besoins, deux ou trois fois dans l'année. Il nomme un Conseil d'État de seize membres dont le président est le plus haut fonctionnaire de la république. Au-dessous du Comité central, exécutif et responsable vis-à-vis de lui, il y a un Conseil politique central qui a, parmi ses attributions, celle de délibérer sur le choix des conseillers d'État et sur la composition de cinq Conseils ou « Yuans », auxquels incombe le travail de reconstruction. Ces « Yuans », dont le rôle doit par conséquent être très important, sont : le Yuan exécutif, président : Tan Yen Kai ; le Yuan législatif, président : Hou Han Min ; le Yuan de contrôle, président : Tsai Yuan Peï ; le Yuan d'examen, président : Ta Chi Tao ; le Yuan judiciaire, président : Wong Chong Huy. Tous ces présidents font partie du Conseil d'État.

Les ministères, qui viennent ensuite, dépendent, tous, du Yuan exécutif, sauf celui de la justice qui relève du Yuan judiciaire.

Quant aux lois, elles sont préparées par le Yuan législatif, décidées par le Conseil d'État et promulguées par le Yuan exécutif.

^{p.130} Tout cela était bien touffu, bien enchevêtré. Des personnages notoires faisaient par exemple partie à la fois de plusieurs de ces organismes nouveaux. Il était à craindre que cette création ne restât

¹ Trois périodes avaient été prévues : la période militaire, que, très présomptueusement, on estimait avoir été close par la prise de Pékin ; la période d'éducation et de tutelle, pendant laquelle le peuple serait préparé à la politique démocratique ; enfin la période constitutionnelle et parlementaire.

² Loi du 4 octobre 1928.

purement théorique et ne fonctionnât dans le vide. Belle façade impressionnante et moderne, trop surchargée, derrière laquelle vraisemblablement les choses continueraient d'aller selon les méthodes et les accommodements de jadis.

Bien des nominations paraissaient être de simple appareil. Ainsi celle du maréchal Feu Yu Hsiang comme ministre de la Guerre. Voilà un ministre qui possédait, dans une partie de la Chine, une forte armée personnelle à sa solde. S'imagine-t-on que les autres généraux, maîtres, eux aussi, de provinces et d'armées personnelles, allaient se soumettre à ses ordonnances, alors que celles-ci auraient inévitablement pour but de les affaiblir comparativement à lui ?

On pourrait en dire autant de Li Chi Sen, du clan du Kouangsi, nommé chef d'état-major général. Et de Yen Hsi Chan, ministre de l'Intérieur. Pense-t-on que les chefs militaires, véritables satrapes dans leurs fiefs, accepteraient la direction administrative de ce collègue du Nord ? Croit-on que lui-même abandonnerait sa province du Chansi et son commandement de la région Pékin-Tientsin — qu'il risquerait fort de ne plus retrouver — pour venir remplir, à Nankin, un très problématique emploi ?

Non, cette distribution de fonctions magnifiques était une chose fictive, théâtrale, bien dans la manière chinoise habituelle du faux-semblant qui ne pouvait tromper personne, et moins que ^{p.131} quiconque, ceux qui en étaient les apparents bénéficiaires.

Les bénéficiaires réels de cette construction artificielle et de cette mise en scène laborieuse ne pouvaient être que ceux qui, à l'abri du nom de Sun Yat Sen, s'étaient emparés du pouvoir, surtout Chang Kaï Chek, qui avait si adroitement manœuvré, dans cette session mouvementée du Comité central exécutif, qu'il en était sorti président du Conseil d'État, avec toutes les attributions d'un président de République.

En somme, comme toujours en Chine, il s'agissait d'un clan qui s'efforçait d'imposer sa domination, en utilisant, pour cela, tous les atouts que sa situation gouvernementale, bientôt reconnue, lui donnait. Et ce clan, étiqueté désormais : clan Soong-Chang Kaï Chek, on aurait aussi

bien pu l'appeler : clan de la famille de Sun Yat Sen, car tous les membres de celle-ci — sauf la veuve qui, si elle est une révolutionnaire fanatique, semble avoir du moins un beau caractère, noblement désintéressé — occupent les plus hautes, les plus effectives fonctions de la République. Le fils (fils de la première femme répudiée), Sun Fo, est ministre des Communications ; le beau-frère, Chang Kai Chek, est chef de l'État ; un autre beau-frère, Kung, est ministre du Commerce et de l'Industrie ; le frère de ces femmes, sœurs de la veuve et mariées à ces grands mandarins de la République, Soong, est ministre des Finances.

Si on y ajoute ceux qui ont lié leur sort à la fortune de cette famille, on a un de ces petits ^{p.132} groupements qu'on appelle, là-bas, péjorativement, une « clique », qui ne représentent guère qu'eux-mêmes, en dehors de tout contrôle et sans autre raison d'être que d'avoir été les plus forts et les plus malins.

C'est bien le cas de celui-ci. Il prétend tenir ses pouvoirs du parti kuomintang, mais pour en avoir l'apparence, il a faussé le troisième Congrès national qui s'est tenu au mois de mars 1929. Les membres de ce Congrès n'ont en effet pas été désignés, comme cela doit se faire, par les comités locaux. Sous le prétexte que ces comités n'étaient pas encore régulièrement formés dans toute la Chine du Nord, le gouvernement de Nankin a nommé, pour représenter ces régions, des partisans à lui, qui n'en étaient même pas originaires. Selon une information de l'agence Reuter, sur les 211 délégués ayant assisté à ce Congrès, 80 p. 100 avaient été ainsi arbitrairement choisis. C'est d'ailleurs une chose contre laquelle ont protesté violemment les clans rivaux et l'on verra que ce sera le principal grief invoqué par eux pour justifier leur rébellion.

Il ne saurait d'ailleurs être question de critiquer cet état de fait qui est le produit naturel de l'état de la Chine elle-même, état déterminé par diverses causes, dont les plus importantes sont : l'ignorance et la profonde indifférence des populations en matière politique, le régime des grandes bandes soldatesques engendré par la révolution, l'atmosphère moyenâgeuse et féodale ainsi créée dans tout le pays.

Il s'agit donc moins de discuter si le gouvernement de ce clan est légitime que de savoir s'il est capable de gouverner, en assurant aux individus et aux intérêts, le minimum indispensable de sécurité. Il p.133 importe peu que ses actes soient rigoureusement légaux, s'ils tendent vers un bon résultat, s'ils doivent surtout éviter le pire. C'est par exemple au pire qu'eut certainement abouti un Congrès national où eussent été représentés, selon les règles du parti kuomintang, tous les comités locaux, presque uniquement composés de jeunes gens animés d'un esprit anarchique et très influencés par la propagande de Moscou.

Il ne faut donc pas juger avec notre rectitude occidentale, les singularités de la politique, dans un pays où, par suite de la mentalité générale et de l'état social, la légalité est une pure fiction décorative.

Il semble que les Puissances aient obéi à des considérations de ce genre, en reconnaissant *de jure* le gouvernement de Nankin. Et sans doute n'est-il pas téméraire de penser que la confiance inspirée par le généralissime Chang Kai Chek, aux nations intéressées au rétablissement de l'ordre en Chine, a eu sa grande part dans cette détermination ¹.

p.134 Depuis la mort de Yuan Chi Kai, les chancelleries étrangères attendaient que se révélât un autre dictateur, capable de s'imposer à tous et de prendre la direction d'une poigne vigoureuse. Ou Pei Fou et Feng Yu Hsiang ont tour à tour donné cet espoir et l'ont déçu, avec cette réserve cependant que le rôle de celui-ci ne paraît pas encore terminé.

¹ À deux reprises, alors qu'il semblait devoir disparaître, il ne paraît pas douteux que le gouvernement de Nankin ait été sauvé par l'appui financier secret d'une ou de plusieurs Puissances, de l'Amérique surtout, a-t-on dit, à l'été de 1927, au moment où son corps expéditionnaire était rejeté sur la rive droite du Yang-tsé et où Chang Kai Chek démissionnait. En 1930, au début de la guerre contre la coalition nordiste, quand ses armées étaient battues, ses caisses vides et que ses troupes se mutinaient jusque dans le voisinage même de la capitale. Il a pu soudain acheter alors des défections chez l'adversaire, s'assurer le concours du maître de la Mandchourie, Tchang Hsueh Liang, pour une somme dont on a donné le chiffre (dix millions de dollars, selon les agences Kuo Wen et Rengo) et faire venir d'Europe de nombreux avions et des obus asphyxiants qui ont changé le résultat des batailles, en face d'un ennemi pourvu d'un armement très inférieur.

Chang Kaï Chek, après sa marche victorieuse sur le Yangtsé et sa rupture avec Moscou, était apparu comme l'homme nécessaire, le général qui mettrait fin aux excès de la révolution chinoise. En dépit des éclipses qui, à diverses reprises, ont obscurci son étoile, sa dernière victoire sur la plus puissante coalition qui se soit dressée contre Nankin a confirmé cette opinion. Certains ont dès lors voulu voir, en lui, le Mustapha Kémal de la Chine.

Cette prévision paraît certes exagérément optimiste, quand on connaît les effroyables conditions dans lesquelles se trouve cet immense pays, en proie à toutes sortes de fléaux. Mais il faut reconnaître que de tous les personnages qui, depuis Yuan Chi Kaï, ont passé sur la scène chinoise, Chang Kaï Chek est celui dont le caractère et les qualités semblent être le plus adéquates à la situation. Sa carrière, déjà bien remplie et qui doit être encore longue, puisqu'il n'a que quarante-six ans, sera vraisemblablement de plus en plus intéressante à suivre ¹.

¹ Tsiang Kia zah (prononciation de sa province d'origine) ou Chang Kaï Chek (prononciation de Pékin), est né en 1886, dans le Tchékiang, à Yon Hô, petite ville de la région de Ningpo, pour laquelle Shanghai est le grand centre d'attraction. Sa vie a été très diverse, avec des alternatives de réussite et de mauvaise fortune, dans des situations parfois p.135 bien inattendues ; en somme, ainsi que le comportait d'ailleurs l'époque, une vie d'aventures.

Jeune homme, ses études terminées, il se rendit à Shanghai, où il fut occupé quelque temps dans les bureaux d'une filature. Cet emploi ne lui convenant pas sans doute, il alla au Japon, pour suivre les cours d'une école militaire.

Il rentra en Chine, au moment de la révolution, en 1911, et il fit partie, comme officier, de l'armée de Cheng Ki Mei, gouverneur militaire de Shanghai, après la prise de cette ville par les révolutionnaires.

En 1913, après avoir subi des revers, sous les ordres de Cheng Ki Mei, il retourna au Japon, pour y parfaire son instruction militaire.

En 1914, il revint en Chine et prit part aux tentatives de rébellion contre le dictateur Yuan Chi Kaï. Il exerça quelque temps le commandement des forts de Kiang Yng, sur le bas Yang tsé.

Fin 1915, on le retrouve à Shanghai, où il tente, avec plusieurs autres révolutionnaires, et aussi sans doute avec la complicité d'officiers du bord, de s'emparer du croiseur chinois, le Chao Ho, ancré en face de l'arsenal.

Entre temps, il travaillait à soulever le Tchékiang.

En 1916, il était, comme lieutenant-colonel, au Foukien, où il prenait part à des luttes entre factions militaires rivales. Son parti ayant été battu, il se réfugia de nouveau à Shanghai, dans la concession française. Ayant réussi à emprunter une certaine somme, il s'intéressa à une affaire de banque, qui par la suite périclita.

Trois ans plus tard — trois années sans doute où il végéta — en 1919, sous le coup d'un mandat d'arrêt lancé par le gouverneur militaire du Kiangsou, il s'enfuit à Canton et entra dans l'entourage de Sun Yat Sen, au sort duquel il s'attacha désormais.



L'inimitié du général Tcheng Kiong Ming, commandant des troupes cantonnaises, le força cependant il s'éloigner et il revint quelque temps dans son pays, au Tchékiang.

Sun Yat Sen, qui avait de l'estime pour lui, le rappela et à partir de ce moment ils ne se séparèrent plus.

En 1920, Tcheng Kiong Ming s'étant révolté contre Sun, celui-ci put se réfugier sur un bateau et alla s'installer à Shanghai, où Chang Kai Chek l'accompagna.

En 1922, à la tête d'un petit corps de troupe recruté dans le grand port, il fit une nouvelle tentative infructueuse au Foukien.

Sun Yat Sen ayant réussi à rétablir son autorité à Canton, il l'y rejoignit. Il fut alors nommé chef d'État-major et directeur de l'école des cadets de Whampoa. Quelque temps après, il infligea une défaite au général rebelle, Tcheng Kiong Ming, et à un autre général ennemi descendu du Kouangsi.

C'est l'époque où Sun Yat Sen fit venir le Russe Borodine et un état-major d'officiers soviétiques.

Le dictateur du Sud étant mort à Pékin au début de 1925, Chang Kai Chek fut maintenu à la tête de l'armée par le gouvernement révolutionnaire de Canton. Dès cette époque, une rivalité s'établit entre lui et Borodine, avec lequel il eut une première brouille.

En 1926, à la tête des forces sudistes, aidé par le général russe Gallen et de nombreux officiers moscovites, il commençait contre le Nord, l'expédition qui l'amena jusqu'à Nankin et Shanghai. Il a été déjà dit comment, à peine arrivé dans ces dernières villes, il rompit avec les extrémistes de Hankéou.

Après avoir été le héros de la Révolution, il est honni par les révolutionnaires qui s'unirent, contre lui, aux généraux du Nord. On lui reprochera, dans des télégrammes circulaires, d'avoir dilapidé les finances publiques ; de s'être enrichi en s'attribuant des traitements énormes au moment même où des provinces entières étaient décimées par la famine ; d'avoir distribué tous les grands emplois du gouvernement à sa famille et aux membres de son clan ; enfin d'exercer une tyrannie qui rappelle les plus mauvais jours de l'empire.

Des complots ont été ourdis dont le but était d'attenter à ses jours. L'un d'eux a été découvert par la police de la concession française de Shanghai. De nombreux conspirateurs, parmi lesquels des jeunes filles, ont été exécutés à Nankin même.

La Chine traverse une ère de violences et de convulsions qui dépasse même l'ère sanglante des Taipings. Si Chang Kai Chek parvient à mettre un terme à de telles calamités, il aura rempli le rôle glorieux qui était autrefois celui d'un fondateur de dynastie.

CHAPITRE II

Les féodaux ne veulent pas renoncer à leurs fiefs. — Désaccord du gouvernement de Nankin et du clan du Kouangsi. — Ses premières manifestations. — Reprise des guerres féodales. — Attitude de Feng Yu Hsiang. — Comédie jouée par Feng Yu Hsiang et Yen Hsi Chan. — Alliance de Feng Yu Hsiang et de Yen Hsi Chan avec les kuomintang dissidents, contre Chang Kaï Chek. — Autre guerre féodale. — Premiers revers de Nankin. — Victoire de Chang Kaï Chek, avec le concours du maître de la Mandchourie, Tchang Hsueh Liang.

@

p.137 Il a été dit, au précédent chapitre, comment, au cours de la session du Comité central exécutif kuomintang du mois d'août 1928, un premier désaccord avait surgi entre le clan du Kouangsi et le gouvernement de Nankin. On se rappelle que la motion relative à la suppression de l'autonomie militaire et administrative des généraux dans leurs provinces avait été très vivement combattue par le porte-parole du Kouangsi, Li Tsung Jen, et que le résultat de cette discussion avait été le renvoi de cette suppression au mois de mars 1929. Sans doute, en acceptant cette solution, les généraux pensaient-ils qu'il ne s'agissait là, ainsi qu'il est fréquent en Chine, que d'une clause de pure forme et que, dans le cas contraire, le moment venu, ils en éluderaient la mise en pratique.

p.138 Cet incident ne fit qu'aggraver le dissentiment qui existait déjà entre ces généraux et le généralissime et qui avait été, l'année précédente, l'une des causes de la démission de Chang Kaï Chek. Aussitôt après cette session du Comité central exécutif, ils en firent critiquer avec une acrimonie particulière les décisions, par un journal de Hankéou, le *Chung Shan Erh pao*. Cet organe signala notamment, comme absurde et coupable, la nomination au Conseil d'État, par cette assemblée, de plusieurs anciens collaborateurs de Borodine, connus pour leurs tendances communistes : Eugène Chen, Wang Ching Wei, Cheng Kung Po, M^{me} Sun Yat Sen, etc...

Le désir de conserver leurs privilèges avait fait, de ces généraux — naguère artisans zélés du mouvement révolutionnaire cantonnais — de déterminé conservateurs, chefs de l'extrême droite du kuomintang.

Qu'ils aient eu l'intention de se libérer du gouvernement de Nankin, dès que celui-ci a voulu réaliser son projet d'unification totale, cela ne paraît pas douteux. Ils n'y ont pas réussi. N'ayant pas eu le courage d'une franche révolte, ils s'en sont remis, pour l'exécution de leur plan, à des subordonnés, en se tenant, eux-mêmes, à l'écart de l'action et en conservant ainsi une apparence irréprochable. En effet, quand le conflit s'est ouvert, provoqué par des généraux subalternes, le maître du fief de Hankéou, Li Tsung Jen, était soi-disant malade dans un hôpital étranger de Shanghai ; un autre membre du triumvirat kouangsinais, Peï Chun Hsi, se trouvait fort loin, avec ses troupes, dans la région Pékin-Tientsin ; enfin, le chef du ^{p.139} clan, Li Chi Sen, gouverneur de Canton, s'était mis en route pour venir assister au troisième Congrès national du parti kuomintang, qui devait avoir lieu au mois de mars, à Nankin.

On ne s'étonnera pas que Chang Kaï Chek ait pu avoir facilement raison de conspirateurs si timorés et pourtant assez présomptueux pour espérer réussir avec une telle dispersion et une préparation aussi insuffisante.

Au surplus, voici les faits :

Le 21 février, un peu avant ce mois de mars qui devait marquer la fin de l'autonomie des fiefs provinciaux, on apprit brusquement que le général Lu Ti ping, commandant, à Changcha, pour Nankin, la province du Hounan, avait été déposé, par trois de ses subordonnés, à l'instigation des autorités de Hankéou. Un télégramme de Li Tsung Jen à Chang Kaï Chek, dans lequel ce personnage s'efforçait de justifier ce coup de force, établissait d'ailleurs, d'une manière irréfutable, qu'il était l'œuvre du clan du Kouangsi. Et le plus grave était que cet acte avait toute l'importance d'une précaution stratégique en vue d'une guerre. En effet, il était essentiel, pour Li Tsung Jen et ses associés, — Changcha se trouvant sur la route du Kouangtoug — de s'emparer de cette ville,

de manière à ce que leurs forces du Houpé ne fussent pas coupées de leur plus grande base Canton.

Chang Kai Chek se montra, dans tout ce conflit, d'une habileté très supérieure à celle de ses adversaires. Tout en faisant, pour la face, adresser, aux autorités de Hankéou, un blâme par le Conseil politique de Nankin, il fit décider qu'une enquête sur cet incident serait conduite par Tsai Yuan Peï ^{p.140} et Li Tsung Jen (!) et il eut l'air d'accepter le coup de force, en reconnaissant comme remplaçant de Lu Ti Ping, l'un de ceux qui l'avaient dépossédé de son commandement, Ho Chien.

Derrière cette apparence de conciliation et de résignation, il prépara très rapidement, à la chinoise bien entendu, une action qui, dès que déclenchée, fut foudroyante. En même temps qu'il mettait en état d'arrestation Li Chi Sen, venu bien imprudemment à Nankin, il réussissait à provoquer un soulèvement des troupes de Péi Chun Hsi, qui repassaient sous le commandement de leur ancien chef, Tang Chang Che, envoyé dans le Nord, avec les moyens financiers propres à susciter cette rébellion en faveur de Nankin. À l'aide de promesses qui ne furent pas ensuite tenues, il s'assurait la neutralité de Feng Yu Hsiang, pour le temps nécessaire à la liquidation de sa querelle avec le clan du Kouangsi. Durant toutes ces négociations, il concentrait des troupes pour contenir d'abord celles que Hankéou avait déjà mises en mouvement au Hounan et au Kiangsi, pour les balayer ensuite et s'emparer de la métropole, Ouhan (réunion de Hankéou, Hanyang et Outchang).

Lorsqu'il eut achevé tous ces préparatifs, il fit lancer, le 27 mars, par le gouvernement central, un décret d'accusation et de punition contre Li Chi Sen, qu'il tenait toujours prisonnier, contre Li Tsung Jen et Peï Chun Hsi. Ces deux derniers, continuant à laisser l'armée de Hankéou aux mains de généraux subalternes, étaient rentrés à Canton, pour se mettre à la tête des troupes du Kouangsi, dans l'espoir de refaire, à leur tête, la marche victorieuse de 1927, vers le Hounan et le Yangtsé.

^{p.141} À la fin du mois de mars, Chang Kai Chek, accompagné de son conseiller militaire, le colonel allemand Bauer, allait à Kiukiang, pour

diriger les opérations. En quelques jours, Hankéou, investi de trois côtés, tomba en sa possession. Ce rapide succès fut dû surtout à la trahison de l'un des chefs ennemis qui livra passage aux troupes de Nankin.

À cette occasion, il faut souligner de nouveau qu'en dépit du lamentable état des finances gouvernementales, Chang Kaï Chek a toujours trouvé, aux moments psychologiques, de mystérieux commanditaires, grâce auxquels il a pu acheter la victoire.

Hankéou pris, les provinces du Sud et Canton restaient entre les mains des rebelles, mais là encore, et sans doute de la même manière, le généralissime sut trouver des concours opportuns. Les généraux du Kouangtong se séparèrent en effet des chefs du Kouangsi, en affirmant leur loyalisme vis-à-vis du gouvernement central. Plusieurs divisions leur furent envoyées, pour leur permettre de s'opposer à la reprise de leur grande métropole par le clan vaincu.

La guerre ainsi refoulée au loin, la paix et l'autorité de Nankin rétablies sur le Yangtsé, Chang Kaï Chek et son entourage gouvernemental auraient pu jouir enfin d'un pouvoir incontesté, si le plus inquiétant des ennemis, Feng Yu Hsiang, ne s'était dressé devant eux.

Le fameux maréchal chrétien ¹ avait des raisons, p.142 il faut l'avouer, d'être très mécontent. La victoire nationaliste de 1928, à laquelle il avait pris une part très importante et qui avait été si profitable pour Chang Kaï Chek, ne lui avait rapporté rien de ce qu'il escomptait et dont il avait le plus pressant besoin : une région côtière

¹ Ex-chrétien, faudrait-il plutôt dire, car lorsqu'il rentra de Moscou, à la fin de 1926, on annonça qu'ayant adhéré au bolchevisme, il avait répudié la religion chrétienne. Il aurait alors remplacé, dit-on, les pasteurs protestants, dans son armée, par des propagandistes bolcheviks. Il avait été converti et baptisé, dans sa jeunesse, par des missionnaires américains. Quand il commandait, à Pékin, en 1925, ses soldats défilaient dans les rues, en chantant des cantiques. Contrairement aux autres chefs chinois, qui aiment la fête et le luxe, il passe pour être une sorte d'ascète menant une vie spartiate. Quand il vint à Pékin, durant l'été de 1928, pour une cérémonie devant le cercueil de Sun Yat Sen, il fit, avec sa taille colossale et son aspect hirsute, à côté de Chang Kaï Chek, mince et élégant, l'impression d'un ogre redoutable et inquiétant. Il était en effet vêtu d'une vareuse et d'une culotte fatiguées, son visage fruste et bouffi avait une barbe de quinze jours, sa tête était coiffée d'un extraordinaire couvre-chef tout bosselé, et couvert d'une toile verte. Il est vrai qu'on a dit — ce qui le rend plus énigmatique encore — qu'il portait du linge de soie sous ces défroques dont il ne s'affuble sans doute que pour plaire à la populace et à la soldatesque.

et un port. Le Tchéli et le port de Tientsin, dont il désirait avoir le contrôle, avaient été dévolus à Yen Hsi Chan. Le Chantoung, avec le port de Tsingtao, lui avait été, il est vrai, promis, en paiement de son concours, mais les Japonais occupant cette province depuis l'incident relaté plus haut, il lui avait été impossible d'en prendre possession.

Feng Yu Hsiang était en outre de ceux auxquels la suppression de l'autonomie des généraux, dans leurs provinces, portait le coup le plus sensible. Il devait, semblait-il, être, à cet égard, dans les mêmes dispositions que le clan du Kouangsi. On pouvait d'autant moins en douter qu'à l'instant où Li Tsung Jen se démettait avec fracas de ses diverses p.¹⁴³ fonctions, lui-même donnait sa démission de ministre de la Guerre et quittait Nankin, avec toute sa suite, pour retourner dans le Honan.

Pourtant son attitude fut extrêmement ambiguë, aussi peu nette que possible. Il procédait à de gros rassemblements de troupes, en même temps qu'il donnait des assurances de fidélité au gouvernement central. Une seule chose était certaine, c'est qu'il désirait vivement joindre enfin, à ses territoires, le Chantoung — que les troupes japonaises auraient déjà dû évacuer, à la suite d'un accord récemment signé entre Tokio et Nankin — et le grand port central de Hankéou, dont il prévoyait la perte par ses occupants.

Il s'agissait donc bien moins, pour lui, d'apporter une aide militaire au clan du Kouangsi, comme on avait pu d'abord le croire et comme il eût été logique qu'il le fît, que de toucher le prix de sa neutralité. Il était d'ailleurs assez dans sa manière d'avoir secrètement encouragé la rébellion et d'avoir ainsi poussé à un conflit, uniquement dans l'espoir d'en être, le moment venu, l'arbitre et le bénéficiaire.

Mais cet homme, qui a, même en Chine, la réputation d'être extraordinairement rusé, eut affaire, en cette occurrence, à plus rusé que lui.

D'après certaines informations, au début du différend avec les généraux du Kouangsi, alors qu'on ne savait pas trop comment les choses tourneraient, on lui aurait, pour le neutraliser, promis Hankéou.

La rapidité avec laquelle cette ville fut prise et occupée par des forces importantes, avant que lui-même ait pu prendre toutes ses mesures, frappa de caducité cette promesse chinoise.

p.144 Pour le Chantoung, sa déception fut encore plus amère. Nankin ayant fait des arrangements avec les Japonais pour qu'ils retardassent leur évacuation et ayant ensuite envoyé des troupes pour les remplacer, l'engagement pris vis-à-vis de lui, l'année précédente, ne fut pas tenu ¹.

On imagine aisément la fureur de Feng Yu Hsiang, ainsi « roulé ». Pour calmer sans doute son ressentiment, Chang Kaï Chek lui fit offrir le poste de président du Yuan exécutif. Feng répondit qu'il se sentait trop incompetent pour remplir une si haute charge ².

Toute la suite de ce conflit serait à donner dans ses plus petits détails, car elle constituerait, à elle seule, une excellente démonstration de politique céleste, en projetant une vive lumière sur ce qui paraît le plus incompréhensible et le plus obscur à tous ceux qui ignorent jusqu'à quel point les grands chefs chinois peuvent pousser une certaine comédie. Comme cela exigerait un volume, il faut se contenter p.145 d'une simple énumération de faits principaux qui seront d'ailleurs, à eux seuls, une suffisante révélation.

Malgré sa colère et son désir d'une revanche, dont il commence la préparation, Feng Yu Hsiang échange, au mois d'avril, avec Chang Kaï Chek, une édifiante correspondance pleine, des deux côtés, des

¹ Du *North China Daily Mail*, 17 mai 1929. (Extrait d'une dépêche, envoyée au « *Times* », de Londres par son correspondant de Shanghai) :

« Pour la deuxième fois l'adroit Chang Kaï Chek a déjoué les plans de Feng Yu Hsiang en l'empêchant de réaliser son désir de posséder un port lui donnant accès à la mer. Il n'y a pas le moindre doute qu'il était entendu que Feng aurait la ville de Hankéou après la défaite du parti qui défendait les villes de Ou Han. Les troupes du maréchal Feng parvinrent jusqu'à 50 milles de Hankéou, et se trouvèrent face à face avec les forces formidables de Chang Kaï Chek, déjà en possession de tout le district. Feng revint alors à son idée primitive : occuper Tsingtao. On ne peut plus avoir aucun doute sur ce qui s'est passé, et on sait maintenant que cette hésitation de Nankin à permettre aux Japonais de quitter le Chantoung, après la signature de l'accord, n'était qu'une manœuvre pour gagner du temps, imaginée par Chang Kaï Chek, qui voulait en finir avec Ouhan avant de venir déjouer les plans de Feng qui se croyait déjà en possession de son port depuis si longtemps désiré. »

² Agence Reuter, 18 avril 1929.

meilleurs sentiments. Dans les premiers jours de mai, il envoie des émissaires à Nankin, pour apporter, au généralissime, l'assurance de son inaltérable loyauté. Le 16 du même mois, on apprend brusquement qu'il a fait sauter les ponts de chemin de fer, sur les deux lignes donnant accès au Honan, le Kinhan et le Lunghaï. Chang Kaï Chek demande alors des explications et concentre des troupes. Vingt-huit généraux des armées kuominchuns, de Feng, somment Chang Kaï Chek de démissionner.

Il semble, cette fois, que la guerre soit inévitable.

Feng Yu Hsiang envoie au corps diplomatique, à Pékin, un télégramme, dans lequel il annonce aux représentants étrangers qu'il est chargé de commander une expédition punitive contre Chang Kaï Chek et les avertit que les prêts d'argent qui seraient consentis à Nankin ne seraient pas reconnus par l'armée révolutionnaire. En même temps, il est vrai, il faisait savoir à Chang Kaï Chek qu'il n'était pour rien dans la sommation faite par les vingt-huit généraux.

Après un échange de télégrammes aigre-doux entre les deux chefs, le gouvernement central révoque Feng Yu Hsiang de tous ses emplois et le décrète d'arrestation. Chang Kaï Chek lui envoie un message dans lequel il lui conseille de se soumettre, de renoncer à la vie publique et de faire un séjour à ^{p.146} l'étranger. C'est la façon, en Chine, quand on ne peut s'en assurer autrement, de se débarrasser des adversaires politiques, en leur versant même, à cet effet, un sérieux viatique. Deux cent mille dollars furent ainsi promis à Feng Yu Hsiang, pour couvrir les dépenses de son voyage.

Au même moment, on annonçait que plusieurs généraux des armées de Feng Yu Hsiang se ralliaient au gouvernement central. Feng, feignant alors de renoncer à toute résistance, annonce, dans un télégramme, qu'il abandonne son commandement et qu'il ira faire un voyage d'études industrielles à l'étranger. Après avoir laissé, à ses généraux, le commandement des divisions restées fidèles, il se retire au Chansi, dans la province de Yen Hsi Chan, avec lequel on peut déjà soupçonner qu'il a une entente secrète.

L'attitude de Yen Hsi Chan, dans toutes les péripéties de cette polémique bouffonne, est peut-être la plus caractéristique de la manière chinoise. Il faut, pour en goûter toute la saveur, se rappeler qu'il était considéré comme l'allié le plus loyal et le plus disposé à se soumettre entièrement au gouvernement central et que c'est à cela qu'il avait dû de voir, après la prise de Pékin, toute cette région Nord placée sous ses ordres.

D'abord, il proclame qu'il restera neutre dans le conflit. Peu après, il donne sa démission de toutes ses fonctions gouvernementales — ce qui est un signe certain de désaccord, sinon d'hostilité — et il déclare qu'il partira avec Feng, pour faire, avec lui, le tour du monde. Chang Kaï Chek, venu à Pékin, au cours de plusieurs entretiens avec Yen Hsi Chan, prie ce dernier de renoncer à son projet de départ. ^{p.147} Yen Hsi Chan maintenant son intention de voyage, parce que, dit-il, il a donné sa promesse à Feng Yu Hsiang de l'accompagner, le généralissime affirme alors que puisqu'il en est ainsi, lui aussi démissionnera et ne retournera plus à Nankin. Et, à son tour, Yen le supplie de n'en rien faire, la Chine ayant besoin de lui !

La comédie continue pendant plusieurs mois. Les deux compères voyageurs font même retenir des places sur un bateau partant de Tientsin pour le Japon, mais, le jour venu, ne se trouvent pas parmi les passagers.

À la fin de septembre, le groupe des réorganisationnistes, kuomintangs de gauche, dont Wang Ching Wei est le chef, publie un télégramme circulaire contre Chang Kaï Chek et le gouvernement de Nankin. Ces télégrammes circulaires remplacent les rapports d'accusation de l'époque impériale. Quelques jours plus tard, les généraux des armées kuominchuns en lancent un d'une particulière violence, dans lequel ils reprochent à Chang Kaï Chek d'avoir usurpé le pouvoir, en faussant le dernier congrès du parti, d'avoir dilapidé les finances, d'avoir contracté des emprunts considérables dont on n'a pas connu l'affectation, si ce n'est celle d'une somme mensuelle d'un million de dollars que le généralissime s'est attribuée pour ses besoins

personnels, etc... En même temps, ils mettaient leurs troupes en mouvement sur le Lunghaï.

Tout cela se passait alors qu'on venait d'apprendre la rébellion, au Hounan, de la « division de fer » du général Chang Fa Kouei, qui avait fait alliance avec le clan du Kouangsi et les réorganisationnistes. Quelques jours plus tard, des troupes se mutinaient ^{p.148} à Ouhou, non loin de la capitale. On eut alors l'impression d'un grand complot, généralisé à toute la Chine, et la situation paraissait d'autant plus sérieuse que des armées communistes étaient en partie maîtresses de plusieurs provinces centrales et méridionales. Le gouvernement de Nankin du reste accusait Feng Yu Hsiang et Wang Ching Wei d'être de connivence avec elles.

Un curieux incident se produisit le 1^{er} novembre. La nouvelle avait circulé dans les journaux, que Feng, arrêté, était retenu prisonnier par Yen Hsi Chan. Feng Yu Hsiang, trouvant sans doute son compère par trop circonspect et hésitant, crut bon, pour en finir avec ses perpétuelles tergiversations, de le compromettre à fond avec lui. Dans ce but, il déclara, au cours d'une interview accordée à un représentant de l'agence Reuter, qu'il était absolument d'accord avec Yen et qu'ils avaient préparé ensemble l'offensive des kuominchuns sur le Lunghaï. Et pour bien préciser, il ajouta : « Si j'assume là-dedans 60 p. 100 des responsabilités, Yen en a, pour son compte, 40 p. 100 ¹. »

Yen Hsi Chan fit aussitôt démentir et déclara, par le truchement de la même agence, que, en ce qui le concernait, tout ce qu'avait dit Feng Yu Hsiang était dénué de fondement. Il se mit même en correspondance avec Cheng Kai Chek, pour l'assurer de son obéissance et pour lui demander des ordres, en lui offrant son concours contre la rébellion. En revanche, il était nommé vice-généralissime et un régime autonome, dans ses provinces, lui était promis pour un certain temps. On verra par la suite le degré de ^{p.149} sincérité de Yen Hsi Chan, dans cette circonstance.

¹ *Politique de Pékin*, 9 novembre 1929.

On arrive ainsi à la première quinzaine de décembre qui fut une heure véritablement cruciale pour le gouvernement. Tous les généraux qui avaient été précédemment achetés et détachés ainsi du parti de Feng, se déclaraient de nouveau contre Chang Kai Chek. Certains même étaient parvenus, par leurs savantes oscillations, à se faire payer plusieurs fois ¹. Chantage très habilement organisé, en parfait accord probablement avec les deux grands chefs de la conjuration, qui touchèrent, eux aussi, au printemps notamment, lors du premier effacement de Feng Yu Hsiang, des sommes importantes, que ce dernier employa, ainsi que l'en accusa Chang Kai Chek, à des achats d'armes en Europe.

Le 5 décembre, un régiment se révoltait à Pouko. Cette ville est une dépendance de Nankin, située sur l'autre rive du Yangtsé, en face de la capitale. C'était un point très important, comme tête de ligne du chemin de fer de Tientsin et comme base de toutes les forces qui, sur le Lunghai, faisaient face aux kuominchuns.

Le 10, on apprend que des soldats mutinés ont coupé la ligne de Shanghai à Nankin. Pour une raison analogue, le trafic est également interrompu sur la ligne de Shanghai à Woosung.

À la même époque, Feng Yu Hsiang adressait un long télégramme à Chang Kai Chek, dans lequel, après lui avoir fait les plus vifs reproches, sur un ton particulièrement insolent — l'appelant « frère cadet » au lieu de « frère aîné » —, il le sommait de ^{p.150} nouveau de se retirer, en donnant sa démission, comme il avait déjà dû le faire une première fois, l'année précédente.

On télégraphiait de Pékin au *Daily Telegraph* que les principaux chefs chinois venaient de publier un manifeste préconisant la nomination, à la place de Chang Kai Chek, de Yen Hsi Chan, comme généralissime et de Wang Ching Wei, comme chef civil de l'État.

¹ *Peking and Tientsin Times*, 25 novembre 1929. — *Le Journal de Shanghai*, 12 et 17 décembre. — *Le Journal de Pékin*, 13 mars 1930.

Bien entendu, les adversaires de l'« usurpateur » et « dictateur » l'accusaient d'avoir trahi la doctrine du fondateur du Kuomintang, Sun Yat Sen, dont ils prétendaient être, eux, les vrais représentants.

Il semblait bien, dès le début de 1930, que le clan qui dominait à Nankin eût décidément perdu la partie et que le gouvernement dût immanquablement lui échapper. La coalition contre Chang Kai Chek se généralisait de plus en plus. À Feng Yu Hsiang, à Yen Hsi Chan, aux généraux du Kouangsi et à ceux du Kuominchun, d'anciens chefs disparus, tels Sun Chuan Fang, Tcheng Kiong Ming et Ou Peï Fou, donnaient leur adhésion, adhésion d'un effet purement moral d'ailleurs, ces généraux n'ayant plus d'armées. Des concours de même nature, mais d'une autre importance, étaient encore apportés par des groupes politiques les plus divers. C'est ainsi que les membres de la faction des Collines de l'Ouest — élément le plus modéré du parti Kuomintang — se joignaient aux extrémistes Wang Ching Wei et Cheng Kung po, chefs du parti réorganisationniste. Tous les mécontents, tous les dissidents, tous les ambitieux formaient ainsi un bloc formidable contre Nankin.

Au mois de février, Yen Hsi Chan, jugeant sans ^{p.151} doute la faiblesse de Nankin suffisante, n'hésita plus à se découvrir. Par un télégramme du 10, il donna, à Chang Kai Chek, le conseil de renoncer au pouvoir, en lui rappelant que Sun Yat Sen, après la chute de la dynastie Tsing, s'effaça, pour le bien du pays, devant Yuan Chi Kai, et il lui proposa de se retirer avec lui, pour voyager ensemble à l'étranger. Cette invitation au voyage est décidément une formule académique sur le véritable sens de laquelle on ne peut, en Chine, se tromper.

Plusieurs télégrammes furent ainsi échangés, dont la lecture est vraiment curieuse quant à la manière chinoise. Yen Hsi Chan promettait par exemple son entière obéissance, dans le cas où son correspondant serait d'un avis contraire au sien. Pendant ce temps d'ailleurs, il poursuivait ses préparatifs de guerre.

Chang Kai Chek mit fin, le premier, à cet assaut de dissimulation. Après avoir énuméré, à Yen Hsi Chan, dans un télégramme, tous les

renseignements qu'il avait sur ses machinations, il ajoutait, avec une cinglante ironie :

« Ceci indique que vous agissez contre votre promesse d'obéir aux ordres du gouvernement. Je m'attends à ce que, quand vous aurez fini de mobiliser vos forces, vous fassiez paraître un message circulaire m'invitant à démissionner et à partir à l'étranger ¹.

À la fin du mois de mars, on ne se bat pas encore, mais la situation de conflit est très nette. ^{p.152} Yen Hsi Chan a mis la main sur toutes les administrations du Nord et il en a remplacé les fonctionnaires par des créatures à lui ; il s'est également emparé des bâtiments de l'ancien Wai Chiao Pou. La presse prévoit l'organisation, à Pékin, d'un nouveau gouvernement, complètement indépendant de celui de Nankin, et d'autant plus légitime qu'il représentera quatorze provinces ².

Le 1^{er} avril, Yen annonce, dans un télégramme circulaire, sa prise de possession du poste de généralissime des forces de terre, de mer et de l'air de la République chinoise. Dans un autre télégramme, Feng Yu Hsiang et Li Tsung Jen annoncent leur prise de possession des fonctions de vice-généralissimes. Le lendemain, le généralissime nordiste proclamait une sorte de guerre sainte contre Chang Kai Chek, coupable « d'avoir voulu se servir du kuomintang dans un intérêt personnel ». Du reste, Nankin, à la même époque, rayait Yen Hsi Chan du Kuomintang, comme il l'avait fait précédemment pour Feng Yu Hsiang et Wang Ching Wei. Ainsi, chaque parti était-il excommunié par l'autre, au nom de Sun Yat Sen.

Dans les premiers jours de mai, continuant à agir en maître du Nord, Yen s'empara des douanes de Tientsin. Ayant éliminé le

¹ Toute cette correspondance a été reproduite par la *Politique de Pékin*. Elle se retrouve dans le considérable recueil publié, à Pékin, par le directeur de ce journal, M. A. Monestier, sous ce titre : *À travers la crise nationaliste chinoise* (6 vol.).

² Déclaration faite à des correspondants étrangers, au cours d'une interview, par le directeur des Affaires étrangères M. Tchou Ngao Hsiang.

commissaire anglais il le remplaça par un autre Anglais, résidant à Pékin, M. Lenox Simpson. ¹

p.153 Les armées entrèrent en action au commencement de ce même mois. Selon des télégrammes adressés de Pékin à Londres, les troupes du gouvernement auraient été sévèrement battues ; elles auraient perdu, dès ce début des opérations, dix mille hommes tués et quinze mille faits prisonniers. Il est vrai que, de son côté, la propagande de Nankin lançait à travers le monde des bulletins de victoire.

En présence de nouvelles aussi contradictoires, il n'y a pas lieu de s'attarder aux détails de cette lutte. Il suffira de mentionner que sur le front de la ligne du Lunghai (en Chine, les combats ont toujours lieu au long des voies ferrées), front tenu par les armées kuominchuns de Feng Yu Hsiang, le résultat, en dépit des raids d'avions de Nankin, resta jusqu'au bout indécis. Sur le front du Tsinpou, où les forces gouvernementales se heurtaient aux troupes de Yen Hsi Chan, celles-ci s'emparèrent d'abord de la capitale du Chantoung, Tsinan, qui leur fut ensuite reprise avec une aisance qui indiquait de ce côté-là une réelle supériorité militaire pour Chang Kai Chek.

Pendant que se déroulait cette lutte, l'action politique suivait son cours à Pékin. Le 14 juillet avait lieu, dans l'ancienne capitale, l'inauguration d'une session plénière du Kuomintang que l'on appela « Kuomintang élargi » et où on protesta contre le faux Kuomintang instauré à Nankin, par Chang Kai Chek, à son bénéfice personnel. Il fut décidé que l'on convoquerait un Congrès national kuomintang, pour remplacer celui qui avait été tenu illégalement à p.154 Nankin, en 1929. On déclara enfin que la population chinoise devait avoir part au gouvernement et on résolut de convoquer à cet effet une assemblée du peuple.

Wang Ching Wei, revenu de Paris en Chine depuis quelques mois et qui attendait, à Hong-Kong, que la situation du Nord se fût développée,

¹ M. Lenox Simpson était bien connu, comme écrivain, sous le nom de Putnam Weale. Il a payé de sa vie l'imprudence d'avoir pris parti dans la lutte, en acceptant ce poste. Il a été mis à mort, à coups de revolver, à Tientsin, par plusieurs Chinois que l'on a supposé appartenir à quelque groupe favorable à Nankin et qui sont restés introuvables.

arriva, le 23 juillet, à Tientsin et Pékin, où il fut accueilli comme le chef du futur gouvernement.

Depuis les débuts de ce grand choc, les deux partis s'efforçaient de gagner à leur cause le jeune maréchal Tchang Hsueh Liang, potentat de Mandchourie. Bien que celui-ci eût été récemment contraint de s'incliner militairement devant les forces soviétiques, dans le conflit relatif au chemin de fer de l'Est chinois, son armée, nombreuse et bien outillée, pouvait jouer, dans la compétition chinoise en cours, un rôle prépondérant.

Malgré que sa situation financière, émanant de ressources régulières, ne fût pas brillante, le gouvernement pouvait néanmoins se procurer des sommes très supérieures à celles dont disposaient les chefs nordistes. En outre, n'ayant pas une domination réelle sur les provinces dissidentes, il ne lui coûtait rien d'en faire cadeau à un tiers. Nankin offrit donc à Tchang Hsueh Liang, d'après l'agence japonaise Rengo :

1° Une somme de trente millions de dollars argent, pour paiement des dommages subis par les provinces de l'Est, dans le conflit russo-chinois ; 2° le contrôle de toute la région Nord.

p.155 Selon une autre information plus ou moins fantaisiste, mais qui situe bien le milieu, Nankin aurait envoyé à Moukden, auprès de ses émissaires, « un groupe de jeunes gens accompagnés de beautés qui se font passer pour leurs femmes, mais qui ne sont en réalité que de séduisantes courtisanes dont la mission secrète était de fasciner le « jeune général » et de le gagner à la cause du Sud. En dépit de ses goûts bien connus pour la « fête » et de sa galanterie habituelle, Tchang Hsueh Liang se déroba à toutes les tentatives, sous le prétexte qu'il était « malade ¹ ».

Bien que Feng Yu Hsiang et Yen Hsi Chan n'eussent pas les moyens de faire des propositions aussi importantes que celles de Nankin, Tchang Hsueh Liang sembla d'abord pencher vers les Nordistes, ou du

¹ *La Politique de Pékin*, 17 mai 1930.

moins on le crut, en dépit même de ses déclarations de neutralité. Ce que l'on savait de son hostilité — malgré son adhésion théorique au gouvernement central — pour le parti kuomintang, dont il se refusait à admettre l'autorité, incitait à préjuger ainsi de ses intentions.

Au mois de septembre, alors qu'une solution militaire du conflit semblait encore éloignée, un coup de théâtre vint modifier la situation. Des télégrammes annonçaient, le 20, que Tchang Hsueh Liang, après avoir sommé les belligérants de suspendre les hostilités, avait dirigé des troupes importantes vers Tientsin et Pékin. On faisait également savoir que, dès l'occupation de cette dernière ville par les forces de Moukden, le maréchal inviterait de nouveau les chefs militaires à cesser ^{p.156} la guerre, faute de quoi il imposerait la paix par son intervention armée.

Sur la signification de ce geste énergique, les avis furent très partagés. Les uns y voyaient, sinon un secours apporté aux Nordistes, du moins un moyen de préserver cette région d'une occupation par les soldats de Chang Kaï Chek, occupation que la supériorité d'armement (avions, gaz, etc...) et de moyens financiers pouvait faire prévoir. Le fait que Yen Hsi Chan avait immédiatement obtempéré, en retirant ses troupes et en passant avec empressement la direction des services aux généraux venus de Moukden, rendait cette opinion plausible.

D'autres adoptaient la version, répandue d'ailleurs par la propagande de Nankin, d'après laquelle la conduite de Tchang Hsueh Liang en cette circonstance était uniquement dictée par son désir d'aider le gouvernement central à maintenir son autorité et à réaliser l'unification de la Chine.

Le voyage que le jeune maréchal accomplit ensuite à Nankin, la réception qui lui fut faite, dans cette capitale, par le monde officiel, sa nomination de vice-généralissime et les longs conciliabules qu'il eut avec Chang Kaï Chek, semblèrent confirmer cette interprétation. Ces apparences ont été d'ailleurs largement exploitées par le gouvernement chinois, pour établir, comme à chacun de ses succès éphémères, que la réunification, nécessaire à la réussite de ses négociations diplomatiques, était désormais entièrement réalisée.

Les choses, en Chine, ne sont d'ordinaire pas si nettes, si simples. Elles furent même, en cette circonstance, fort complexes et, certaines, tout à fait contradictoires.

p.157 À la vérité, Tchang Hsueh Liang avait toujours montré, pour les conceptions modernistes de la « Jeune Chine », un penchant qu'il manifesta, en hissant le drapeau nationaliste en Mandchourie, dès que les Japonais ne s'y opposèrent plus. Il est également exact que la personnalité de Chang Kai Chek exerçait sur lui un prestige incontestable. Il a déjà été dit qu'on avait été persuadé dans les milieux diplomatiques de Pékin, que c'était à des accords secrets entre eux qu'il fallait attribuer l'inexplicable retraite des armées de son père, Tchang Tso Lin, en 1928.

Par contre, l'hostilité de Tchang Hsueh Liang pour le Kuomintang n'est pas douteuse. Elle est d'ailleurs celle des gouverneurs des provinces du Nord-Est, ses conseillers, qui voient, dans cette création de Sun Yat Sen, un élément de désordre et qui le considèrent comme un rameau chinois du bolchevisme russe, leur bête noire. Il n'y a donc pas eu lieu d'être surpris de lire, dans un télégramme de Shanghai au *Times*, qu'en l'avisant de son envoi de troupes à Pékin, le jeune maréchal demandait à Nankin de ne pas faire du gouvernement un monopole de parti. On peut aussi penser que le fait d'avoir donné la présidence du gouvernement dissident à Wang Ching Wei, chef de la gauche du Kuomintang, soupçonné de communisme, a puissamment contribué à éloigner le potentat de Mandchourie de la coalition nordiste. Du reste, Wang Ching Wei, lui-même, ne s'y est pas trompé, car, à la première nouvelle de l'intervention de Moukden, il a disparu.

Cependant, d'après les informations données sur les conversations de Nankin, Tchang Hsueh Liang a acquiescé à la demande qui lui était faite p.158 d'installer le Kuomintang et ses comités locaux, ou *tangpous* — à peu près partout foyers d'agitation révolutionnaire —, en Mandchourie. Acceptation assurément platonique et destinée à rester lettre morte, par suite de l'opposition certaine des gouverneurs de Kirin, de Jéhol et de Hélongkiang, piliers du fief mandchourien. Cela

donne la mesure de la vanité de ces palabres chinoises d'où toute sincérité est exclue.

Des renseignements ont d'ailleurs fait connaître par la suite que la faction moukdénite ne fut nullement satisfaite des résultats du voyage de son chef à Nankin. Sans doute, le contrôle de toute la région Nord, jusqu'au fleuve Jaune, lui était reconnu, mais sans l'assurance que ce pouvoir sur ces provinces ne serait pas plus contesté que celui de Chang Kaï Chek sur celles du Sud ; ce qui lui donnait un caractère provisoire. Des trente millions de dollars promis, pour couvrir les dépenses du récent conflit sino-russe entièrement soutenu par Moukden, il n'était plus question. Il n'avait été offert, à Tchang Hsueh Liang, que cinq millions, complément de la somme convenue pour les frais de l'intervention armée du mois de septembre, et qu'on ne toucherait peut-être jamais. Enfin, le projet d'organiser des tangpous kuomintang en Mandchourie révélait l'intention de supprimer un jour prochain, avec l'aide de cet instrument de propagande et d'action, l'autonomie dont jouissait cette région, et d'y substituer, à l'autorité existante, qui en avait fait la prospérité, celle, singulièrement avide, du clan de Nankin ¹. Contre une telle prétention, la p.159 résistance serait vraisemblablement des plus vives.

Ce qu'il faut bien mettre en lumière, dans cette dernière guerre civile, pour ne pas être induits en erreur, ce sont ses causes et ses résultats. C'est ainsi qu'on peut dire que le motif politique invoqué par les chefs du Nord, pour justifier leur entrée en campagne, n'a point été la cause véritable du conflit. Il s'agissait, pour les coalisés, bien moins de lutter contre un gouvernement illégitime, issu d'un Congrès national kuomintang faussé — ce qui ne fut qu'un prétexte honorable, une façon de se donner l'apparence du bon droit — que de défendre leurs

¹ D'après un télégramme Reuter du 13 janvier, Tchang Hsueh Liang aurait l'intention de se démettre de son commandement de Mandchourie en faveur du gouverneur de Kirin. Il se consacrerait entièrement à ses fonctions de vice-généralissime et de commandant des provinces du Nord-Ouest en établissant son quartier général à Pékin.

privilèges féodaux contre les tentatives d'accaparement d'un clan rival détenteur, à leurs yeux, d'un fallacieux pouvoir.

Le cas de Yen Hsi Chan est à cet égard très significatif, car il montre que celui-là même qui avait affecté le plus grand loyalisme vis-à-vis de Chang Kaï Chek n'admettait cependant pas de lui sacrifier son indépendance et son autonomie.

Donc, « le Kuomintang élargi », la vraie doctrine de Sun Yat Sen à préserver, etc..., autant de simagrées, derrière lesquelles les féodaux avaient dissimulé leur jeu.

Les conséquences, annoncées par Nankin, de la défaite de ses adversaires, c'est-à-dire la ^{p.160} réunification et la pacification de la Chine, ne sont pas plus exactes. Les conditions se retrouvent, à ce point de vue, aussi précaires qu'après la victoire de 1928. Le règlement, dont il est question plus haut, entre Nankin et Moukden, renferme en effet de sérieuses possibilités de nouvelles compétitions armées. C'est d'ailleurs comme une loi, dans ces guerres civiles qui ravagent la Chine depuis dix ans, que les alliés de la veille se battent, le lendemain, entre eux, souvent avec le concours de leurs anciens ennemis. Le conflit de 1930 a été, à cet égard, identique à tous ceux qui l'avaient précédé.

Les journaux de Chine de la fin de l'année, qui viennent d'arriver en Europe, expriment déjà des craintes ¹. Yen Hsi Chan, dont on signale l'embarquement à Tientsin, pour Dairen, et qui a été du reste, comme homme d'action, très inférieur aux événements, semble tout à fait éliminé, mais un mystère inquiétant plane sur Feng Yu Hsiang ; on ne sait où se trouve cet homme singulier que l'on a déjà vu renaître de ses cendres comme le fabuleux phénix et reparaître, après une défaite qui paraissait définitive, plus dangereux qu'auparavant.

On souligne en outre que les armées nordistes existent toujours et représentent un facteur pas du tout négligeable. La disparition de Yen et de Feng a porté au premier plan leurs généraux. Bien que ceux-ci

¹ Le *Journal de Shanghai*, 23 décembre. — Le *North China Daily News*, 23 décembre.

soient théoriquement passés sous les ordres de Tchang Hsueh Liang — lui-même d'ailleurs le plus grand des féodaux — avec qui ils ont eu de p.161 laborieux conciliabules à Tientsin, en fait ce sont de nouveaux seigneurs militaires qui continueront à vivre, à la tête de leurs troupes, sur des provinces qu'à leur tour ils exploiteront ¹.

Tout cela montre bien qu'en dépit des affirmations optimistes, à but diplomatique, du ministre des Affaires étrangères, M. C. T. Wang, la situation de la Chine n'est guère modifiée. Pour si brillantes que soient les qualités de Chang Kai Chek — son intelligence politique, son esprit de décision, son énergie — qui l'ont révélé très supérieur à tous ses adversaires, le gouvernement dont il est le chef est sans doute loin d'avoir fini de rouler son rocher de Sisyphe.

@

¹ Selon une information de l'agence japonaise Rengo (19 janvier) les conciliabules que Tchang Hsueh Liang a eus, à Tientsin, avec les généraux kuominchuns et du Chansi, pour la réorganisation des provinces du Nord-Ouest, auraient abouti à un fiasco, les sommes proposées dans ce but étant par trop insuffisantes.

CHAPITRE III

Le gouvernement de Nankin et les Puissances. — L'opinion étrangère, à Pékin. — L'initiative américaine détermine une politique générale d'abandons. — Les nouveaux traités de commerce. — L'autonomie douanière et le « likin ». — La question de l'extraterritorialité et de la justice. — Contraste des exigences chinoises et de l'état réel de la Chine.

@

p.162 Lorsque l'armée sudiste commença sa marche vers le Nord, les Puissances se trouvaient, vis-à-vis de la Chine, depuis la dictature de Tchang Tso Lin, à Pékin, en 1926, dans une situation singulière, au point de vue diplomatique. Elles ne reconnaissaient plus, dans ce pays, de gouvernement *de jure* et leurs représentants avaient pour instructions de régler partout les affaires avec les autorités du lieu et du moment. C'est au demeurant ce que fit l'Angleterre, en déléguant, en 1927, M. O'Malley à Hankéou, pour négocier avec M. Eugène Chen. En fait cependant, le gouvernement de Pékin était considéré comme représentant diplomatiquement tout le pays. C'était à lui que l'on adressait les communications, protestations, réclamations, etc., destinées à la fiction unitaire : Chine.

Après la chute de Tchang Tso Lin et la prise de possession du Nord par les troupes nationalistes, ce p.163 rôle de représentation passa au gouvernement de Nankin. Les milieux étrangers avaient de fortes préventions contre ces nouveaux détenteurs du pouvoir central. Malgré le fameux revirement, on ne pouvait encore oublier leur passé rouge, ni leur responsabilité dans le massacre de Nankin et dans tous les excès xénophobes de la première période de la campagne anti-Nord. On n'oubliait pas davantage l'intention qu'ils avaient alors affichée de supprimer de leur propre chef, unilatéralement, les anciens traités, ni les abus de pouvoir qu'ils avaient tentés à Shanghai, dès leur installation à Nankin. Enfin, après les excès commis à Tsinan par les soldats de Chang Kaï Chek, l'approche des troupes nationalistes, qui

montaient à Pékin inquiétait les étrangers de la capitale. On approuvait fort l'intervention militaire des Japonais à Tsinan, leurs importants envois de troupes dans le Tchéli et leur attitude plus qu'énergique, presque provocatrice, à Pékin ¹.

Le pessimisme était tel, à ce moment-là, même dans le monde diplomatique, que l'idée de confier au besoin la police de la Chine au Japon était, ainsi que j'eus l'occasion de le constater, assez communément admise. Ce qui eût à coup sur soulevé un tollé général, en 1915, lors des 21 demandes du gouvernement de Tokio.

Sur le véritable état de la Chine et sur la ^{p.164} possibilité de donner satisfaction aux revendications chinoises, j'eus l'occasion de recueillir diverses opinions, de personnalités étrangères particulièrement qualifiées, opinions qu'il est intéressant de comparer à la politique suivie, très peu après, par les Puissances, vis-à-vis de Nankin. Ces opinions, tout en abondant en assurances de bonne volonté pour les Chinois, estimaient que le moment n'était pas encore venu de changer quoique ce fût au statut des étrangers. Le mot d'ordre général semblait être le conseil anglais : Wait and see (attendre et voir).

Cette attitude était par exemple très nette chez le représentant de la Grande-Bretagne et d'autant plus significative que Sir Miles Lampson, depuis la visite qu'il avait faite, à Hankéou, à Eugène Chen, passait cependant, auprès de ses compatriotes, pour être prêt à tous les abandons. Voici l'essentiel des déclarations de ce diplomate, que je publiai après lui en avoir soumis la rédaction qu'il approuva :

« Il faut admettre que les Chinois ont le désir de bien faire et nous devons être disposés à les aider de tout notre pouvoir, dans l'énorme travail de réorganisation qu'ils ont à accomplir.

¹ Le gros détachement qu'ils avaient à leur légation fit par exemple, dans les quartiers chinois de la cité tartare, des manœuvres de campagne qui se terminèrent par une furieuse charge à la baïonnette, ce dont se plaignirent vivement tous les journaux indigènes. Ils envoyèrent à travers la ville des patrouilles, pour saisir des affiches qui leur étaient hostiles et lacérer celles que l'on avait apposées.

Il faut espérer aussi qu'ils seront sages et ne voudront pas aller trop vite. C'est le conseil que je leur donne toujours, très amicalement.

... il faudra donc absolument qu'ils renoncent à tout saccager des organisations déjà existantes... Je suis certes d'avis que leurs revendications soient, le moment venu, examinées avec bienveillance. Il en est que l'on peut considérer dès à présent comme justifiées. Par exemple, pour l'élévation des tarifs de douane. Mais il faudra que ces choses-là soient réglées par des négociations et avec entente réciproque. Quant aux autres desiderata : suppression de l'exterritorialité, etc..., on ne pourra les prendre en ^{p.165} considération que lorsque les personnes et les intérêts des étrangers seront très sérieusement garantis. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il serait imprudent, pour les Chinois, de trop se hâter en pareille matière.

Au sujet de la reconnaissance *de jure* du gouvernement de Nankin, il me dit :

« On devra attendre, avant de consentir à cette reconnaissance, qu'il soit bien établi que ce gouvernement peut imposer son autorité dans l'ensemble du pays. La situation générale n'est pas assez claire pour qu'on se presse de prendre une décision à cet égard. Tout est vraiment encore trop fluide, trop incertain ¹.

La pensée, sur toutes ces choses, du représentant japonais, M. Yoshizawa ², était d'autant plus intéressante à recueillir qu'il passait pour être l'inspirateur de la politique énergique indiquée plus haut. Il répondit à mes questions sans hésitation et de la meilleure grâce. Les réticences mêmes étaient des plus claires.

Entre autres choses, il m'affirma que les intentions de son pays étaient parfaitement pures et qu'il n'avait aucune visée territoriale.

¹ *Le Matin*, 16 juillet 1928.

² M. Yoshizawa est actuellement ambassadeur du Japon à Paris.

L'envoi des troupes n'avait été fait que pour protéger la vie et les intérêts de ses nationaux. Ces troupes se retireraient dès que l'ordre serait rétabli.

Lui ayant signalé un bruit selon lequel le Japon maintiendrait absolument ses 21 demandes de 1915, il le nia d'un accent particulièrement énergique.

Au sujet de la réunification, annoncée avec ostentation par le gouvernement de Nankin, aussitôt ^{p.166} après la prise de l'ancienne capitale, il fit des réserves dont le sens négatif n'était pas douteux. Quant aux revendications, ses déclarations, bien que mesurées et prudentes, furent catégoriques sur la volonté de ne rien céder prématurément.

Pour l'autonomie douanière, le Japon ne la reconnaîtrait que s'il pouvait conclure, avec la Chine, un traité de commerce dont les tarifs seraient conformes aux décisions de la Conférence de Washington. Or, cette conférence ne laissait, aux Chinois, la faculté d'augmenter leurs tarifs que dans une très faible mesure (2,50 p. 100) et ne leur accordait par conséquent pas la liberté absolue qu'ils demandaient.

En ce qui concerne l'extraterritorialité, on s'en tiendrait aux conclusions du rapport de la Commission d'enquête internationale qui avait prévu des modifications graduelles, au fur et à mesure des réformes qui seraient faites par les Chinois.

Lui ayant demandé s'il pensait que des améliorations théoriques permettraient de soumettre en toute confiance les étrangers à la justice chinoise, il me dit, d'un ton qui donnait toute sa valeur à la réponse :

— Je ne suis pas certain, il faudra voir.

Sur la rétrocession des concessions, il déclara avec une particulière énergie :

— Ce que je puis dire, à ce sujet, c'est que le Japon ne cédera jamais à la violence, comme les Anglais l'ont fait à Hankéou ¹.

¹ Par la suite, la foule chinoise ayant tenté, à deux reprises, à Hankéou, comme elle l'avait faite avec succès, en 1921, pour le seulement anglais, d'envahir la concession

On ne pourra de toute manière consentir à cet abandon avant le rétablissement de l'ordre et la fin des guerres civiles. Nous n'en sommes pas encore là ¹.



Le Matin, édition des 1er juillet et 8 octobre 1928.

Au cours d'une autre conversation que j'eus l'occasion d'avoir avec lui, trois mois plus tard, M. Yoshizawa m'ayant dit — à propos de l'accord qui venait de se faire entre des modérés comme Hou Han Min et les généraux réactionnaires du Kouangsi — que la situation ainsi créée donnait au gouvernement de Nankin une certaine autorité sur l'ensemble de la Chine, je lui demandai s'il croyait vraiment que la réunification fût accomplie.

— Oh ! j'espère simplement, me répondit-il, et j'attends de voir la suite. Si la réunification est faite officiellement, elle

japonaise, les mitrailleuses du détachement de défense furent mises en action et de nombreux assaillants jonchèrent le sol.

¹ *Le Matin*, 1^{er} juillet 1928.

n'est pas encore complète. Le gouvernement japonais est d'avis qu'il faut attendre un peu, pour cette raison, avant d'ouvrir la négociation sur les traités inégaux. ¹

Il faut dire qu'entre ces deux interviews, il s'était produit un coup de théâtre. À la fin du mois de juillet, sans que les Puissances qui avaient participé à la Conférence de Washington en aient été le moindre avisées, on apprit que les États-Unis venaient de signer un nouveau traité de commerce, sur le pied de l'égalité la plus complète, avec la Chine. Il est vrai que, grâce à la clause du traitement de la nation la plus favorisée, les Américains ne couraient ainsi aucun risque, mais leur initiative — outre qu'elle entraînait automatiquement la p.168 reconnaissance *de jure* du gouvernement de Nankin — , en donnant une nouvelle preuve du manque complet de solidarité entre les Puissances, encourageait les Chinois à une attitude de plus en plus intransigeante.

Chose curieuse, le diplomate américain, signataire de ce traité, M. Mac Murray, fut peut-être la personnalité étrangère qui me donna, sur l'état de la Chine, l'opinion la plus sceptique et la plus pessimiste ². Selon lui, la prise de Pékin par les nationalistes ne changeait rien au fond des choses. Nous avons tort de donner aux mots, aux formules, dont les Chinois savent fort bien se servir, et qu'ils nous ont d'ailleurs empruntés, le même sens et la même portée qu'en Europe.

Il estimait que les demandes relatives aux « traités inégaux » étaient loin d'être justifiées par l'état général du pays. L'autonomie douanière notamment, qu'on avait promise pour janvier 1929, entraînerait de sérieuses difficultés, les conditions qu'on y avait mises n'étant pas remplies.

— On a beau s'entourer, expliquait-il, de toutes sortes de réserves prudentes et indispensables, les Chinois, n'en tenant

¹ *Le Matin*, 8 octobre.

² À la demande expresse qu'il m'en avait faite, je ne dévoilais pas alors la personnalité de mon interlocuteur. Je crois pouvoir la révéler, aujourd'hui, M. Mac Murray — sans doute par suite de sa désapprobation intime de la politique de son pays en Chine — ayant donné sa démission et repris sa liberté.

aucun compte, ne retiennent que les promesses, sans s'embarrasser de leurs propres engagements.

Et il ajoutait :

— Il n'y a qu'une Chine, voyez-vous !

voulant dire par là qu'il y avait, entre les hommes ^{p.169} de ce pays et nous, une différence irréductible de mentalité, un fossé qu'on ne comblerait jamais ¹.

Cette manière de voir était celle de tous les Américains, hommes d'affaires, à Pékin et Tien-Tsin, aussi bien qu'à Shanghai.

La politique de Washington, bien différente, était inspirée par l'élément missionnaire qui espérait assurer, à l'aide de ses universités de Chine et de ses Y. M. C. A., son influence sur les nouvelles générations. Le directeur d'un institut important de Pékin, que je vis sur le conseil même de M. Mac Murray et qui me demanda, lui aussi, de ne pas le nommer, me traduisit le sentiment de ce milieu, où l'esprit évangélique s'associe singulièrement à la recherche de résultats très pratiques.

Cet interlocuteur me fit ces curieuses déclarations :

« Mes compatriotes, et en général les diplomates, impressionnés par les réclamations de leurs ressortissants, ne voient que les contrariétés du moment, les intérêts lésés, et il y en a beaucoup, je le reconnais, mais il faut regarder plus haut et plus loin, dans le futur.

On doit donner satisfaction aux demandes chinoises. Certes, ça n'ira pas encore bien ; je suis cependant persuadé que ça ira mieux.

Il est par exemple de la plus stricte équité qu'un pays contrôle directement, sans intermédiaires, ses douanes. Je suis convaincu que cela ne portera pas autant de préjudice qu'on le croit aux commerçants étrangers. Ceux-ci

¹ *Le Matin*, 5 octobre 1928.

s'adapteront, emploieront une politique nouvelle, prendront d'autres garanties.

De même pour l'extraterritorialité. La justice chinoise, certes, est inquiétante, mais mes compatriotes n'ont pas plus de confiance dans la justice des pays ^{p.170} d'Amérique centrale et du Sud. Et moi-même je ne me fierais pas absolument à la justice de mon pays.

Lui ayant demandé s'il n'y avait pas lieu de redouter la tendance bien connue des Chinois à l'arbitraire, à l'abus de pouvoir, il me répondit :

— Oui, il est possible en effet que l'on voie cela, mais les étrangers pourront toujours avoir recours à leurs gouvernements, auxquels il sera loisible de faire des réclamations officielles et, au besoin, comme avec tout autre pays, en pareil cas, d'user de moyens coercitifs. Mais je pense que tout cela sera évité avec l'expérience que les Chinois acquerront peu à peu ¹.

L'allusion aux « moyens coercitifs » — dont le régime extraterritorial a justement l'avantage d'éviter l'emploi — me sembla être la meilleure critique de ces propos systématiquement optimistes.

Un Français, alors conseiller du gouvernement de Pékin, aujourd'hui conseiller de celui de Nankin, me donna, au sujet des réclamations chinoises, un avis bien décourageant, s'il avait fallu le prendre à la lettre.

— Oui, m'expliqua-t-il, il est exact que les Chinois, au point de vue juridique, ne sont pas prêts pour l'exercice de tout ce qu'ils revendiquent. Il y avait une adaptation progressive à faire et j'ai, moi-même, rédigé, dans ce but, plusieurs rapports. Mais il y a aussi le côté politique et sentimental. À ce point de vue-là, l'Europe a laissé passer le moment favorable pour opposer, aux demandes chinoises, une résistance utile. C'était possible à la Conférence de

¹ *Le Matin*, 5 octobre 1928.

Washington ; ce l'était peut-être encore, il y a deux ans ; maintenant ça ne l'est plus, après toutes les promesses faites et certains abandons sensationnels. Les Chinois ^{p.171} n'accordent plus la moindre importance aux réserves dont tout cela a pu être accompagné. Ces réserves, après les abdications qui ont suivi, n'ont plus, à leurs yeux, qu'une valeur académique, par conséquent nulle. Il n'y a donc plus, pour les Puissances, d'autre alternative que l'acceptation pure et simple des revendications chinoises ou l'emploi de la force.

Il est bien exact en effet que cette situation de l'Europe en Extrême-Orient, faite de faiblesse et de perte de prestige, a eu son point de départ à la Conférence de Washington (1921-1922). Les guerres féodales étaient commencées, depuis près de deux ans, avec le conflit des clans tchéliste et nganfouiste. Il y avait donc lieu de tracer, devant cet aréopage international, un tableau de la situation réelle de la Chine et de se baser sur lui, pour résister aux demandes excessives des diplomates célestes. On préféra s'en tenir aux principes wilsoniens et, au nom du droit des peuples, du respect de la souveraineté chinoise et de la non-intervention, on fit des promesses imprudentes, pensant en atténuer les risques, en les entourant de conditions que, plus tard, on « laissera tomber » ou qu'on feindra de croire remplies.

Il semble bien d'ailleurs — ainsi que nous l'avons déjà noté — qu'il faille voir, dans cette attitude, beaucoup plus de calcul que de sincère idéologie. Chacun, chez les Anglo-Saxons surtout, espérait capter ainsi la faveur des Chinois : la plus formidable clientèle commerciale du monde. Les Chinois ont parfaitement compris tout le parti qu'ils pouvaient tirer de ce facteur économique et de l'âpre rivalité qu'il a créée entre les Puissances. On verra ^{p.172} quel moyen de pression cela deviendra, entre leurs mains, dans les négociations relatives à l'extraterritorialité.

Sous l'effet de ce décevant espoir de gain et d'influence pour leurs pays, les chancelleries, comme prises d'émulation, ont fait assaut de complaisances à l'égard du gouvernement de Nankin. L'Angleterre,

poursuivant la politique d'abandon, déjà exposée, a successivement rétrocedé, à la Chine, ses concessions de Tchingkiang, d'Amoy et le territoire à bail de Wei Hei Wei. Du moins, cette fois, a-t-elle agi de son propre gré et non par contrainte, comme à Hankéou et à Kiukiang, en 1927. Cela ne lui a d'ailleurs pas davantage réussi. La seule différence est que, maintenant, le mépris a remplacé, chez les Chinois, la haine antérieure. C'est ainsi que, dans une harangue, prononcée tout récemment à Nankin, Chang Kaï Chek est allé jusqu'à prédire la chute de l'empire britannique ¹. Cela paraît incroyable, quand on songe à la prépondérance et au prestige que l'Angleterre avait en Extrême-Orient, avant la guerre.

L'Amérique continue à jouer le rôle de « meilleur ami » de la Chine qu'elle avait déjà assumé à la fin de l'empire et que j'avais, à cette époque, signalé ². Elle y apporte une désinvolture et un manque de solidarité tout à fait stupéfiants vis-à-vis des Puissances qui ont répondu à son appel à la Conférence de Washington. Témoin le traité de commerce passé avec la Chine dans les conditions signalées plus p.173 haut. Le gouvernement de Nankin a du reste pris l'habitude de compter sur ce pays, pour l'aider, par ses initiatives, à mener à bien ses tractations extérieures. On ne voit pas jusqu'ici les résultats de cette politique, car les missionnaires américains, qui en sont les inspireurs, sont de ceux qui ont eu le plus à souffrir, ces dernières années, de la xénophobie chinoise.

La France a dû suivre le mouvement ainsi déclenché à Washington, mais sans s'être cependant mise à la remorque du désastreux défaitisme anglo-américain. En cela, comme en toutes choses, elle a gardé la mesure, participant aux accords collectifs, tel celui qui a abouti à l'autonomie douanière de la Chine, mais restant sur ses positions là où ses intérêts et sa dignité l'exigeaient absolument. Elle n'a par exemple abandonné, malgré l'insistance de Nankin, ni sa concession de Hankéou, ni la Cour mixte qui rend la justice dans sa concession de

¹ Information de l'agence japonaise Rengo. Nankin, 5 janvier.

² Voir *Le Céleste Empire avant la Révolution*, p. 210 et suiv.

Shanghai. Nos représentants ont su maintenir jusqu'à présent cette situation, sans nuire à nos relations avec la classe dirigeante chinoise. C'est un résultat dont on peut se féliciter. Cette habileté diplomatique, comparée aux maladresses britanniques, fut, un jour, reconnue, devant moi, par une importante personnalité japonaise. Un journaliste anglais, M. Lenox Simpson (celui-là même qui, très mêlé aux affaires chinoises, est mort dans les circonstances dramatiques relatées plus haut), l'a nettement reconnu au cours d'un article du *Shanghai Sunday Times*. Après avoir dit tout le mal causé aux Européens par le moratorium anglais de décembre 1926, il écrivait :

« La politique française, en restant ce qu'elle était autrefois, a prouvé sa ^{p.174} supériorité sur la politique britannique, laquelle a tourné comme une girouette.

Le Japon a eu, avec la Chine, dans cette période, des relations particulièrement difficiles. Son attitude, en 1928, ses envois de troupes, son intervention au Chantoung et la manière forte de sa politique pendant tout le ministère Tanaka, suffisent à expliquer la difficulté de ces rapports. La population chinoise manifesta son hostilité par un boycottage intense et le gouvernement de Nankin, par l'abrogation, unilatérale et sans aucune entente préalable, du traité de commerce qui arrivait à expiration. Toutes négociations étant devenues, de ce fait, très délicates entre les deux pays, le Japon a été la dernière grande puissance qui ait signé un nouveau traité de commerce avec la Chine. Cette signature n'a eu lieu en effet qu'au mois de mai 1930, alors que le traité américain est du mois de juillet 1928, celui de l'Angleterre, du 20 décembre de la même année, celui de la France, du 22 décembre. De cette époque datent également les accords passés avec l'Italie, la Belgique, la Hollande, l'Espagne, le Portugal, la Norvège. Le traité relatif à notre colonie de l'Indo-Chine, aussi laborieux que celui du Japon, n'a été signé que le 16 mai 1930.

Comme il a été déjà dit, la Russie soviétique est le seul pays qui ait employé, vis-à-vis de la Chine, les procédés énergiques d'antan — c'est-à-dire la force et la guerre — pour régler le différend relatif au

chemin de fer de l'Est chinois. C'était inattendu de la part de ceux qui ont en quelque sorte créé, dans ce pays, le mouvement contre l'impérialisme étranger. Et cela se poursuit, car des dépêches ^{p.175} récentes signalent une concentration de troupes russes à la frontière chinoise, dans le but d'exercer une pression militaire sur le gouvernement de Nankin et de le contraindre à respecter les termes de l'accord de Khabarovsk signé, après la défaite, par le représentant de Tchang Hsueh Liang, maître de ces régions de Mandchourie.

On a vu que la Conférence de Washington avait mis comme condition à une révision des traités, la réunification, la pacification de la Chine et l'établissement d'un gouvernement stable. Les deux commissions internationales d'enquête, qui suivirent en exécution d'une décision de cette conférence, donnèrent une conclusion identique, en y ajoutant ces conditions subsidiaires : pour la question douanière, la suppression des douanes intérieures ou « likin » ; pour la question juridique, la confection de codes modernes, applicables à des Européens. Il fallait évidemment s'attendre à ce que le gouvernement de Nankin, après chacune des guerres civiles terminées à son avantage, prétendit avoir réalisé ces conditions. Il n'y manqua pas.

En matière de douanes, on se rappelle qu'il voulut même, dès 1927, de son propre chef, sans aucune entente préliminaire avec les Puissances, élever considérablement, à la date du 1^{er} septembre, ses tarifs. Ses revers sur la rive droite du Yangtsé, qui mirent, à ce moment-là, son existence en cause, le forcèrent à y renoncer.

Après la prise de Pékin en 1928, qui lui permit de faire valoir de nouveau une réunification et une pacification fictives, son attitude devint plus ^{p.176} intransigente. Il fit d'ailleurs, avec la gabelle, une expérience de la longanimité étrangère qui ne pouvait que l'y encourager. Il s'empara purement et simplement de cette administration, dirigée, comme les douanes, par des commissaires européens, et dont les revenus étaient réservés au paiement des coupons du grand emprunt de 1913. Les Puissances ne réagirent pas autrement que par une

protestation platonique. Des diplomates, avec lesquels je m'entretins de cette question, à Pékin, peu après cet acte audacieux, estimèrent que cela diminuerait le crédit de la Chine, au moment où elle avait le plus besoin d'argent. Or, il ne semble pas que ça l'ait empêchée de trouver les bailleurs de fonds, grâce auxquels elle a pu faire face aux énormes dépenses des guerres civiles de ces deux dernières années. Et actuellement les États-Unis, l'Angleterre et le Canada se concertent pour lui offrir un prêt de plus d'un milliard de francs.

Dans tous les nouveaux traités de commerce, les puissances contractantes acceptèrent l'autonomie douanière, pour la Chine, à compter du 1^{er} janvier 1929. Le 1^{er} février suivant, les droits de douane furent, provisoirement, élevés au double, les tarifs définitifs devant être fixés plus tard.

Quant au « likin », que les Chinois s'étaient formellement engagés à abolir, le jour où l'autonomie serait mise en vigueur, non seulement il continua à exister partout, mais il fut, en bien des endroits, considérablement augmenté. Cette suppression fut derechef solennellement promise à diverses reprises, mais, chaque fois, renvoyée à une autre date. Enfin, le gouvernement de Nankin — sans doute pour faire passer plus facilement une nouvelle tarification ^{p.177} douanière, particulièrement dure pour la plupart des articles étrangers — a annoncé la disparition irrévocable du « likin », pour le 1^{er} janvier de cette année 1931.

De tout ce que je lis, dans les journaux de Chine qui viennent d'arriver, il résulte que partout où ce « likin » a été officiellement supprimé à grand fracas, il a été aussitôt remplacé par des taxations encore plus lourdes. La chose persiste donc, mais sous une autre étiquette. Cela fait partie de ses « faux-semblants » que j'ai déjà eu souvent l'occasion de signaler dans les réformes chinoises.

Il est d'ailleurs à croire que le gouvernement n'eût pas demandé mieux que de pouvoir tenir à cet égard ses successives promesses. C'est encore une chose qui lui échappe, parce que son autorité est fort limitée, sinon nulle, en ces matières, sur les chefs des provinces, et

parce que, d'autre part, le mauvais état de ses finances ne lui permet pas de leur donner l'équivalent de ce qu'ils perdraient du fait de cette suppression.

La demande chinoise la plus instante a trait à la suppression du régime qui donne, aux étrangers, en Chine, les garanties de l'extraterritorialité ¹. C'est en effet cette situation spéciale qui fait le plus vivement sentir, aux Célestes, l'« inégalité » si pénible à leur amour-propre national. Cette revendication fut présentée avec une particulière véhémence, par les ^{p.178} délégués de la Chine, à la Conférence de la paix, à Versailles, et à la Conférence de Washington. Elle occupe une place majeure dans les « San Min » de Sun Yat Sen. Elle rallie l'unanimité des Chinois, en devenant, chez eux, une manifestation virulente du sentiment anti-étranger.

Il n'est donc pas surprenant que le ministre des Affaires étrangères, M. C. T. Wang, ait, depuis trois ans — depuis la prétendue réunification — mené, à ce sujet, une offensive diplomatique extrêmement active et opiniâtre.

Cette offensive débuta par l'introduction de cette clause dans le texte des nouveaux traités de commerce, signés, en 1928, avec la Belgique, le Portugal, l'Espagne et l'Italie. Dans chacun de ces protocoles, il était dit que l'extraterritorialité serait supprimée à la date du 1^{er} janvier 1930. Des accords devaient être établis avant cette date pour l'extension de la juridiction chinoise aux sujets du pays contractant. Faute de quoi ces sujets seraient « soumis aux lois et à la juridiction chinoise à une date qui serait fixée par la Chine, après avoir obtenu l'agrément, pour l'abolition de l'extraterritorialité, de toutes les puissances signataires des accords de Washington, c'est-à-dire à une date s'appliquant à toutes ces puissances ». Cette clause était complètement absente dans les traités de commerce conclus avec les États-Unis, l'Angleterre, la France et le Japon.

¹ Sur cette question de l'extraterritorialité, qui ne peut être traitée ici, voir l'ouvrage de R. d'Auxion de Ruffé : *Chine et Chinois d'aujourd'hui* (Berger-Levrault, éditeur), où elle est exposée avec les développements qu'elle comporte.

Au cours de l'année 1929, M. C. T. Wang, pour préparer la réalisation de cette sensationnelle réforme en 1930, adopte une procédure plus insistante. Le 27 avril, il demande aux six Puissances dont les traités, — les fameux traités inégaux — ne sont pas expirés : l'Angleterre, les États-Unis, la ^{p.179} France, la Hollande, la Norvège et le Brésil, d'envoyer des plénipotentiaires pour négocier l'abolition de l'extraterritorialité. Ces Puissances répondirent qu'il convenait d'attendre, pour une abolition progressive, que la législation chinoise fût modifiée et qu'une protection suffisante pût être assurée par le gouvernement de Nankin.

Le 5 septembre, une nouvelle communication faisait savoir à ces Puissances que la Chine aurait, dans l'année, promulgué ses nouveaux codes, réorganisé ses cours de Justice et ses prisons et renouvelait en conséquence ses demandes antérieures. Les divers gouvernements se refusèrent à une abolition immédiate et complète, en se basant sur le fait que les lois chinoises n'étaient pas au point. Elles acceptaient de discuter cette affaire en temps opportun.

Le 7 novembre, M. C. T. Wang télégraphia aux ministres de ces pays — sauf à celui du Brésil, dont le gouvernement n'avait pas répondu à la précédente communication — d'envoyer des délégués à Nankin, pour entamer ces négociations.

En définitive, à toutes ces démarches pressantes du Wai Kiao Pou, les chancelleries répondaient en acceptant le principe de l'abolition, mais en renvoyant l'exécution à des temps meilleurs et d'ailleurs indéterminés. Seuls, les États-Unis firent savoir qu'ils acceptaient l'abolition, mais qu'ils désiraient qu'elle ne fût pas appliquée dans des centres comme Shanghai, Tien-Tsin, Hankéou, Canton, où ils avaient de nombreux ressortissants. Ils ne voyaient par contre pas d'inconvénients à ce qu'elle fût effective immédiatement dans les autres parties de la Chine, où les étrangers étaient peu nombreux. (Il faut, ^{p.180} entre parenthèses, souligner cette singulière compréhension de la protection des nationaux.) Ils envisageaient enfin la possibilité d'une abolition totale dans un délai de deux à cinq ans.

Le 20 décembre, une note informait l'Angleterre, les États-Unis, la France, la Hollande, la Norvège et le Brésil du désir de la Chine d'abolir l'extraterritorialité au mois de février 1930. Il était entendu que la réglementation provisoire établie en vue de cette suppression serait appliquée aux autres pays dont les traités étaient expirés.

Enfin, le 28 décembre, devant même cette date et sans négociation préalable, le Conseil d'État du gouvernement de Nankin lançait un décret supprimant l'extraterritorialité, à la date du 1^{er} janvier 1930. Les Puissances, qui, selon l'agence Rengo, paraissent s'être alors concertées, envoyèrent des notes presque identiques, dans lesquelles le principe était de nouveau favorablement accueilli, mais l'application renvoyée à plus tard, après que des négociations régulières en auraient discuté. Le 1^{er} janvier 1930 était considéré comme une date à partir de laquelle commençait la procédure de modification graduelle.

De leur côté, les autorités chinoises proclamaient l'intention — ainsi que le président du Yuan judiciaire, Wong Chong Hin, le déclara aux représentants de la presse — d'aller de l'avant et d'avoir recours à des mesures radicales, si la réponse des Puissances n'était pas satisfaisante.

Les Chinois comptent beaucoup, pour amener les Puissances à accepter cette revendication, sur la pression économique.

« L'Angleterre et les États-Unis, a dit le ministre Sun Fo, souffrent, tous les deux, du chômage. Il n'y a qu'un moyen, pour ces ^{p.181} deux pays, de résoudre ce grave problème, c'est de développer leur commerce avec la Chine. Mais tant que ces pays refuseront d'abolir leurs droits d'extra- territorialité, nous refuserons de parler d'affaires avec leurs nationaux.

Et il concluait qu'avant six mois au plus l'extraterritorialité serait complètement abolie ¹.

En outre de la suppression de l'extraterritorialité, M. C. T. Wang demande, au nom du principe de la souveraineté de la Chine, reconnu

¹ Information de Nankin du 15 décembre, reproduite par la *Politique de Pékin* du 20 décembre.

par les Puissances, la rétrocession des concessions, le retrait des troupes de protection et des canonnières naviguant dans les rivières de Chine. Il prétend également que les légations transportent leur siège à Nankin, à des emplacements qu'il leur assignera lui-même. Bien entendu, à l'appui de toutes ces exigences, le gouvernement de Nankin déclare hautement qu'il assume la protection des étrangers.

La question étant ainsi très nettement posée, il faut se demander si l'état réel de la Chine permet de la résoudre dans un sens favorable au programme de M. C. T. Wang.

Les privilèges de l'extraterritorialité résultent de la nécessité où les Puissances se trouvèrent, dans le passé, de protéger leurs nationaux contre les abus des autorités du Céleste Empire ¹. Les causes qui rendirent, pour la sauvegarde des Européens, p.182 ces garanties indispensables ont-elles disparu ? L'administration est-elle meilleure, plus régulière, plus conforme à notre conception de la justice et de la sécurité ? Tout ce qui précède, de ce livre, donne la réponse ; par le fait surtout — qui y est démontré — qu'en l'état où se trouve ce pays, en proie à l'anarchie des rivalités militaires, des excès des armées communistes et des bandes de brigands, le gouvernement de Nankin ne peut pas plus garantir le respect de ses engagements qu'assurer la protection dont il prétend se charger désormais ².

On ne voit pas ce que la réunification, exigée par la Conférence de Washington, même si elle était réalisée, pourrait changer à cela. Pas plus d'ailleurs que la confection des nouveaux codes, travail théorique, académique, sans relation aucune avec les habitudes d'esprit des fonctionnaires aussi bien que de la population. Car c'est avant tout une question de mentalité, de structure cérébrale façonnée par des

¹ Le plus important de ces privilèges est celui d'après lequel les étrangers ne sont justiciables que des tribunaux consulaires.

² Le malheureux sort de deux missionnaires anglaises, miss Harrison et miss Nettleton, mises à mort par une bande communiste du Foukien, au mois d'octobre dernier, après un martyre de trois mois — et cela malgré toutes les démarches anglaises — est une preuve de cette impuissance gouvernementale.

Il y a également lieu de rappeler que les bateaux portant pavillon étranger et remontant le Yang-tsé jusqu'à Hankéou, Chungking et Itchang sont très fréquemment attaqués, des rives, à coups de fusils et de mitrailleuses.

millénaires. Cela se constate chez les meilleurs des Célestes, d'une valeur intellectuelle et morale incontestée. Un Français, conseiller juridique du gouvernement chinois, M. Padoux, l'a très bien expliqué en écrivant ceci :

« Le gouvernement chinois a promulgué depuis ^{p.183} quinze ans une série de lois inspirées des codifications occidentales les plus scientifiques. Mais partout où elles choquent le vieil esprit du pays, ces lois demeurent lettre morte. Les juges des tribunaux supérieurs modernes cherchent aussi à introduire, dans le raisonnement juridique, des idées et une technique nouvelles, mais ils ont grand peine à se dégager eux-mêmes de la tradition. ¹

Et il s'agit là d'une très rare élite, la plus proche de nous ! Que ne peut-on alors redouter des autres, même en supposant disparus la vieille coutume du *squeeze* et le sentiment anti-étranger ? N'étant à aucun degré affranchis des idées anciennes, le justiciable est, à leurs yeux, quantité négligeable, en face de la nécessité de sévir, de punir à tout prix, pour sauver à la fois la *face* de la justice et celle du juge. Aussi la lenteur consciencieuse de nos enquêtes judiciaires, soucieuses par-dessus tout de ne pas frapper un innocent, est-elle pour eux une chose incompréhensible et mauvaise.

Le rapport de la commission internationale d'enquête juridique de 1925, après avoir énuméré les conditions singulières dans lesquelles la justice était rendue, estimait que l'on ne pouvait admettre encore la suppression de l'extraterritorialité. Avec une bonne volonté évidente pour les aspirations de la Chine, ce rapport préconisait une modification par paliers, au fur et à mesure des progrès accomplis.

Ces progrès se sont-ils réalisés au cours des années suivantes ? La réponse à cette question a été ^{p.184} donnée dans une série d'articles

¹ Préface à l'ouvrage du grand lettré Liang Chi Chao : *La conception de la loi et les théories des légistes à la veille des Tsin.* (Traduction Escarra.)

publiés au mois d'octobre 1929, dans le *Peking and Tien-Tsin Times*, par un écrivain particulièrement compétent en la matière, M. Woodhead.

« Nous avons eu pour objet, disait-il en conclusion, d'établir que l'état présent des lois chinoises, les arrangements pris pour leur application et autres considérations, ne justifient point l'abandon des privilèges extraterritoriaux dont les étrangers jouissent en Chine. Mais il nous semble qu'à cet égard nous avons fait bien plus que nous ne nous étions proposé et que nous avons entièrement prouvé qu'en l'an de grâce 1929 l'administration de la justice, en Chine, laisse plus à désirer encore, à certains points de vue, que lorsque la Commission d'enquête sur l'extraterritorialité déposa son rapport et ses recommandations, en septembre 1925.

Un fait, qui s'est produit, au mois de novembre dernier, à Shanghai, illustre éloquemment cette appréciation du publiciste anglais. Un sujet russe, par conséquent soumis à la justice chinoise, M. Goldstein, avait fait construire un immeuble par un entrepreneur chinois, M. Chang. Après un examen de la construction, M. Goldstein, la jugeant défectueuse, refusait de payer. C'était une affaire purement civile et M. Chang n'avait qu'à intenter une action en paiement devant les tribunaux. Il préféra envoyer ses quarante ouvriers à M. Goldstein, pour lui réclamer leurs salaires. Ces ouvriers le rouant de coups, M. Goldstein sortit de sa poche, pour les intimider, un revolver, dont il avait licence des autorités de la concession internationale, et dont il ne se servit d'ailleurs pas autrement. Les ouvriers s'emparèrent alors de lui, le mirent dans un taxi et ^{p.185} l'emmenèrent devant le juge chinois qui le fit jeter en prison, dans une petite cellule d'une saleté repoussante, où se trouvaient déjà une trentaine de chenapans couverts de vermine. Il resta là deux jours, sans prendre de nourriture. Un procureur chinois le fit enfin comparaître pour l'interroger. Durant tout cet interrogatoire, ce fut son adversaire, l'entrepreneur Chang, qui servit d'interprète. M. Goldstein resta emprisonné pendant une douzaine de jours au bout desquels on daigna enfin le remettre en

liberté, après lui avoir fait payer un dollar de frais par journée de détention. Il serait trop long de donner tous les détails de l'odieux traitement qui lui fut ainsi infligé. Le fait, tout nu, a du reste une très suffisante valeur de démonstration, surtout si l'on songe qu'il s'est passé à Shanghai, la ville la plus modernisée de Chine, celle où les Chinois s'efforcent d'être irréprochables aux yeux des étrangers, afin de justifier leurs revendications.

« La morale de cette histoire, a écrit le directeur du *Journal de Shanghai*, M. Moresthe, dont le désir d'accommodement avec la Chine est irrécusable, c'est que de tels exemples, qui se passent à Shanghai même, ne peuvent que renforcer la résistance des étrangers contre l'abolition de l'extraterritorialité. Si désagréable que cette affaire soit pour M. Goldstein, elle a du moins l'avantage de nous faire toucher du doigt les réalités que nous oublions parfois en écoutant le chant des sirènes du Wai Kiao Pou ¹.

@

¹ Le *Journal de Shanghai*, 31 novembre.

CONCLUSION

@

p.187 Quelles suites peut-on attendre à la situation qui vient d'être exposée? Si on en examine les divers facteurs, il est difficile d'entretenir, sur ses possibilités de développement, le moindre optimisme. Sans doute le gouvernement de Nankin a triomphé d'une redoutable coalition qui a failli l'abattre, mais il lui a fallu, pour cela, le concours du maître de la Mandchourie. Cette victoire n'a donc pas mis fin à la féodalité, elle a seulement changé les titulaires de certains fiefs, dans des conditions susceptibles d'entraîner les pires désordres et une sérieuse aggravation de l'état général de la Chine.

Le résultat de la dernière guerre civile a été en effet d'enlever, à des chefs ayant du prestige et une grande expérience : Feng Yu Hsiang et Yen Hsi Chan, tout un ensemble de provinces, maintenant placées nominalement sous la suzeraineté de Tchang Hsueh Liang — féodal d'ailleurs lui-même — en réalité laissées à la merci des généraux et de troupes que la carence financière de Nankin abandonne à toutes les tentations et à tous les hasards¹. p.188 En sorte que ces régions, auparavant tranquilles, ont de sérieuses chances de voir se produire, chez elles, les ravages du communisme et du banditisme, dont le gouvernement central n'a pas pu préserver le Sud. Moscou doit sans doute se préoccuper dès à présent de ce nouveau champ d'action.

Le gros prêt qu'on annonce et qui serait consenti par les États-Unis, l'Angleterre et le Canada, pourrait peut-être permettre d'annihiler cette menace, mais outre qu'il n'est qu'à l'état de projet et qu'il est déjà très combattu, le souvenir du grand emprunt de réorganisation, mis à la disposition de Yuan Chi Kai, en 1913, et de la façon dont il se volatilisa, sans avoir rempli son but, rend sceptique sur l'efficacité de celui qui est, aujourd'hui, en question.

¹ On n'a pu mettre à la disposition de ces armées Kuominchun et du Chansi que quelques centaines de milliers de dollars, alors que les généraux évaluaient à quatre millions le minimum de leurs besoins.

À dire vrai, chaque victoire de Nankin sur les féodaux a été suivie d'une extension de l'anarchie. C'est ainsi que le Hounan et le Kiangsi ont eu et ont encore tant à souffrir des bolcheviks, après la débâcle du clan du Kouangsi. C'est la conséquence d'une politique de centralisation prématurée, sans rapport avec l'état réel de la Chine.

Bien que les Chinois doivent être les premières victimes de cette erreur, on comprend néanmoins ce qui les détermine dans ce sens. Le désir de faire disparaître tout ce qui marque leur infériorité vis-à-vis des autres peuples domine, chez eux, tout autre considération. De là, leurs vains efforts, pour avoir les apparences d'une nation unifiée, pacifiée, administrée selon le gabarit le plus moderne : ce qui demande, pour un tel pays, dont l'état social et la mentalité sont d'un autre âge, infiniment plus de temps. Cependant, le sentiment qui les fait agir ^{p.189} ainsi étant très naturel et très honorable, on ne saurait leur reprocher de tenter l'impossible pour lui faire donner satisfaction.

Ce que l'on comprend moins, c'est la véritable politique d'abdication des puissances étrangères. L'Europe semble avoir complètement renoncé au grand rôle qu'elle assumait dans le monde et qui était, en faisant le plus noble usage de sa force, de répandre et de défendre partout les principes d'humanité. Maintenant, au nom des principes wilsoniens, qui, malgré leurs prétentions morales, sont d'une inspiration plus égoïste, elle abandonne les peuples à eux-mêmes, leur permettant de faire les plus tristes expériences et de sombrer dans la plus redoutable anarchie. Comment ne pas souligner par exemple ce fait que, depuis dix ans, l'observation de ces nouveaux principes a eu pour résultat de laisser la Chine aller à un état de misère effroyable, à un régime de violences inouïes, à un véritable bain de sang. De 1923 à 1930, a pu dire récemment, dans une conférence au Comité d'études de la Cour de cassation, l'un des hommes qui connaissent le mieux ce pays, le père Robert, vingt millions de Chinois ont perdu la vie, tués ou morts de faim.

De plus, en appliquant, à la Chine, les quatorze points du président Wilson, les puissances occidentales ne paraissent pas s'être doutées

qu'elles posaient ainsi, contre elles, de la façon la plus dangereuse, la question coloniale. Les Anglais s'en aperçoivent aux Indes, comme nous en Indo-Chine. Et cela se produit au moment où la possession de colonies devient de plus en plus, pour les grandes nations modernes, une condition vitale.

Situation très fautive et pleine de contradictions, p.190 dont on ne se dégagera qu'en mettant résolument toutes choses en leur vraie place. Or, il n'est pas douteux qu'avec l'étroite solidarité pratique où se trouvent désormais les peuples et la valeur très diverse, très relative, de leur état politique et social, ce qui est à considérer, beaucoup plus que les conceptions absolues des idéologues, c'est l'œuvre de la civilisation, l'ordre et le bon aménagement du monde.

La Chine est à cet égard un exemple frappant. Il est certain en effet que tous les désordres, qui, depuis deux lustres, la bouleversent, sont une des plus sérieuses causes de la crise économique mondiale, par conséquent du chômage dans les pays industriels d'Europe et d'Amérique. On voit donc toute l'importance que pourrait avoir une aggravation qui fermerait de plus en plus ce débouché au commerce international.

Telles sont les perspectives chinoises. Il semble bien qu'elles ne puissent que s'assombrir davantage encore, si les Puissances perdent la foi en elles-mêmes jusqu'à céder aux dernières revendications, véritablement excessives, de Nankin.

@